



Société anonyme au capital de 1 009 641 917,50 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

DEUXIEME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2017

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2017

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 mars 2017
sous le numéro D.17-0139
Première actualisation du Document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 4 mai 2017 sous le numéro D.17-0139-A01



La présente actualisation du Document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 août 2017 sous le numéro D.17-0139-A02, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017

1 - CHAPITRE 2 : RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE	4
1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA PREMIERE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	4
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 23 mai 2017 : Assemblée générale et Conseil d'administration du 23 mai 2017</i>	4
1.1.2 <i>Communiqué de presse du 2 août 2017 : Résultats du 2^{ème} trimestre 2017 – Actualisation des pages 30 à 43 du Document de référence 2017</i>	4
1.2 PRESENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITES DE SOCIETE GENERALE.....	30
1.3 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCES.....	31
1.4 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE.....	36
1.4.1 <i>Bilan consolidé</i>	36
1.4.2 <i>Principales évolutions du périmètre de consolidation</i>	37
1.4.3 <i>Variations sur les postes significatifs du bilan consolidé</i>	37
1.5 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS.....	38
1.6 POLITIQUE FINANCIERE.....	39
1.6.1 <i>Situation d'endettement du Groupe</i>	39
1.7 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ET CESSIONS EFFECTUES.....	42
1.8 ACQUISITIONS EN COURS ET CONTRATS IMPORTANTS.....	43
1.9 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS A VENIR – ACTUALISATION DE LA PAGE 13 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	43
2 - CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	44
2.1 ASSEMBLEE GENERALE DU 23 MAI 2017.....	44
2.1.1 <i>Extrait du communiqué de presse du 23 mai 2017</i>	44
2.2 STRUCTURE ET ORGANES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	45
2.2.1 <i>Extrait du communiqué de presse du 23 mai 2017</i>	45
2.2.2 <i>Composition du Conseil d'administration au 24 mai 2017</i>	45
2.3 COMITE EXECUTIF.....	46
2.4 PLAN PREVENTIF DE RETABLISSEMENT ET RECUEIL DE DONNEES POUR LA RESOLUTION – ACTUALISATION DE LA PAGE 151 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	49
3 - CHAPITRE 4 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES	50
3.1 CHIFFRES CLES.....	50
3.1.1 <i>Extrait de la présentation du 2 août 2017 : Résultats du premier semestre 2017 (et annexes) – actualisation de la page 156 du Document de référence 2017</i>	51
3.2 RATIOS REGLEMENTAIRES.....	52
3.2.1 <i>Rapprochement du bilan consolidé et du bilan comptable sous le périmètre prudentiel – actualisation des pages 171 et 172 du Document de référence 2017</i>	53
3.2.2 <i>Filiales exclues du périmètre prudentiel – Actualisation du Tableau 3 en page 173 du Document de référence 2017</i>	54
3.2.3 <i>Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 169 et 180 du Document de référence 2017</i>	54
3.3 RISQUES DE CREDIT – ACTUALISATION DES PAGES 195-196 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	55
3.4 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX - ACTUALISATION DE LA PAGE 202 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	56
3.5 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING - ACTUALISATION DES PAGES 206 A 209 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	57
3.6 RISQUES DE LIQUIDITE.....	58
3.6.1 <i>Réserve de liquidité – actualisation de la page 227 du Document de référence 2017</i>	58
3.6.2 <i>Bilan échancé – actualisation des pages 228 et 231 du Document de référence 2017</i>	59
3.7 RISQUES ET LITIGES - ACTUALISATION DES PAGES 423 A 426 DU DOCUMENT DE REFERENCE 2017.....	60
4 - CHAPITRE 6 : ETATS FINANCIERS	61
4.1 ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2017.....	61

4.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2017	115
<i>Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle</i>	115
5 - CHAPITRE 7 : ACTION, CAPITAL ET ELEMENTS JURIDIQUES	117
5.1 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE	117
5.2 LISTE DES INFORMATIONS REGLEMENTEES PUBLIEES AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS.....	118
6 - CHAPITRE 8 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	119
6.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	119
6.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	119
6.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	120
7 - CHAPITRE 9 : TABLE DE CONCORDANCE	121
7.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	121
7.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	123

1 - Chapitre 2 : Rapport d'activité du Groupe

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la première actualisation du Document de référence 2017

1.1.1 Communiqué de presse du 23 mai 2017 : Assemblée générale et Conseil d'administration du 23 mai 2017

Voir chapitre 2, pages 44-45

1.1.2 Communiqué de presse du 2 août 2017 : Résultats du 2^{ème} trimestre 2017 – Actualisation des pages 30 à 43 du Document de référence 2017

Paris, 2 août 2017

T2-17 : DES RESULTATS SOLIDES

- **Produit net bancaire des métiers** stable (6 392 M EUR, -0,5% /T2-16), la forte croissance des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux compensant le recul des activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (-4,3%/T2-16) par rapport à un trimestre élevé au T2-16 et le léger repli (-1,8%⁽¹⁾/T2-16) des activités de Banque de détail en France.
- **Produit net bancaire comptable** Groupe, y compris éléments non économiques, de 5 199 M EUR en baisse de -25,6% /T2-16 (effet de base sur le T2-16 lié à la plus-value de cession Visa (725 M EUR) et impact de l'accord transactionnel avec la Libyan Investment Authority (LIA) signé au T2-17 pour -963 M EUR, comptabilisés dans le Hors-Pôles).
- **Frais de gestion** maîtrisés, +1,2% /T2-16.
- **Coût du risque commercial**⁽²⁾ de 15pb au T2-17 (38 pb au T2-16) traduisant l'amélioration du profil de risque du Groupe. Charge du risque intégrant une reprise nette de 450 M EUR de la provision pour litiges.
- **Résultat net part du Groupe** comptable de 1 058 M EUR au T2-17 (1 461 M EUR au T2-16).
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent**⁽³⁾ en hausse de 11,0% à 1 165 M EUR au T2-17 (1 050 M EUR au T2-16).
- **Ratio CET1** non phasé de 11,7% (11,6% au 31 mars 2017)

S1-17 : BONS RESULTATS SEMESTRIELS

- **Produit net bancaire des métiers** de 12,9 Md EUR (+1,7% /S1-16)
- **Frais de gestion contenus** (+2,2% /S1-16 hors remboursement de l'amende Euribor survenu au T1-16)
- **Résultat net part du Groupe** comptable de 1 805 M EUR (2 385 M EUR au S1-16)
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent**⁽³⁾ de 2 551 M EUR en hausse de +32,6% sur le premier semestre 2017 (1 924 M EUR au S1-16)
- **ROE sous-jacent**⁽³⁾ de 9,5% (7,5% au S1-16)

BNPA⁽⁴⁾ : 2,12 EUR au S1-17 (2,77 EUR au S1-16). Provision pour dividende 1,10 EUR /action

Les Indicateurs Alternatifs de Performance, notamment les notions de Produit net bancaire des piliers, Frais de gestion, ajustement d'IFRIC 21, Coût du risque (commercial) en points de base, ROE, RONE, Actif net, Actif net tangible, BNPA hors éléments non économiques, et les montants servant de base aux différents retraitements effectués (en particulier le passage des données comptables aux données sous-jacentes) sont présentés dans les notes méthodologiques, ainsi que les principes de présentation des ratios prudentiels. Les renvois * et ** dans ce document sont précisés ci-dessous :

* A périmètre et taux de change constants.

**Hors éléments non économiques.

(1)Hors provision PEL/CEL

(2)Hors litiges, en points de base sur encours de début de période, y compris locations simples. Calcul annualisé.

(3)Cf. Note méthodologique 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes

(4)Hors éléments non économiques (BNPA brut au S1-17 : 1,94 EUR et 2,71 EUR au S1-16)

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 1^{er} août 2017 sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, a examiné les résultats du premier semestre et du deuxième trimestre de l'année 2017.

Le **résultat net part du Groupe comptable** est de 1 058 millions d'euros au deuxième trimestre 2017 (1 461 millions d'euros au deuxième trimestre 2016) et de 1 805 millions d'euros au premier semestre 2017 (2 385 millions d'euros au premier semestre 2016).

Ce résultat intègre des éléments non économiques et des éléments exceptionnels dont l'impact sur les différentes composantes du résultat est détaillé en note 5. Corrigé de ces éléments et de la charge complémentaire au titre de la linéarisation de l'impact d'IFRIC 21, **le résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 1 165 millions d'euros au deuxième trimestre 2017, en progression de +11,0% par rapport au deuxième trimestre 2016. Au premier semestre 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'inscrit en hausse de 32,6% à 2 551 millions d'euros (1 924 millions d'euros au premier semestre 2016), de même que le ROE sous-jacent (9,5% au premier semestre 2017 contre 7,5% au premier semestre 2016).

Au deuxième trimestre 2017, le groupe Société Générale réalise une bonne performance sur l'ensemble de ses métiers. Les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux affichent une forte croissance des revenus (hausse du PNB de +6,2% par rapport au deuxième trimestre 2016) tandis que les activités de Banque de détail en France, toujours pénalisées par l'environnement de taux bas, s'inscrivent en baisse modérée (-1,8% hors PEL/CEL par rapport au deuxième trimestre 2016) et que les activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs limitent la baisse à -4,3% par rapport au deuxième trimestre 2016 qui bénéficiait d'un contexte de marché plus favorable qu'au deuxième trimestre 2017.

Le **produit net bancaire** comptable s'élève à 5 199 millions d'euros au deuxième trimestre 2017 (6 984 millions d'euros au deuxième trimestre 2016) et à 11 673 millions d'euros au premier semestre 2017 (13 159 millions d'euros au premier semestre 2016). Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 6 389 millions d'euros au deuxième trimestre 2017 (en diminution de -1,3% par rapport au deuxième trimestre 2016) et à 12 841 millions d'euros au premier semestre (en hausse de 2,7% par rapport au premier semestre 2016).

Les **frais de gestion** sont en progression de +1,2% au deuxième trimestre 2017, reflétant d'une part, l'accélération de l'investissement dans la transformation de la Banque de détail en France et l'accompagnement de la croissance rapide des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et, d'autre part, les effets des plans d'économies de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs. Les frais de gestion sous-jacents progressent de façon maîtrisée à -8 500 millions d'euros au premier semestre 2017 (en hausse de 1,7% par rapport au premier semestre 2016).

La **charge nette du risque** (hors variation nette de la provision pour litiges) s'établit à un niveau bas de -191 millions d'euros au deuxième trimestre 2017, en très fort recul par rapport au deuxième trimestre 2016 (-464 millions d'euros). Le coût du risque commercial s'inscrit à un niveau très bas de 15 points de base au deuxième trimestre 2017 (38 points de base au deuxième trimestre 2016). La provision pour litiges fait l'objet d'une reprise nette en résultat de 450 millions d'euros constituée d'une reprise de 750 millions d'euros visant à couvrir, en résultat net part du Groupe, l'impact du règlement de l'accord transactionnel avec la LIA et d'une dotation complémentaire de 300 millions d'euros.

Le ratio **Common Equity Tier 1** (CET1 non phasé) est à 11,7% au 30 juin 2017 (11,6% au 31 mars 2017). Il inclut notamment l'impact des opérations d'optimisation de portefeuille (notamment introduction en bourse d'ALD, cession de Splitska Banka et rachat de 50% du capital d'Antarius) et une provision pour dividende de 1,10 EUR par action.

Le bénéfice net par action, hors éléments non économiques, atteint 2,12 euros à fin juin 2017 (2,77 euros à fin juin 2016).

Commentant les résultats du Groupe du premier semestre 2017, Frédéric Oudéa – Directeur général – a déclaré :

« Dans un environnement économique et financier contrasté, Société Générale a enregistré de solides résultats au deuxième trimestre confirmant les bonnes performances commerciales et opérationnelles des métiers de début d'année et la pertinence de son modèle diversifié et intégré. Les revenus du Groupe sont en particulier tirés par la croissance des métiers de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et la rentabilité progresse grâce à la

maîtrise des coûts et des risques. Le Groupe a également poursuivi l'optimisation de son portefeuille d'activités, avec notamment l'acquisition de 50% du capital d'Antarius et l'introduction en bourse d'ALD.

Société Générale prépare activement la nouvelle étape stratégique qui sera présentée en novembre prochain, en s'appuyant sur la nouvelle gouvernance du Groupe, à la fois plus agile et plus proche de nos clients, mise en place dès septembre.»

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

En M EUR	T2-17	T2-16	Variation		S1-17	S1-16	Variation	
Produit net bancaire	5 199	6 984	-25,6%	-26,0%*	11 673	13 159	-11,3%	-12,1%*
<i>Produit net bancaire(1)</i>	5 426	7 195	-24,6%	-25,0%*	11 878	13 225	-10,2%	-11,0%*
Frais de gestion	(4 169)	(4 119)	+1,2%	+1,5%*	(8 813)	(8 403)	+4,9%	+4,4%*
Résultat brut d'exploitation	1 030	2 865	-64,0%	-65,2%*	2 860	4 756	-39,9%	-40,9%*
<i>Résultat brut d'exploitation(1)</i>	1 257	3 076	-59,1%	-60,2%*	3 065	4 822	-36,4%	-37,5%*
Coût net du risque	259	(664)	n/s	n/s	(368)	(1 188)	-69,0%	-71,7%*
Résultat d'exploitation	1 289	2 201	-41,4%	-42,9%*	2 492	3 568	-30,2%	-30,5%*
<i>Résultat d'exploitation(1)</i>	1 516	2 412	-37,1%	-38,4%*	2 697	3 634	-25,8%	-26,1%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	208	(16)	n/s	n/s	245	(12)	n/s	n/s
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s	1	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(302)	(627)	-51,8%	-53,5%*	(691)	(1 011)	-31,7%	-32,2%*
Résultat net part du Groupe	1 058	1 461	-27,6%	-28,3%*	1 805	2 385	-24,3%	-24,3%*
<i>Résultat net part du Groupe(1)</i>	1 218	1 599	-23,8%	-24,4%*	1 951	2 428	-19,7%	-19,6%*
ROE (après impôts)	7,8%	11,7%			6,5%	9,4%		
ROE Ajusté(2)	7,1%	11,0%			7,4%	10,1%		

1 - Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA

2 - Corrigé de l'effet de l'application d'IFRIC 21 et du remboursement de l'amende Euribor au T1-16 pour un montant de 218 M EUR

Produit net bancaire

Le produit net bancaire comptable du Groupe s'élève à 5 199 millions d'euros au T2-17 (6 984 millions d'euros au T2-16) et 11 673 millions d'euros au S1-17 (13 159 millions d'euros au S1-16).

Le produit net bancaire sous-jacent affiche un léger recul de -1,3% à 6 389 millions d'euros au deuxième trimestre 2017. Sur le premier semestre, le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 12 841 millions d'euros (12 500 millions d'euros au S1-16).

Sur le deuxième trimestre, le produit net bancaire des métiers est stable à 6 392 millions d'euros (6 426 millions d'euros au T2-16).

- Le produit net bancaire des activités de la Banque de détail en France s'inscrit en léger recul (-1,8% hors provision PEL/CEL) au T2-17 par rapport au T2-16. Cette évolution reflète une baisse de la marge nette d'intérêt (-6,6% par rapport au T2-16), toujours pénalisée par un environnement de taux bas, et la poursuite de la progression des commissions illustrant la transition progressive vers un modèle plus générateur de commissions (+5,0% par rapport au T2-16).
- Le produit net bancaire de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux affiche une hausse de +6,2% (+5,5%*) au T2-17, portée par la croissance des activités dans l'ensemble des métiers et des géographies. Au T2-17, les revenus de la Banque de détail à l'International augmentent de 5,1% (+7,1%*) soutenus par un fort dynamisme commercial, les revenus des activités d'Assurances progressent de 4,9%* et ceux des activités de Services Financiers aux Entreprises sont en légère hausse de +1,5%*.
- Les revenus de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont en retrait de -4,3% au T2-17 par rapport au T2-16 qui constituait une référence élevée. Les Activités de Marchés et Services aux Investisseurs sont en baisse de -3,1%, avec une évolution contrastée entre les activités de Taux, Crédit, Change et Matières Premières pénalisées par un contexte défavorable (-6,8%/ T2-16) et les activités Actions qui résistent mieux

(-3,3%/T2-16). Les revenus des activités de Financement et Conseil sont en recul par rapport à un deuxième trimestre 2016 élevé. En Gestion d'Actifs et Banque Privée, le produit net bancaire progresse de +5,5% grâce notamment à la bonne croissance des actifs sous gestion de Lyxor.

L'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de -224 millions d'euros au T2-17 (-212 millions d'euros au T2-16). La DVA a un impact de -3 millions d'euros au T2-17 (1 million d'euros au T2-16). Ces deux facteurs constituent les éléments non économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe.

Par ailleurs, le produit net bancaire intègre l'impact de l'accord transactionnel avec la LIA pour -963 millions d'euros au T2-17 et l'impact de la cession des titres Visa pour +725 millions d'euros au T2-16.

Frais de gestion

Les frais de gestion du Groupe s'élèvent à -4 169 millions d'euros au T2-17, en hausse de +1,2% (+1,5%*) par rapport au T2-16. Ils incluent une reprise de provision pour restructuration pour 60 millions d'euros. Après réintégration de l'impact lié au lissage des charges d'IFRIC 21, la progression est de +1,5%.

Les frais de gestion sous-jacents s'élèvent à -8 500 millions d'euros sur le S1-17 contre -8 360 millions d'euros au S1-16 soit une progression maîtrisée de 1,7%.

Cette progression traduit l'accélération de l'investissement dans la transformation de la Banque de détail en France, l'accompagnement de la croissance des métiers de Banque de détail et Services Financiers Internationaux et les bénéfices de la transformation structurelle du modèle de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs liée aux plans d'économies engagés.

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation comptable du Groupe s'établit à 1 030 millions d'euros au T2-17 (2 865 millions d'euros au T2-16) et à 2 860 millions d'euros au S1-17 (4 756 millions d'euros au S1-16).

Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève à 2 075 millions d'euros sur le T2-17 (2 220 millions d'euros au T2-16) et à 4 341 millions d'euros au S1-17 (4 140 millions d'euros au S1-16).

Coût du risque

La charge du risque du Groupe au T2-17 est positive de +259 millions d'euros, en raison principalement de la reprise nette de provision pour litiges pour un montant de +450 millions d'euros (dotation de 300 millions d'euros compensée par une reprise de 750 millions d'euros couvrant l'effet net de l'accord transactionnel avec la LIA). Hormis cet élément, la charge du risque du trimestre est de -191 millions d'euros, en baisse de -58,7% par rapport au T2-16, confirmant l'amélioration structurelle du profil de risque sur les trois pôles d'activité.

La baisse du coût du risque commercial se poursuit ce trimestre pour atteindre un niveau très bas de 15 points de base au T2-17 (contre 38 points de base au T2-16), en baisse dans tous les métiers :

- Dans la Banque de détail en France, le coût du risque commercial est de 29 points de base au T2-17 (33 points de base au T2-16).
- Le coût du risque du pôle Banque de détail et Services Financiers Internationaux poursuit sa baisse sur le trimestre à 14 points de base contre 64 points de base au T2-16. Cet effet s'explique notamment par la faible sinistralité et par d'importantes reprises de provisions en Roumanie.
- Le coût du risque de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs affiche un niveau très bas de 1 point de base au T2-17 (29 points de base au T2-16).

A fin 2017, le niveau du coût du risque commercial pour le Groupe est attendu autour de 25 points de base.

Le taux brut d'encours douteux se réduit à 4,6% à fin juin 2017 (contre 5,1% à fin juin 2016). Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe s'établit à 62% en baisse par rapport au 31 mars 2017.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe comptable est de 1 289 millions d'euros au T2-17 (2 201 au T2-16) et de 2 492 millions d'euros au S1-17 (3 568 millions d'euros au S1-16).

Le résultat d'exploitation sous jacent atteint 1 884 millions d'euros au T2-17 (1 756 millions d'euros au T2-16) et 3 873 millions d'euros au S1-17, en progression de 22,9% par rapport au S1-16.

Gains ou pertes nets sur autres actifs

Les gains et pertes nets sur autres actifs s'élèvent à 208 millions d'euros au T2-17 (245 millions d'euros au S1-17) et incluent principalement la plus value liée au changement de méthode de consolidation d'Antarius constatée lors du rachat de 50% du capital par Sogécap pour 203 millions d'euros.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe comptable du T2-17 est de 1 058 millions d'euros (1 461 millions d'euros au T2-16) et de 1 805 millions d'euros au S1-17 (2 385 millions d'euros au S1-16).

Le résultat net part du Groupe sous-jacent progresse de 11,0% au T2-17 à 1 165 millions d'euros (1 050 millions d'euros au T2-16) et de 32,6% au S1-17 pour s'établir à 2 551 millions d'euros (1 924 millions d'euros au S1-16).

Le ROE sous-jacent atteint 8,7% au T2-17 (7,8% en données brutes) contre 8,2% au T2-16 (11,7% en données brutes). Au S1-17, le ROE sous-jacent s'élève à 9,5% contre 7,5% au S1-16

Le bénéfice net par action du S1-17 s'élève à 1,94 euros (2,71 euros au S1-16). Ajusté des éléments non économiques, le BNPA du S1-17 est de 2,12 euros (2,77 euros au S1-16).

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 juin 2017, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 60,1 milliards d'euros (62,0 milliards d'euros au 31 décembre 2016), l'actif net par action est de 61,9 euros, dont 1,37 euro de plus-values latentes, et l'actif net tangible par action est de 55,7 euros.

Le total du **bilan consolidé** s'établit à 1 350 milliards d'euros au 30 juin 2017 (1 382 milliards d'euros au 31 décembre 2016). Le montant net des encours de **crédits à la clientèle**, y compris location financement, au 30 juin 2017 est de 400 milliards d'euros (403 milliards d'euros au 31 décembre 2016) – hors valeurs et titres donnés en pension. Parallèlement les **dépôts de la clientèle** atteignent 393 milliards d'euros, contre 397 milliards d'euros au 31 décembre 2016 (hors valeurs et titres donnés en pension).

Au 30 juin 2017, le Groupe a émis 18,4 milliards d'euros de dette à moyen et long terme dont 16,7 milliards d'euros au niveau de la maison mère, soit une réalisation à hauteur de 69% du programme de financement de 24 milliards d'euros de 2017, avec une maturité moyenne de 5 ans et un spread moyen de 27 points de base (par rapport au mid-swap 6 mois, hors dette subordonnée). Les filiales ont émis 1,7 milliard d'euros. Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'inscrit bien au dessus des exigences réglementaires à 123% à fin juin 2017, contre 142% fin décembre 2016.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe (RWA) s'élèvent à 351,0 milliards d'euros au 30 juin 2017 (contre 355,5 milliards d'euros à fin décembre 2016) selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 81,2% du total, à 285 milliards, en baisse de 3,1% par rapport au 31 décembre 2016.

Au 30 juin 2017, le ratio **Common Equity Tier 1** non phasé du Groupe s'établit à 11,7%⁽¹⁾ (11,5% à fin décembre 2016), en progression de +17 points de base par rapport à fin décembre 2016. Le ratio Tier 1 s'élève à 14,4%, en baisse de -12 points de base, et le ratio global de solvabilité s'établit à 17,7%, en baisse de -19 points de base par rapport à fin décembre 2016 en lien avec le remboursement anticipé d'une émission de fonds propres additionnels de catégorie 1 remplacée par une émission de dette senior non préférée.

Avec un niveau de 21,9% des RWA et 6,4% de l'exposition levier à fin juin 2017, le Groupe présente un ratio TLAC d'ores et déjà supérieur aux exigences du FSB pour 2019.

Le **ratio de levier** s'établit à 4,2% au 30 juin 2017 (4,2% à fin décembre 2016, 4,1% à fin mars 2017).

Le Groupe est noté par les agences de notation DBRS (notation long terme : « A(high) » assortie de perspectives stables; notation court-terme : « R-1(middle) » et « Critical Obligations Rating » long terme de « AA » et court-terme de « R-1(high) »), FitchRatings (notation long terme : « A » assortie de perspectives stables ; notation court-terme : « F1 » et « derivative counterparty rating » long terme à « A(dcr) »), Moody's (notations dépôts et « senior unsecured » long terme : « A2 » assorties de perspectives stables ; notation court-terme : « P-1 » et « Counterparty Risk Assessment » long-terme de « A1 » et court-terme de « P-1 »), Standard and Poor's (notation long terme « A » assortie de perspectives Stables; notation court-terme : « A-1 ») et R&I (notation long terme « A » assortie de perspectives stables).

(1) Le ratio phasé incluant les résultats de l'exercice en cours à fin juin 2017 s'élève à 11,9% contre 11,8% à fin décembre 2016 et 11,5% à fin juin 2016.

3. BANQUE DE DETAIL EN FRANCE

En M EUR	T2-17	T2-16	Variation	S1-17	S1-16	Variation
Produit net bancaire	2 052	2 100	-2,3%	4 108	4 184	-1,8%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	2 049	2 087	-1,8%	4 107	4 194	-2,1%
Frais de gestion	(1 389)	(1 340)	+3,7%	(2 850)	(2 765)	+3,1%
Résultat brut d'exploitation	663	760	-12,8%	1 258	1 419	-11,3%
<i>Résultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	660	747	-11,7%	1 257	1 429	-12,0%
Coût net du risque	(130)	(168)	-22,6%	(275)	(348)	-21,0%
Résultat d'exploitation	533	592	-10,0%	983	1 071	-8,2%
Résultat net part du Groupe	359	403	-10,9%	678	731	-7,3%
RONE	13,1%	15,7%		12,4%	14,1%	
RONE Ajusté (1)	12,6%	14,8%		13,0%	14,8%	

(1) Corrigé de l'application d'IFRC 21 et de la provision PEL/CEL

La bonne dynamique commerciale de la Banque de détail en France observée au début de l'année 2017 se poursuit au T2-17 et s'accompagne de résultats résilients dans un environnement de taux bas au S1-17.

Activité et produit net bancaire

Le développement de la base de clientèle des trois enseignes de la Banque de détail en France, (Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama) continue au S1-17. Sur la clientèle de particuliers, le pôle enregistre une progression du nombre de clients de 248 000 clients au T2-17 (+2,2% /T2-16) et Boursorama conforte sa place de première banque en ligne en France, avec plus de 1,1 million de clients à fin juin 2017. Sur le segment des entreprises, les nouvelles entrées en relations au T2-17 sont très dynamiques à plus de 1 400 unités (+4,4% par rapport au T2-16), elles traduisent le professionnalisme et les qualités relationnelles des équipes comme l'attestent les résultats du baromètre concurrentiel 2017 qui font apparaître que 9 entreprises clientes sur 10 qualifient les équipes Société Générale de « compétentes et expertes » d'après l'enquête du cabinet CSA⁽¹⁾. De plus, les clients des principales banques françaises placent Crédit du Nord premier ex-æquo en termes de satisfaction sur le marché des clients particuliers et sur celui des clients entreprises. Crédit du Nord est également en deuxième position sur le marché des professionnels.

La production de crédits immobiliers de la Banque de détail en France enregistre une croissance significative de +41% par rapport au T2-16 à 6,0 milliards d'euros au T2-17. Cette bonne performance ne se retrouve que partiellement dans la progression des encours de crédit à l'habitat (+2,3% au T2-17) en raison notamment de l'accélération du rythme des remboursements anticipés et du rythme naturel des amortissements. La production de crédits d'investissement aux entreprises affiche une croissance élevée de +9,7% par rapport au T2-16 à 2,8 milliards d'euros et les encours moyens progressent de +1,7%. Au global, les encours moyens de crédits croissent de +1,2% par rapport au T2-16 à 185,1 milliards d'euros.

Les encours moyens de dépôts au bilan s'établissent à 196,2 milliards d'euros à fin juin 2017, en progression de +7,5%, portés par la forte hausse des dépôts à vue (+17,0%), en particulier sur le segment des Entreprises. Le ratio crédits sur dépôts moyens s'établit ainsi à 94% à fin juin 2017 (contre 100% en moyenne en 2016).

Les relais de croissance de la Banque de détail en France affichent de bonnes réalisations, avec notamment une forte hausse des actifs sous gestion de la Banque Privée en France de 8,7% par rapport à T2-16 et des encours d'assurance vie en croissance de 2% à 91,9 milliards d'euros.

Cette dynamique commerciale soutenue se reflète partiellement dans les résultats de la Banque de détail en France qui subissent les effets négatifs de l'environnement de taux bas et des renégociations de prêts immobiliers. Après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL, le produit net bancaire

⁽¹⁾ Baromètre de satisfaction concurrentiel 2017. Enquête réalisée auprès de 3 000 responsables de la relation bancaire au sein de PME par l'institut CSA.

du T2-17 s'inscrit en retrait de -1,8% par rapport au T2-16 à 2 049 millions d'euros et de -2,4% à périmètre constant (intégration d'Antarius et cession d'OnVista). Sur le semestre, il ressort à 4 107 millions d'euros au S1-17, en baisse de -2,1% et -2,4% à périmètre constant par rapport au S1-16, en ligne avec les anticipations du Groupe d'une érosion de l'ordre de 3% à 3,5% sur l'année. La marge d'intérêt recule de -6,6% par rapport au T2-16 (-6,9% au S1-17), sous l'effet des renégociations de prêts immobiliers et du réinvestissement des dépôts à un taux plus faible. Au T2-17, les commissions affichent une progression de +5,0% (et 4,9% au S1-17), reflétant la transition réussie vers un modèle générateur de commissions. Les commissions financières progressent fortement (+26% au T2-17 et +18% au S1-17) grâce au dynamisme de l'activité de courtage et de l'assurance vie, en particulier sur les contrats en unités de comptes. La progression reflète également la hausse de la contribution d'Antarius, suite à la prise de contrôle total de la société d'assurance.

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de détail en France s'établissent à 1 389 millions d'euros, en hausse de +3,7% par rapport au T2-16 (et de +3,1% au S1-17 par rapport au S1-16 en ligne avec les anticipations du Groupe d'une progression des frais de gestion de +3% à 3,5% en 2017). Le Groupe poursuit sa transformation digitale et les investissements dans les activités en croissance. Dans le cadre de son plan de transformation, le Groupe a notamment fermé 44 agences en France au T2-17 (et 65 au S1-17).

Résultat d'exploitation

Grâce à la qualité du portefeuille de la Banque de détail en France, le coût du risque conforte sa tendance baissière (-22,6% par rapport au T2-16 et -21,0% par rapport au S1-16). Le résultat d'exploitation s'établit à 533 millions d'euros au T2-17 (592 millions d'euros au T2-16) et à 983 millions d'euros au S1-17 (1 071 millions d'euros au S1-16).

Résultat net part du Groupe

La Banque de détail en France enregistre un résultat net part du Groupe de 359 millions d'euros au T2-17 (403 millions d'euros au T2-16) et 678 millions d'euros au S1-17 (731 millions d'euros au S1-16), attestant de la résilience de la rentabilité du pôle dans un contexte de taux bas. Le RONE ajusté de la charge d'IFRIC 21 s'établit à 12,6% au T2-17 et à 13,0% au S1-17.

4. BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Au T2-17, le produit net bancaire du Pôle s'élève à 2 009 millions d'euros, en progression de +6,2% par rapport au T2-16, porté par la forte croissance de l'activité dans l'ensemble des régions et des métiers. Les frais de gestion sont en légère baisse (-0,9%) sur la période, mais incluent une reprise de provision pour restructuration de 60 millions d'euros. Hors cette reprise de provision, les frais de gestion sont en hausse de +4,6%, en lien avec la croissance des métiers. Le résultat brut d'exploitation du trimestre s'établit ainsi à 980 millions d'euros (+14,9% par rapport au T2-16). Le coût du risque continue de s'améliorer, atteignant 59 millions d'euros (-69,1% par rapport au T2-16), en raison de la bonne gestion des risques et d'importants recouvrements en Roumanie. Au global, le Pôle dégage au T2-17 un résultat net part du Groupe de 568 millions d'euros, en hausse de +30,3% par rapport au T2-16.

Sur le premier semestre 2017, les revenus s'élèvent à 3 987 millions d'euros, en hausse de +7,3% par rapport au S1-16, le résultat d'exploitation s'établit à 1 583 millions d'euros (+38,6% par rapport au S1-16) et le résultat net part du Groupe ressort à 1,0 milliard d'euros (+36,0%).

En M EUR	T2-17	T2-16	Variation		S1-17	S1-16	Variation	
Produit net bancaire	2 009	1 891	+6,2%	+5,5%*	3 987	3 716	+7,3%	+5,3%*
Frais de gestion	(1 029)	(1 038)	-0,9%	-1,2%*	(2 234)	(2 171)	+2,9%	+0,6%*
Résultat brut d'exploitation	980	853	+14,9%	+13,6%*	1 753	1 545	+13,5%	+11,9%*
Coût net du risque	(59)	(191)	-69,1%	-69,2%*	(170)	(403)	-57,8%	-65,4%*
Résultat d'exploitation	921	662	+39,1%	+37,6%*	1 583	1 142	+38,6%	+40,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	13	n/s	n/s	33	13	x 2,5	x 2,1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s	1	0	n/s	n/s
Résultat net part du Groupe	568	436	+30,3%	+29,8%*	1 001	736	+36,0%	+38,7%*
RONE	20,1%	16,6%			17,8%	14,0%		
RONE Ajusté (1)	19,3%	16,0%			18,4%	14,7%		

(1) Corrigé de l'application d'IFRIC 21

Banque de détail à l'International

A fin juin 2017, les encours de crédits de la Banque de détail à l'International progressent de +5,7% (+8,1%*) par rapport au T2-16, pour s'établir à 85,0 milliards d'euros ; la hausse est particulièrement soutenue en Europe, notamment sur le segment des particuliers. La collecte des dépôts demeure élevée dans la quasi-totalité des implantations internationales ; les encours de dépôts s'établissent en effet à 77,4 milliards d'euros à fin juin 2017, en hausse de +7,3% (10,3%*) sur un an.

La performance financière de la Banque de détail à l'International progresse dans la continuité des trimestres précédents. Les revenus sont en hausse de +5,1% par rapport au T2-16 (+7,1%*), soutenu par le bon dynamisme commercial, tandis que la hausse des frais de gestion de +4,8% (+5,7%*) reflète les investissements dans des activités en forte croissance. Le résultat brut d'exploitation ressort à 546 millions d'euros, en hausse de +5,6% (+8,9%*) par rapport au T2-16. La Banque de détail à l'International affiche un résultat net part du Groupe de 277 millions d'euros au T2-17, +42,1% par rapport au T2-16, grâce notamment à une forte baisse du coût du risque (-69,8% par rapport au T2-16).

Sur le S1-17, le produit net bancaire de la Banque de détail à l'International s'élève à 2 584 millions d'euros, en hausse de +5,0% (+4,8%*) par rapport au S1-16, et le résultat net part du Groupe ressort à 471 millions d'euros comparé à 317 millions d'euros au S1-16 (+48,6%).

En Europe de l'Ouest, les encours de crédits sont en hausse de +14,5% par rapport au T2-16, à 17,1 milliards d'euros et se traduisent par une progression des revenus de +10,5%. Au T2-17 la région affiche un produit net bancaire de 189 millions d'euros et un résultat brut d'exploitation de 99 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe ressort à 51 millions d'euros, en hausse de +13,3% par rapport au T2-16.

En République tchèque, la performance commerciale se maintient sur le trimestre. Les encours de crédits progressent de +12,2% (8,4%*), tirés par le crédit à l'habitat et le crédit à la consommation.

Les encours de dépôts augmentent sur un an de +15,8% (+11,8%*). Les revenus sont stables (+0.0%, -1,8%*) sur le trimestre à 259 millions d'euros, compte tenu de la persistance de l'environnement de taux bas. Sur la même période, les frais de gestion sont maîtrisés à 133 millions d'euros (+2,3%, +0,2%*). La contribution au résultat net part du Groupe, qui s'élève à 57 millions d'euros (+9,6% par rapport au T2-16), bénéficie d'un faible coût du risque.

En Roumanie, dans un environnement économique porteur, la franchise se renforce : croissance des encours de crédits de +4,2% (+4,8%*) et augmentation des dépôts de +6,1% (+6,8%*). Les encours de crédits s'établissent à 6,6 milliards d'euros, en raison notamment de la croissance sur les segments des particuliers et des grandes entreprises, et les dépôts s'établissent à 9,4 milliards d'euros. Dans ce contexte, le produit net bancaire progresse de +1,5% (+2,7%*) en raison notamment d'un effet volume positif. Les frais de gestion sont en hausse de +9,5% (+10,8%*), compte tenu d'un changement de méthode de comptabilisation en 2016 des contributions au fonds local de garantie des dépôts. Concernant le coût du risque, le trimestre est marqué par d'importantes reprises de provisions qui ont pour effet un coût du risque positif de 44 millions d'euros. Le groupe BRD affiche ainsi un résultat net part du Groupe de 46 millions d'euros ; il était de 21 millions d'euros au T2-16.

Dans les autres pays d'Europe, les encours de crédits sont en baisse de -14,0% et les dépôts sont en baisse de -17,5% par rapport au T2-16, en raison de la cession de Splitska Banka, la filiale du Groupe en Croatie, conclue le 2 mai. A périmètre et change constants les encours de crédits et les encours de dépôts sont en hausse de +10,1%* et de +9,6%* respectivement. Au T2-17, les revenus progressent de +6,9%* à périmètre et change constants (-19,4% en données courantes), tandis que les frais de gestion sont en hausse de +7,9%* (-18,3% en données courantes), en lien avec le développement de l'activité et la croissance des volumes. Le résultat net part du Groupe ressort à 38 millions d'euros (40 millions au T2-16), la baisse du coût du risque de -45,5% compensant en grande partie la baisse du résultat brut d'exploitation suite à la cession de Splitska Banka.

En Russie, la stabilisation de l'environnement économique se poursuit, consolidant le développement de l'activité sur le segment des particuliers. Les encours de crédits sont en hausse de +2,2%* à périmètre et change constants (+6,6% en données courantes, en raison notamment de l'appréciation du rouble depuis le T2-16), tirés à la fois par les crédits aux entreprises (+3,3%*) et les crédits aux particuliers (+1,5%*), l'activité de crédit automobile étant particulièrement dynamique. Les encours de dépôts sont en forte hausse de +22,1%* à périmètre et change constants (+25,6% en données courantes), à la fois sur les particuliers et les entreprises. Sur le deuxième trimestre de l'année le produit net bancaire de l'ensemble SG Russie⁽¹⁾ s'élève à 209 millions d'euros, en hausse de +4,7%* à périmètre et change constants (+23,7% en données courantes). Les frais de gestion sont maîtrisés à 156 millions d'euros, +3,3%* à périmètre et change constants (+22,1% en données courantes) et le coût du risque est en forte baisse à 9 millions d'euros, -83,8% par rapport au T2-16. Au total, SG Russie affiche une contribution positive au résultat net part du Groupe de 31 millions d'euros au T2-17 (correspondant à un RONE de 9% au T2-17). Au T2-16, SG Russie avait enregistré une perte de -12 millions d'euros.

En Afrique et dans les autres zones d'implantations du Groupe, les encours de crédits sont en progression de +3,8% (+5,6%* par rapport au T2-16) à 19,1 milliards d'euros, avec une bonne dynamique commerciale dans la plupart des implantations africaines (encours de crédits en Afrique +4,1%, soit +6,4%* à périmètre et changes constants), en lien avec le dynamisme économique de la zone. Les encours de dépôts sont en progression de +4,6% (+6,3%*) à 18,9 milliards d'euros. Le produit net bancaire s'établit à 385 millions d'euros au T2-17, en hausse par rapport au T2-16 (+11,3%, +13,1%*). Sur la même période les frais de gestion progressent de +8,9% (+10,8%*), accompagnant le développement commercial. La contribution au résultat net part du Groupe ressort à 64 millions d'euros au T2-17, en hausse de +6,7% par rapport au T2-16.

Assurances

Au T2-17 l'activité d'assurance vie-épargne bénéficie d'une augmentation des encours de +3,1%* par rapport au T2-16, +17,0% incluant l'intégration des encours d'assurance-vie d'Antarius.

La croissance des activités Prévoyance (primes +10,9% par rapport au T2-16) se poursuit. De même, l'Assurance Dommages continue sa progression (primes +9,4% par rapport au T2-16), avec de fortes progressions à l'international (+22,9% par rapport au T2-16), tirées par l'assurance automobile et habitation.

(1) SG Russie regroupe les entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD Automotive et leurs filiales consolidées

L'activité Assurances réalise une bonne performance financière sur le T2-17 avec une hausse du produit net bancaire de +12,7% par rapport au T2-16, à 249 millions d'euros (+4,9%*, hors l'effet de l'acquisition des 50% détenus par Aviva France dans Antarius), et le maintien d'un coefficient d'exploitation bas (34.9% au T2-17). La contribution au résultat net part du Groupe s'inscrit en hausse de +10,3% au T2-17 à 107 millions d'euros.

Au S1-17, le produit net bancaire est en hausse de +9,8% (+5,6%*) à 484 millions d'euros et le résultat net part du Groupe en hausse de +8,0% par rapport au S1-16 à 189 millions d'euros.

Services Financiers aux Entreprises

Les Services Financiers aux Entreprises ont maintenu leur dynamisme commercial au second trimestre 2017.

Le métier de location longue durée et gestion de flottes de véhicules affiche une hausse soutenue de sa flotte.

Les activités de Financement de biens d'équipement professionnel enregistrent au T2-17 un bon niveau de production, en augmentation de +6,8% (+7,0%*) par rapport au T2-16. Les encours de crédits sont en hausse de +4,0% (+5,0%*) par rapport au T2-16, à 16,6 milliards d'euros (hors affacturage), tirés en particulier par la Scandinavie, l'Italie et l'Allemagne. Malgré un environnement concurrentiel intense, les marges à la production résistent.

Le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises progresse au T2-17 de +6,2% à 444 millions d'euros (+1,5%* à périmètre et change constants, excluant notamment l'acquisition du Groupe Parcours, conclue en mai 2016). Les frais de gestion sont en hausse sur la période à 219 millions d'euros (+5,8% par rapport au T2-16), en lien avec la forte croissance de l'activité et l'intégration de Parcours. Le résultat d'exploitation ressort à 216 millions d'euros en hausse de +10,2% par rapport au T2-16 (+4,3%*) et la contribution au résultat net part du Groupe est de 157 millions d'euros, en croissance de +6,1% par rapport au T2-16.

Sur le premier semestre 2017, le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises ressort à 908 millions d'euros (+13,1%, +7,1%*, par rapport au S1-16), et le résultat net s'établit à 329 millions d'euros (+19,2% par rapport au S1-16).

Ce trimestre est marqué par le succès de l'introduction en bourse d'ALD, la filiale de location automobile longue durée et de gestion de flotte du Groupe, intervenue au travers de la cession d'une participation de 20,18%⁽¹⁾ du capital. Cette opération stratégique permettra à ALD d'accélérer sa croissance et de devenir leader dans le secteur de la mobilité.

(1) Incluant l'option de surallocation

5. BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En M EUR	T2-17	T2-16	Variation		S1-17	S1-16	Variation	
Produit net bancaire	2 331	2 435	-4,3%	-3,6%*	4 815	4 792	+0,5%	+0,7%*
Frais de gestion	(1 699)	(1 753)	-3,1%	-2,4%*	(3 649)	(3 470)	+5,2%	+5,3%*
Résultat brut d'exploitation	632	682	-7,3%	-6,5%*	1 166	1 322	-11,8%	-11,2%*
Coût net du risque	(3)	(106)	-97,2%	-97,2%*	(24)	(246)	-90,2%	-90,4%*
Résultat d'exploitation	629	576	+9,2%	+10,5%*	1 142	1 076	+6,1%	+7,4%*
Résultat net part du Groupe	499	448	+11,4%	+12,7%*	882	902	-2,2%	-1,1%*
RONE	13,7%	11,8%			12,1%	11,7%		
RONE Ajusté (1)	12,3%	10,6%			13,8%	10,1%		

(1) Corrigé de l'application d'IFRIC 21 et de l'impact exceptionnel positif du remboursement de l'amende Euribor au T1-16

Avec un produit net bancaire de 2 331 millions d'euros au T2-17, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre un recul de ses revenus de -4,3% au T2-17 par rapport à T2-16 (2 435 millions d'euros), qui bénéficiait d'un environnement de marché plus favorable, particulièrement sur les Activités de Marché.

Sur le premier semestre 2017, le produit net bancaire s'élève à 4 815 millions d'euros, en très légère hausse (+0,5%) sur un an.

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

Au T2-17, le produit net bancaire des **Activités de Marché et Services aux Investisseurs** s'inscrit à 1 496 millions d'euros, en baisse de -3,1% par rapport au T2-16 mais en hausse de +2,6% à 3 174 millions d'euros au S1-17 par rapport au S1-16. Après un début d'année porteur, l'environnement de marché a été plus contrasté au deuxième trimestre. Si les marchés mondiaux ont terminé en hausse, ce trimestre a surtout été marqué par un fort attentisme de la part des investisseurs, en lien avec une volatilité toujours plus réduite et par un affaiblissement du dollar.

Les activités **Actions** présentent un produit net bancaire en recul de -3,3% au T2-17 par rapport au T2-16, à 549 millions d'euros, et une hausse de +0,3% au S1-17 par rapport au S1-16. Dans des marchés toujours haussiers, l'appétit des investisseurs pour les produits structurés se confirme, avec notamment une demande soutenue en Europe. Le métier enregistre ainsi des revenus au plus haut depuis le premier semestre 2015. L'activité sur les produits de flux reste elle réduite, en lien avec une volatilité très basse, entraînant une baisse des volumes, notamment sur les dérivés de flux et sur le cash. Le Groupe confirme néanmoins sa position de leader sur ce segment (n°2 mondial sur la base des volumes Euronext Global).

A 586 millions d'euros, le produit net bancaire des activités **Taux, Crédit, Changes et Matières Premières** est en recul modéré de -6,8% par rapport au T2-16 et en hausse de +3,4% au S1-17. Dans un marché moins actif, les produits structurés enregistrent une très bonne performance, avec des revenus également au plus haut depuis le premier semestre 2015, qui confirment le succès du développement de notre franchise de produits structurés cross-asset. A contrario, les revenus des produits de flux sont en recul, notamment sur les Taux, impactés par la faible volatilité et par une moindre activité primaire sur les marchés.

Le produit net bancaire des activités de **Prime Services** s'élève à 176 millions d'euros au T2-17, stable par rapport au T2-16 (et de +4,5% au S1-17 par rapport au S1-16) correspondant à un haut niveau et reflète la poursuite active du développement de la franchise et du programme de conquête client, conformément au plan de croissance.

Les actifs en conservation du **Métier Titres** atteignent 3 947 milliards d'euros à fin juin 2017, en retrait de -1,6% sur un an. Sur la même période, les actifs administrés sont en hausse de +7,0% à 621 milliards d'euros. Sur le T2-17, les revenus du Métier Titres sont en hausse de +8,2% par rapport au T2-16 à 185 millions d'euros (et de +5,5% au S1-17 par rapport au S1-16), sous l'effet d'une hausse des commissions et grâce à un environnement de taux moins défavorable.

Financement et Conseil

Le produit net bancaire des métiers de **Financement et Conseil** ressort à 567 millions d'euros, en recul de -11,0% par rapport à un T2-16 élevé, et de -7,0% par rapport au S1-16. Les résultats sont tirés à la baisse par le pôle Ressources Naturelles, pénalisé par un marché des matières premières particulièrement peu actif et par des volumes d'origination inférieurs à l'an dernier. Malgré de bons résultats, les activités de Banque Commerciale et Conseil sont également en retrait par rapport à un très bon T2-16, qui bénéficiait d'un effet de rattrapage suite à un premier trimestre atone. Enfin, le pôle Marché de Capitaux continue sur la bonne dynamique des trimestres précédents, soutenu notamment par la performance des métiers de titrisation et de financement à effet de levier.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

Le produit net bancaire de la ligne-métier **Gestion d'Actifs et Banque Privée** s'établit à 268 millions d'euros au T2-17, en augmentation de +5,5% par rapport au T2-16. Sur le semestre, la hausse s'établit aussi à +5,5%.

Les actifs sous gestion de la **Banque Privée** atteignent 118,7 milliards d'euros à fin juin 2017. Tirés par une collecte de +1,6 milliard d'euros, notamment en France, les actifs sous gestion sont en légère hausse (+1,6%) par rapport au S1-16, malgré des effets de change négatifs, en lien avec l'appréciation de l'euro. Le produit net bancaire est en hausse de +4,9% par rapport au T2-16, à 214 millions d'euros, et de +3,0% au S1-17, grâce à un bon dynamisme commercial en France. La marge brute se maintient à 110 points de base.

Les actifs sous gestion de **Lyxor** ressortent à 107,6 milliards d'euros (+6,6% par rapport au S1-16), soutenus par une collecte positive. Lyxor conserve sa position de n°2 en Europe sur les ETF avec une part de marché de 10,3% (source ETFGI). Sur le T2-17, le produit net bancaire s'élève à 49 millions d'euros, en hausse +14,0% par rapport au T2-16 et +26,7% au S1-17 par rapport au S1-16, portés par un très bon dynamisme commercial et par une hausse des commissions sur les ETF.

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont en recul de -3,1% au T2-17 par rapport au T2-16. Sur le semestre, ils sont en hausse de +5,2% en raison d'un effet de base lié au remboursement d'une partie de l'amende Euribor⁽¹⁾ au premier trimestre 2016. Retraité de cet effet et de l'application de la norme IFRIC 21, les frais de gestion sont en baisse de -2,3% par rapport au S1-16, reflétant les efforts réalisés en matière de réduction des coûts. Le coefficient d'exploitation s'établit à 72,9% au T2-17.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 632 millions d'euros, en recul de -7,3% par rapport au T2-16, et de -11,8% au S1-17 par rapport au S1-16, à 1 166 millions d'euros.

Le coût du risque s'élève à -3 millions d'euros au T2-17 en amélioration substantielle par rapport à -106 millions d'euros au T2-16. Au S1-17 le coût du risque est de -24 millions (-246 millions d'euros au S1-16).

Au total, le Pôle enregistre un résultat d'exploitation de 629 millions d'euros au T2-17 en hausse de +9,2% par rapport au T2-16, et de 1 142 millions d'euros au S1-17 en hausse de +6,1%.

Résultat net

Au T2-17, la contribution du Pôle au résultat net part du Groupe s'élève à 499 millions d'euros (+11,4% par rapport au T2-16) et à 882 millions d'euros au S1-17. Retraité de l'effet de la norme IFRIC 21, le ROE du pôle s'établit à 13,8% au S1-17 (12,1% en données brutes).

(1) Remboursement partiel de l'amende Euribor au T1-16 de 218 M EUR

6. HORS PÔLES

En M EUR	T2-17	T2-16	S1-17	S1-16
Produit net bancaire	(1 193)	558	(1 237)	467
<i>Produit net bancaire (1)</i>	<i>(969)</i>	<i>770</i>	<i>(1 038)</i>	<i>534</i>
Frais de gestion	(52)	12	(80)	3
Résultat brut d'exploitation	(1 245)	570	(1 317)	470
<i>Résultat brut d'exploitation (1)</i>	<i>(1 021)</i>	<i>782</i>	<i>(1 118)</i>	<i>537</i>
Coût net du risque	451	(199)	101	(191)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	210	(29)	207	(11)
Résultat net part du Groupe	(368)	174	(756)	16
<i>Résultat net part du Groupe (1)</i>	<i>(210)</i>	<i>313</i>	<i>(615)</i>	<i>60</i>

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à -1 193 millions d'euros au T2-17 (+558 millions d'euros au T2-16), et à -969 millions d'euros hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (+770 millions au T2-16). Au T2-17, le produit net bancaire inclut -963 millions d'euros au titre de l'accord transactionnel avec la LIA. Au T2-16, le produit net bancaire intégrait l'effet de la plus-value de cession des titres Visa pour 725 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation du Hors Pôles s'élève à -1 245 millions d'euros au T2-17 contre +570 millions d'euros au T2-16.

Retraité de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, de l'effet de l'accord transactionnel avec la LIA au T2-17 et de la plus-value de cession des titres Visa au T2-16, le résultat brut d'exploitation s'élève à -58 millions d'euros au T2-17 (contre 57 millions d'euros au T2-16). Retraité des mêmes éléments, le résultat brut d'exploitation s'élève à -155 millions d'euros au S1-17 contre -188 millions d'euros au S1-16.

Le coût net du risque présente un solde positif de 451 millions d'euros. Ce solde intègre à la fois une reprise de 750 millions d'euros au titre de la couverture de l'accord transactionnel avec la LIA et une dotation additionnelle de 300 millions d'euros. Le montant total de la provision pour litiges au 30 juin 2017 s'établit à 1,9 milliards d'euros.

Le poste « gains ou pertes sur autres actifs » comporte principalement la plus-value liée au changement de méthode de consolidation d'Antarius (de mise à équivalence à intégration globale) constatée lors du rachat de 50% du capital par Sogécap.

La contribution au résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de -368 millions d'euros au T2-17, contre 174 millions d'euros au T2-16. Retraité de l'incidence de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, la contribution au résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de -210 millions d'euros au T2-17 contre +313 millions d'euros au T2-16.

7. CONCLUSION

Au premier semestre 2017, Société Générale dégage un résultat net part du Groupe de 1 805 millions d'euros. Le résultat net sous-jacent progresse de 32,6% pour s'établir à 2 551 millions d'euros.

Ces résultats illustrent la bonne performance commerciale de l'ensemble des métiers du Groupe Société Générale ainsi que le prolongement de la dynamique observée sur les précédents trimestres en matière de maîtrise des coûts et des risques.

Le Groupe continue la transformation de son modèle de Banque de détail en France et l'adaptation de ses métiers dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs et dans la Banque de détail et Services Financiers Internationaux.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi l'optimisation de son portefeuille d'activités via l'acquisition de l'intégralité d'Antarius, la cession de Splitska Banka et l'introduction en bourse d'ALD.

Le Groupe présentera le 28 novembre prochain son plan stratégique.

8. CALENDRIER FINANCIER 2017-2018

Calendrier de communication financière 2017-2018

3	novembre	2017	Résultats du troisième trimestre 2017
28	novembre	2017	Présentation du plan stratégique – Investor Day
8	février	2018	Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2017
4	mai	2018	Résultats du premier trimestre et de l'année 2018
2	août	2018	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2018
8	novembre	2018	Résultats du troisième trimestre 2018

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale.

Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9. ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)

	S1-17	S1-16	Variation		T2-17	T2-16	Variation	
En M EUR								
Produit net bancaire	11 673	13 159	-11,3%	-12,1%*	5 199	6 984	-25,6%	-26,0%*
Frais de gestion	(8 813)	(8 403)	+4,9%	+4,4%*	(4 169)	(4 119)	+1,2%	+1,5%*
Résultat brut d'exploitation	2 860	4 756	-39,9%	-40,9%*	1 030	2 865	-64,0%	-65,2%*
Coût net du risque	(368)	(1 188)	-69,0%	-71,7%*	259	(664)	n/s	n/s
Résultat d'exploitation	2 492	3 568	-30,2%	-30,5%*	1 289	2 201	-41,4%	-42,9%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	245	(12)	n/s	n/s	208	(16)	n/s	n/s
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	50	68	-26,5%	-18,1%*	13	33	-60,6%	-48,0%*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	1		n/s	n/s	0		n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(691)	(1 011)	-31,7%	-32,2%*	(302)	(627)	-51,8%	-53,5%*
Résultat net	2 097	2 613	-19,7%	-19,9%*	1 208	1 591	-24,1%	-25,0%*
Dont participations ne donnant pas le contrôle	292	228	+28,1%	+25,7%*	150	130	+15,4%	+11,2%*
Résultat net part du Groupe	1 805	2 385	-24,3%	-24,3%*	1 058	1 461	-27,6%	-28,3%*
Ratio Tier 1 fin de période	14,4%	13,6%			14,4%	13,6%		

* A périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER

(en millions d'euros)

En M EUR	S1-17	S1-16	Variation	T2-17	T2-16	Variation
Banque de détail en France	678	731	-7,3%	359	403	-10,9%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	1 001	736	+36,0%	568	436	+30,3%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	882	902	-2,2%	499	448	+11,4%
Total Métiers	2 561	2 369	+8,1%	1 426	1 287	+10,8%
Hors Pôles	(756)	16	n/s	(368)	174	n/s
Groupe	1 805	2 385	-24,3%	1 058	1 461	-27,6%

BILAN CONSOLIDE

Actif - en Md EUR	30.06.2017	31.12.2016
Caisse, banques centrales	112,4	96,2
Actifs financiers à la juste valeur	484,7	514,7
Instruments dérivés de couverture	15,1	18,1
Actifs financiers disponibles à la vente	142,4	139,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	59,1	59,5
Prêts et créances sur la clientèle	418,2	426,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,9	1,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3,7	3,9
Actifs d'impôts	6,4	6,4
Autres actifs	78,9	84,8
Actifs non courants destinés à être cédés	0,1	4,3
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0,7	1,1
Immobilisations corporelles et incorporelles	22,7	21,8
Ecarts d'acquisition	4,9	4,5
Total	1 350,2	1 382,2

Passif - en Md EUR	30.06.2017	31.12.2016
Banques centrales	7,4	5,2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	427,3	455,6
Instruments dérivés de couverture	7,5	9,6
Dettes envers les établissements de crédit	82,9	82,6
Dettes envers la clientèle	406,2	421,0
Dettes représentées par un titre	105,3	102,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,9	8,5
Passifs d'impôts	1,6	1,4
Autres passifs	92,7	94,2
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	3,6
Provisions techniques des entreprises d'assurance	128,8	112,8
Provisions	5,3	5,7
Dettes subordonnées	13,9	14,1
Capitaux propres part du Groupe	60,1	62,0
Participations ne donnant pas le contrôle	4,4	3,8
Total	1 350,2	1 382,2

NB. Prêts et créances sur la clientèle, y compris Opérations de location-financement et assimilées.

10. NOTES METHODOLOGIQUES

1 – Les résultats consolidés du Groupe au 30 juin 2017 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 1^{er} août 2017. Les procédures d'examen limité par les Commissaires aux comptes sont en cours sur les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2017.

2 – Produit net bancaire

Le **produit net bancaire** des piliers est défini en page 44 du Document de référence 2017 de Société Générale. Les termes « Revenus » ou « Produit net bancaire » sont utilisés indifféremment. Ils donnent une mesure normalisée des produits nets bancaires de chaque pilier tenant compte des capitaux propres normatifs mobilisés pour son activité.

3- Frais de gestion

Les **Frais de gestion** correspondent aux « Charges Générales d'exploitation » telles que présentées dans les notes 5 et 8.2 aux États financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 (pages 381 et s. et page 401 du Document de référence 2017 de Société Générale). Le terme « coûts » est également utilisé pour faire référence aux Charges Générales d'exploitation.

Le **Coefficient d'exploitation** est défini en page 44 du Document de référence 2017 de Société Générale.

4 – Ajustement IFRIC 21

L'**ajustement IFRIC 21** corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée.

Les corrections apportées à ce titre aux frais de gestion pour les différents pôles et le Groupe pour le premier semestre de l'année 2017 sont rappelées ci-dessous :

	Banque de détail en France		Banque de détail et Services Financiers Internationaux		Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs		Hors pôles		Groupe	
En M EUR	S1-17	S1-16	S1-17	S1-16	S1-17	S1-16	S1-17	S1-16	S1-17	S1-16
Total IFRIC 21 - Frais de gestion	(103)	(85)	(136)	(126)	(349)	(261)	(39)	(49)	(626)	(523)
dont Fonds de Résolution	(55)	(34)	(52)	(34)	(263)	(160)	10	(5)	(360)	(232)

5 – Retraitements et autres éléments notables de la période – Passage des éléments comptables aux éléments sous-jacents

Les éléments non économiques correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et à l'ajustement de valeur lié au risque de crédit propre sur instruments dérivés (DVA). Ces deux facteurs constituent les éléments non économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe. Ils conduisent à constater un résultat sur soi-même reflétant l'évaluation par le marché du risque de contrepartie sur le Groupe. Ils sont également retraités du résultat du Groupe pour les calculs de ratios prudentiels.

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les dotations ou reprises aux provisions PEL/CEL. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement ponctuel ou récurrent (éléments exceptionnels), sont détaillés ci-après, étant précisé que, dans le tableau ci-après, les éléments frappés d'un astérisque (*) sont les éléments non économiques et que les éléments frappés de deux astérisques (**) sont les éléments exceptionnels.

La réconciliation permettant de passer des données comptables aux données sous-jacentes est exposée ci-dessous.

En M EUR	T2-17	T2-16	Change	S1-17	S1-16	Variation
Produit net bancaire	5 199	6 984	-25.6%	11 673	13 159	-11.3%
<i>Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre*</i>	(224)	(212)		(199)	(67)	
<i>DVA*</i>	(3)	1		(6)	1	
<i>Plus-value de cession Visa**</i>		725			725	
<i>Accord transactionnel avec LIA**</i>	(963)			(963)		
Produit net bancaire sous-jacent	6 389	6 470	-1.3%	12 841	12 500	+2.7%
Frais de gestion	(4 169)	(4 119)	+1.2%	(8 813)	(8 403)	+4.9%
<i>Linéarisation IFRIC 21</i>	(145)	(131)		313	261	
<i>Amende Euribor**</i>					218	
Frais de gestion sous-jacent	(4 314)	(4 250)	+1.5%	(8 500)	(8 360)	+1.7%
Charge nette du risque	259	(664)	n/s	(368)	(1 188)	n/s
<i>Provision pour litiges**</i>	(300)	(200)		(300)	(200)	
<i>Accord transactionnel avec LIA**</i>	750			400		
Charge nette du risque sous-jacent	(191)	(464)	-58.8%	(468)	(988)	-52.6%
Gains ou pertes sur autres actifs	208	(16)	n/s	245	(12)	n/s
<i>Changement de mode de consolidation d'Antarius**</i>	203			203		
Gains ou pertes sur autres actifs s/jacent	5	(16)	n/s	42	(12)	n/s
Résultat net part du Groupe	1 058	1 461	-27.6%	1 805	2 385	-24.3%
<i>Effet net en Résultat net part du Groupe des éléments non économiques et exceptionnels et d'IFRIC 21</i>	(107)	411		(746)	461	
Résultat net part du Groupe sous-jacent	1 165	1 050	+11.0%	2 551	1 924	+32.6%

* Elements non économiques

** Elements exceptionnels

6 – Coût du risque en points de base, taux de couverture des encours douteux

Le coût net du risque ou coût net du risque commercial est défini en pages 46 et 528 du Document de référence 2017 de Société Générale. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples.

	(En M EUR)	T2-17	T2-16	S1-17	S1-16
Banque de détail en France	Coût net du risque	136	157	285	323
	Encours bruts de crédits	187 580	187 263	188 970	187 750
	Coût du risque en pb	29	33	30	34
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Coût net du risque	43	185	153	401
	Encours bruts de crédits	125 160	116 393	124 931	116 310
	Coût du risque en pb	14	64	24	69
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût net du risque	3	103	23	244
	Encours bruts de crédits	155 799	143 925	154 022	140 970
	Coût du risque en pb	1	29	3	35
Groupe Société Générale	Coût net du risque	181	442	461	958
	Encours bruts de crédits	476 037	459 994	475 295	456 950
	Coût du risque en pb	15	38	19	42

Le **taux de couverture brut des encours douteux** est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

7 – ROE, RONE

La notion de ROE ainsi que la méthodologie de calcul de celui-ci sont précisées en page 47 du Document de référence 2017 de Société Générale. Cette mesure permet d'apprécier le rendement des fonds propres de Société Générale.

Le RONE (Return on Normative Equity) détermine le rendement sur capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe, selon les principes présentés en page 47 du Document de référence de Société Générale.

Détermination du ROE (Return on Equity) du Groupe

Les corrections apportées aux capitaux propres comptables pour la détermination du ROE de la période sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

<i>Fin de période</i>	S1-17	T1-17	2016	S1-16
Capitaux propres part du Groupe	60 111	62 222	61 953	58 475
Titres super subordonnés (TSS)	(10 059)	(10 556)	(10 663)	(8 944)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(279)	(294)	(297)	(373)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(201)	(221)	(171)	(185)
Gains/ Pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion	(1 101)	(1 112)	(1 273)	(1 414)
Provision pour dividende	(881)	(2 062)	(1 759)	(1 106)
Fonds propres ROE	47 591	47 977	47 790	46 453
Fonds propres ROE moyens	47 834	47 884	46 531	46 033

Note : chiffres T1-17 corrigés, intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI auparavant de (327) M EUR, fonds propres ROE de 47 871 M EUR, fonds propres ROE moyen de 47 831 M EUR

Symétriquement, le résultat net part du Groupe retenu pour le numérateur du ratio est le résultat net part du Groupe comptable ajusté des « intérêts, nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émissions » et des « gains/pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion » (voir note méthodologique n°9).

Détermination du RONE : Fonds propres alloués aux métiers (M EUR)

	T2-17	T2-16	S1-17	S1-16
Banque de détail en France	10 937	10 275	10 917	10 355
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	11 320	10 493	11 251	10 494
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	14 526	15 164	14 638	15 472

8 – L'Actif net et l'Actif net tangible sont définis dans la méthodologie, page 49 du Document de référence 2017 du Groupe (« Actif Net »). Les éléments permettant de les déterminer sont présentés ci-après.

<i>Fin de période</i>	S1-17	T1-17	2016	S1-16
Capitaux propres part du Groupe	60 111	62 222	61 953	58 475
Titres super subordonnés (TSS)	(10 059)	(10 556)	(10 663)	(8 944)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(279)	(294)	(297)	(373)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(201)	(221)	(171)	(185)
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités de trading	35	169	75	103
Actif Net Comptable	49 608	51 320	50 897	49 076
Ecart d'acquisition	5 027	4 709	4 709	4 820
Actif Net Tangible	44 580	46 611	46 188	44 256
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA**	800 848	800 755	799 462	799 217
ANA** (EUR)	61,9	64	63,7	61,4
Actif Net Tangible (EUR)	55,7	58,2	57,8	55,4

** Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2017, hors actions propres et d'auto-contrôle mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.

Note : Chiffres T1-17 corrigés, intérêts nets d'impôt à verser sur TSS et TSDI auparavant de (327) M EUR, actif net comptable de 51 214 M EUR, actif net tangible de 46 505 M EUR, ANA de 64,0 EUR, ANTA de 58,1 EUR

9 – Détermination du Bénéfice Net par Action (BNPA)

Le BNPA publié par Société Générale est déterminé selon les règles définies par la norme IAS 33 (Cf. page 48 du Document de référence 2017 de Société Générale). Les corrections apportées au Résultat net part du Groupe pour la détermination du BNPA correspondent aux retraitements effectués pour la détermination du ROE. Ainsi que précisé en page 48 du Document de référence 2017 de Société Générale, le Groupe publie également un BNPA ajusté de l'incidence des éléments non-économiques présentés en note méthodologique n°5.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul est le suivant :

Nombre moyen de titres, en milliers	S1-17	T1-17	2016	S1-16
Actions existantes	807 714	807 714	807 293	807 083
Déductions				
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés	4 713	4 357	4 294	3 807
Autres actions d'autodétention et d'auto-contrôle	2 645	3 249	4 232	4 889
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA	800 355	800 108	798 768	798 387
Résultat net part du Groupe	1 805	747	3 874	2 385
Intérêts net d'impôt sur TSS et TSDI	(254)	(127)	(472)	(219)
Plus-values nette d'impôt sur rachats partiels	0	0	0	0
Résultat net part du Groupe corrigé	1 551	620	3 402	2 166
BNPA (en EUR)	1,94	0,77	4,26	2,71
BNPA* (en EUR)	2,12	0,76	4,55	2,77

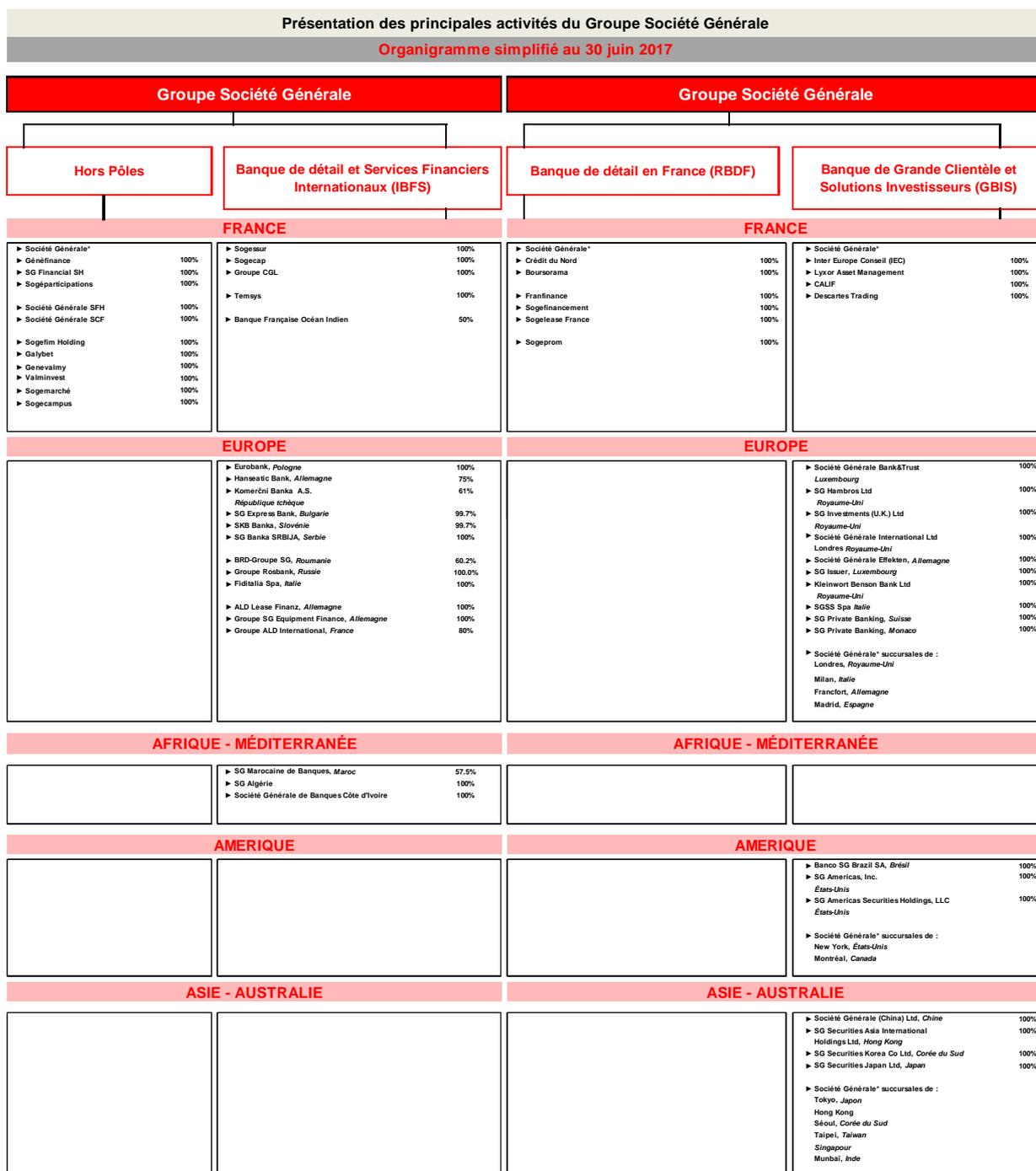
* Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA.

10 – Les **fonds propres Common Equity Tier 1** du Groupe Société Générale sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les **ratios de solvabilité** non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

NB (1) En raison des règles d'arrondi, la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté.

(2) Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de la période (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

1.2 Présentation des principales activités de Société Générale



* Société mère

Remarques :

- Les taux indiqués sont les pourcentages d'intérêt du Groupe dans la filiale détenue

- Les groupes ont été positionnés dans la zone géographique où ils exercent principalement leur activité

1.3 Nouveaux produits ou services importants lancés

Métier

Nouveaux produits ou services

Banque de détail en France	Enrichissement de l'assurance Quietis (Société Générale) (Janvier 2017)	A compter du 1er janvier 2017, extension des garanties de l'assurance Quietis Particuliers sans modification des tarifs clients: les appareils électroménagers, informatiques, HI Fi ou vidéo achetés neufs avec une carte bancaire SG sont couverts en cas de panne pendant 2 ans au-delà de la garantie Constructeur.
	Paylib sans Contact (Société Générale) (Janvier 2017)	Mise à disposition d'une nouvelle solution de paiements mobile simple, gratuite et sécurisée pour les utilisateurs de téléphones Android : Paylib sans contact. Cette fonctionnalité permet de régler avec son mobile tous les achats du quotidien chez les commerçants équipés de terminaux de paiement sans contact, en France comme à l'étranger.
	Agrégation de comptes externes (Société Générale) (Février 2017)	Dans le cadre de l'enrichissement de nos services digitaux et innovants, mise à disposition d'un service d'agrégation de l'ensemble des comptes détenus dans d'autres établissements que Société Générale pour les clients détenteurs de l'offre Jazz, Haute Fidélité, ou les Clients Société Générale Private banking. Ce service, accessible depuis l'espace bancaire sécurisé du client, permet de visualiser sur un seul écran l'ensemble de ses comptes externes et le détail de ses opérations.
	SogeCommerce (Société Générale) (Mars 2017)	Nouvelle solution d'encaissement en ligne sécurisée (offre combinant acceptation et acquisition monétique), à destination des clients e-commerçants Professionnels, Entreprises et Associations.
	Bourse sur mobile (Société Générale) (Avril 2017)	Développement de la bourse sur l'Appli et le site internet mobile Société Générale : désormais les clients peuvent acheter ou vendre des titres en bourse au comptant ou en différé (SRD), sur tous les marchés (Euronext et étrangers), sur la plupart des titres (actions cotées, obligations, ETF, Warrants, Turbos, Certificats Société Générale). Ils peuvent consulter leur(s) portefeuille(s) titres, les ordres passés, suivre l'évolution des marchés, créer des listes de valeurs favorites à tout moment directement depuis leur téléphone.
	Pré-évaluation court terme (Société Générale) (Avril 2017)	Calculer et restituer aux acteurs professionnels un montant de Crédit de trésorerie courante pré accordé, et sur nos clients professionnels les moins risqués, tout en améliorant la maîtrise de nos risques.
	Complémentaire Sante Collective SYNTEC (Société Générale) (Mai 2017)	Première offre CCN (Convention Collective Nationale) en complémentaire santé collective dédiée à la branche professionnelle SYNTEC. Cette offre est destinée aux entreprises rattachées à la Convention Collective Nationale « Bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseils » (IDCC 1486), plus communément appelée «Convention SYNTEC.
	SG Formule Durable (Société Générale) (Juin 2017)	Commercialisation de SG Formule Durable au 1er semestre 2017, premier placement accessible aux particuliers qui permet d'investir sur les marchés financiers tout en ayant un impact socialement responsable. En effet, d'une part, il permet d'investir dans des entreprises européennes sélectionnées pour leurs caractéristiques durables et socialement responsables tout en bénéficiant d'un remboursement au minimum égal à 80% de votre capital net investi à l'échéance. D'autre part, Société Générale s'engage à détenir dans son bilan des actifs financiers à Impact Positif (c'est-à-dire présentant des bénéfices environnementaux et sociaux tels que la lutte contre le réchauffement climatique, l'accès à l'éducation, la qualité des services de santé) pour un montant équivalent à l'ensemble des versements sur ce placement.

Métier

Nouveaux produits ou services

	Location Longue Durée (Crédit du Nord) (Avril 2017)	En partenariat avec ALD, le Groupe Crédit du Nord propose désormais à ses clients particuliers et professionnels la location longue durée de véhicules, et ceci pour toute marque et type de véhicule particulier. Cette offre s'assortit en outre de nombreux services et assurances complémentaires.
	Assurance Multirisque des Professionnels (Crédit du Nord) (Juin 2017)	En partenariat avec Sogessur, le groupe Crédit du Nord diffuse auprès de ses clients professionnels une assurance multirisque qui leur permet d'assurer leur local professionnel, de couvrir leur responsabilité civile et leurs pertes financières en cas de sinistre et de disposer d'une option de télésurveillance
	Gérer Seul (Crédit du Nord) (Juin 2017)	Nouveau partenariat extra-bancaire destiné à nos clients Premium : gérer seul permet d'accéder à une solution simple de gestion locative par internet pour un tarif très compétitif.
	Visa Platinum (Crédit du Nord) (Juin 2017)	Une nouvelle proposition de carte haut de gamme, trait d'union idéal entre Premier et Platinum. Elle s'adresse particulièrement à nos clients Premium jeunes et urbains
	Boursorama Vie (Boursorama) (Février 2017)	Début 2017, Boursorama a enrichi son offre assurance vie avec notamment un nouveau mandat de gestion pilotée, le profil « réactif », l'accès à 30 supports en UC supplémentaires et 20 nouveaux ETF.
	Easy Move (Boursorama) (Février 2017)	Avec son service de changement de domiciliation bancaire, Boursorama permet de changer de banque gratuitement en seulement quelques clics et sans s'embarrasser du moindre papier. L'ensemble du process, de la demande de mobilité à la signature électronique du mandat, s'effectue de manière 100 % digitale et automatisée.
	Virement depuis compte externe (Boursorama) (Avril 2017)	Les clients de Boursorama Banque ont désormais la possibilité de réaliser des virements depuis leurs comptes détenus dans d'autres banques, directement à partir de leur Espace Client Boursorama.
	Crédit immobilier zéro papier et 100% mobile (Boursorama) (Mai 2017)	Avec la signature électronique et le téléchargement des pièces justificatives, même en situation de mobilité, Boursorama Banque propose désormais à ses clients un parcours de souscription intégralement dématérialisé.
	Crédit renouvelable (Boursorama) (Juin 2017)	Pour permettre à ses clients de faire face à leurs dépenses imprévues, Boursorama leur propose le crédit renouvelable avec Budget+ de Franfinance : dès que le crédit est utilisé, l'emprunteur se voit prélever des échéances remboursant des intérêts et du capital ; le crédit renouvelable se reconstitue alors au gré des remboursements en capital du client et devient à nouveau disponible.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	C'BIO (Janvier 2017 ; SGMA – Maroc) (Banque de détail à l'International)	Carte bancaire écologique, fabriquée en acide polylactique (PLA), un plastique végétal biodégradable, produit à partir du maïs. Cette alternative écologique permet de limiter l'impact environnemental du PVC, fabriqué à partir de composants fossiles.
	Digitalisation des opérations de change (Janvier 2017 ; SGEB – Bulgarie) (Banque de détail à l'International)	Nouveau service disponible sur la plateforme de banque en ligne « Bank On Web Pro ». Cette solution innovante permet aux clients de demander et recevoir en temps réel un taux de change préférentiel pour les opérations de change au comptant.
	OBSGnet (Mars 2017 ; OBSG – Macédoine) (Banque de détail à l'International)	Nouvelle plateforme d'e-banking enrichie pour les entreprises, leur permettant d'avoir accès à de nombreux nouveaux services, en toute sécurité.

<p>YUP</p> <p>(Avril 2017 ; Sénégal et Côte d'Ivoire - Projet panafricain)</p> <p>(Banque de détail à l'International)</p>	<p>Application bancaire / Wallet 100% simple et sécurisé permettant d'effectuer des paiements marchands, des retraits, des transferts, des paiements de factures, ou des achats de crédit téléphonique.</p>
<p>M-banking</p> <p>(Mai 2017; SGS – Serbie)</p> <p>(Banque de détail à l'International)</p>	<p>Nouvelle application de mobile banking dédiée aux clients qui souhaitent effectuer leurs transactions bancaires en toute sécurité, partout et à n'importe quel moment. Elle leur permet notamment de vérifier en quelques clics le statut de leur compte, payer leurs factures, ou encore bénéficier de promotions.</p>
<p>Android Pay</p> <p>(Juin 2017 ; Eurobank – Pologne)</p> <p>(Banque de détail à l'International)</p>	<p>Tous les clients ayant une carte de paiement Visa peuvent effectuer des paiements simples et sécurisés avec leur Smartphone sans devoir passer par une application, ni par Internet. Ces paiements peuvent être réalisés via tous les terminaux qui acceptent les cartes sans contact.</p>
<p>Welbank</p> <p>(Juin 2017 ; SGBF – Burkina Faso)</p> <p>(Banque de détail à l'International)</p>	<p>1^{ère} agence digitale du pays permettant d'effectuer, grâce à des tablettes, les opérations les plus courantes, en toute autonomie.</p>
<p>ALD own my car</p> <p>(Janvier 2017 ; ALD Automotive Pays-Bas)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Nouveau service de remarketing permettant à un utilisateur d'acheter sa voiture professionnelle de fin de contrat ou de la vendre. Si les conducteurs ne veulent pas racheter leur voiture de location, ils peuvent également en faire la promotion sur les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, Twitter) ou en partageant l'offre aux personnes du réseau personnel (parents et amis)</p>
<p>Link Vie</p> <p>(Janvier 2017 ; Oradéa Vie - France)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Premier contrat d'Assurance-vie Epargne commercialisé sur la plateforme de souscription full online LINK by PRIMONIAL. LINK Vie est un contrat accessible et innovant avec ses allocations 100% en unités de compte ETF, conciliant le digital (souscription en ligne, signature électronique, robot) et le suivi expert des conseillers en gestion de patrimoine.</p>
<p>GEFA online</p> <p>(Février 2017 ; SGEF - Allemagne)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Portail en ligne permettant aux clients enregistrés de calculer et finaliser leurs contrats de leasing, de crédit-bail et d'autres solutions de crédits en ligne. GEFA online permet également de visualiser les détails du contrat et d'échanger avec GEFA sur les services liés au contrat.</p>
<p>Qigo</p> <p>(Février 2017 ; ALD Automotive Danemark)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Solution 100% digitale, comprenant un showroom à 360° et des solutions de paiement en ligne, dédiée à la vente de voitures d'occasion aux particuliers.</p>
<p>Iriade Emprunteur</p> <p>(Mars 2017 ; Oradéa Vie - France)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Assurance des emprunteurs, construite en partenariat avec l'AssurTech Multinet Services, qui permet une adhésion online avec un processus de décision médicale automatisé et l'intégration de la signature électronique.</p>
<p>Renting para Particulares</p> <p>(Mars 2017 ; ALD Automotive Portugal)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Solution de location longue durée avec services packagés à destination des clients particuliers.</p> <p>Deux packs de services sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪Entretien et assurance ▪Entretien, assurance, véhicule de remplacement, gestion des pneumatiques et ALD move.
<p>My MedCare</p> <p>(Mai 2017 ; BRD Asigurari de Viata - Roumanie)</p> <p>(Services Financiers aux Entreprises et Assurances)</p>	<p>Première offre sur le marché Roumain permettant au client d'obtenir des soins médicaux partout où il en a besoin, avec le médecin de son choix. Intègre également un service innovant, My MedShare, qui permet à l'assuré de partager une consultation médicale par an avec la personne de son choix.</p>

Métier

Nouveaux produits ou services

Banque de la Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Appli mobile (Juin 2017, Hanseatic Bank - Allemagne) (Services Financiers aux Entreprises et Assurances)	Nouvelle application bancaire pour ses clients porteurs de cartes de crédit, qui peuvent vérifier le solde de leur compte, leur plafond mensuel de crédit et la date de paiement de leur prochaine mensualité. L'application affiche également des informations, des réponses aux questions fréquemment posées et les coordonnées du service client d'Hanseatic Bank. Il est aussi possible d'envoyer des e-mails directement depuis l'interface.
	Stratégies Equity Tail Risk (TETRIS) (Janvier 2017) (Activités de Marché et Services aux Investisseurs)	S'inspirant de la publication du SG Cross Asset Quant Research « Hedges are not a luxury », les indices Equity Tail Risk sont destinés à couvrir le risque extrême des marchés actions à un coût raisonnable (avec de faibles coûts de portage). Les stratégies visent à répliquer un swap de variance à la baisse sur le S&P 500 (version US) ou l'Eurostoxx 50 (version européenne) avec des options vanilles liquides et transparentes.
	Indices ERP Market Neutral US (Février 2017) (Activités de Marché et Services aux Investisseurs)	Les indices ERP Market Neutral US sont des indices systématiques long/short qui visent à répliquer la performance de paniers d'actions de l'indice S&P 500 sélectionnés d'après des facteurs de risque spécifiques (Qualité, Valorisation, Profitabilité, Momentum, faible volatilité). Chaque panier est couvert dans le but de limiter son exposition directionnelle aux trois sources de risques principales dans le marché. Chaque indice est rééquilibré trimestriellement (mensuellement pour la stratégie Momentum) selon un modèle de <i>scoring</i> basé sur des critères fondamentaux et quantitatifs.
	Nouvelle Plateforme de Traitement des Activités de Conservation (Juin 2017) (Société Générale Securities Services)	NCIS « New Custody Information System » est la plateforme multi-pays de traitement des activités de « Custody » de Société Générale Securities Services (« SGSS »). Elle est conçue pour délivrer les services locaux et globaux de compensation et règlement-livraison, de gestion du cash et de paiement, de conservation d'actifs, de traitement des OST et de la fiscalité, auprès de ses clients institutionnels. Avec cette plateforme, SGSS est en mesure de proposer à sa clientèle une plateforme paneuropéenne plus complète, plus agile et plus performante. Nos clients pourront ainsi bénéficier d'une expertise locale et d'une plateforme à portée globale. Après un premier lancement en Allemagne en 2016, SGSS déploie NCIS au UK dès juillet 2017 pour un transfert de comptes qui devrait s'achever d'ici à la fin de l'année.
	Positive Impact Notes (Juin 2017) (Activités de Marché et Services aux Investisseurs)	En Juin, Société Générale a lancé la distribution de la première Note à Impact Positif en Italie. Cette note sera cotée à la bourse italienne et sera incluse dans le segment spécifique des obligations vertes et sociales. Au premier semestre 2017, Société Générale a émis plus de 170 millions d'euros de Notes à Impact Positif. Société Générale s'engage à maintenir dans ses bilans un montant de projets à Impact Positif équivalent à 100% du nominal des obligations structurées. Ces Notes permettent aux investisseurs de soutenir les Financements à Impact Positif à travers des produits financiers dont les caractéristiques peuvent être personnalisées selon leurs besoins. Les Financements à Impact Positif visent à fournir des solutions financières nécessaires pour répondre aux besoins d'investissement liés aux défis majeurs auxquels fait face le monde actuel, tels que le changement climatique ou la croissance démographique.
	Lyxor Crystal Europe Equity Fund (Janvier 2017) (Lyxor Asset Management)	Lyxor Crystal Europe Equity Fund (« Crystal ») est un fond actions dit « Long/Short » investissant dans les grandes capitalisations européennes. C'est un portefeuille de conviction, synthétisant les positions à l'achat et à la vente d'un panel de gérants actions européens expérimentés. Ce concept original permet à nos clients d'accéder à la recherche et au talent de plusieurs gérants reconnus, sans passer par un fonds de fonds.

<p>Solutions d'optimisation Solvabilité II</p> <p>(Mars 2017) (Lyxor Asset Management)</p>	<p>La nouvelle solution d'optimisation Solvabilité II de Lyxor est une offre de service qui permet aux assureurs d'optimiser les rendements de leurs investissements au regard de leurs contraintes en capital imposées par la réglementation Solvabilité II.</p> <p>L'offre utilise des produits dérivés et des techniques d'assurance de portefeuille (TIPP) afin de maximiser l'exposition aux actifs de performance tout en réduisant le risque de portefeuille.</p>
<p>Lyxor Green Bond (DR) UCITS ETF</p> <p>(Mars 2017) (Lyxor Asset Management)</p>	<p>Lyxor Green Bond UCITS ETF est la première obligation ETF mondiale permettant aux investisseurs de contribuer à l'amélioration de l'environnement.</p> <p>A travers cet ETF, les investisseurs accèdent à un portefeuille de 160 obligations de haute qualité (« Investment Grade ») en euros et en dollars libellées « Obligation Verte » et certifiées par la « Climate Bond Initiative ».</p>
<p>Lyxor \$ Floating Rate Note UCITS ET"</p> <p>(Mai 2017) (Lyxor Asset Management)</p>	<p>L'obligation ETF Lyxor \$ Floating Rate Note UCITS permet aux investisseurs sur le marché obligataire de se protéger de l'augmentation des taux d'intérêts américains. Cet ETF donne accès à 500m de dollars d'obligations de haute qualité (« Investment Grade ») et de maturité supérieure à deux ans. Les obligations émises par des pays émergents ou il y a plus de deux ans en sont exclues.</p>

1.4 Analyse du bilan consolidé

1.4.1 Bilan consolidé

ACTIF

<i>(en Md EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Caisse, Banques centrales	112,4	96,2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	484,7	514,7
Instruments dérivés de couverture	15,1	18,1
Actifs financiers disponibles à la vente	142,4	139,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	59,1	59,5
Prêts et créances sur la clientèle	418,2	426,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,9	1,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3,7	3,9
Actifs d'impôts	6,4	6,4
Autres actifs	78,9	84,8
Actifs non courants destinés à être cédés	0,1	4,2
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0,7	1,1
Immobilisations corporelles et incorporelles	22,7	21,8
Ecart d'acquisition	4,9	4,5
Total	1 350,2	1 382,2

PASSIF

<i>(en Md EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Banques centrales	7,4	5,2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	427,3	455,6
Instruments dérivés de couverture	7,5	9,6
Dettes envers les établissements de crédit	82,9	82,6
Dettes envers la clientèle	406,2	421,0
Dettes représentées par un titre	105,3	102,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,9	8,5
Passifs d'impôts	1,6	1,4
Autres passifs	92,7	94,2
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	3,6
Provisions techniques des entreprises d'assurance	128,8	112,8
Provisions	5,3	5,7
Dettes subordonnées	13,9	14,1
Capitaux propres part du Groupe	60,1	62,0
Participations ne donnant pas le contrôle	4,4	3,7
Total	1 350,2	1 382,2

Au 30 juin 2017, le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 1 350,2 Md EUR, en baisse de 32 Md EUR (- 2,3 %) par rapport à celui du 31 décembre 2016 (1 382,2 Md EUR).

1.4.2 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Les principales variations du périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2017, par rapport au périmètre du 31 décembre 2016 sont les suivantes :

ANTARIUS

- Le 8 février 2017, Aviva France et Sogecap ont signé un accord matérialisant l'acquisition par Sogecap de la participation de 50% de la société Antarius détenue précédemment par Aviva France. Le transfert des titres est effectif depuis le 1er avril 2017. Antarius dorénavant détenue à 100% par le Groupe, conjointement par Sogecap et Crédit du Nord, est consolidée par intégration globale depuis cette date.
- Cette opération a généré un produit enregistré dans le compte de résultat en Gains ou pertes nets sur autres actifs pour un montant de 203 millions d'euros, consécutif à la mise à juste valeur de la quote-part d'Antarius détenue par Crédit du Nord avant l'opération. Un écart d'acquisition a été constaté pour un montant de 325 millions d'euros et affecté à l'UGT Assurance. Le bilan du Groupe s'accroît de 16 milliards d'euros avec principalement des Actifs financiers disponibles à la vente pour 9 milliards d'euros, des Actifs financiers à la juste valeur par résultat pour 5 milliards d'euros à l'actif et des Provisions techniques des entreprises d'assurance pour 15 milliards d'euros au passif.

SPLITSKA BANKA

- Le 2 mai 2017, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation dans Splitska Banka (100%), sa filiale croate, à OTP Bank. Cette cession a entraîné une réduction du total de bilan du Groupe de 3,6 milliards d'euros incluant principalement une baisse des Prêts et créances sur la clientèle pour 2 milliards d'euros et des Dettes envers la clientèle pour 2,7 milliards d'euros présentés respectivement parmi les Actifs non courants destinés à être cédés et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés au 31 décembre 2016.

ALD

- Le 16 juin 2017 le Groupe a cédé 80 820 728 actions d'ALD SA (le groupe ALD), représentant 20% de son capital, à l'occasion de son introduction sur le marché réglementé d'Euronext Paris, à un prix de 14,30 euros par action.
- Une option de sur-allocation d'un maximum de 3% supplémentaire du capital d'ALD SA a été exercée le 12 juillet 2017 à hauteur de 0,18%. Cette cession complémentaire sera comptabilisée au second semestre 2017. Cette introduction en bourse a entraîné la cession d'actions ordinaires existantes par le Groupe Société Générale, pour un montant brut de 1 156 millions d'euros, et a généré un accroissement des Capitaux propres part du Groupe de 452 millions d'euros.

1.4.3 Variations sur les postes significatifs du bilan consolidé

Le poste **Caisse, Banques centrales** à l'actif (112,4 Md EUR au 30 juin 2017) augmente de 16,2 Md EUR (+ 16,8 %) par rapport au 31 décembre 2016.

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat baissent respectivement de -30 Md EUR (-5,8 %) et -28,3 Md EUR (-6,2 %) par rapport au 31 décembre 2016.

Les instruments financiers à la juste valeur par résultat comprennent principalement :

- des instruments de dettes et de capitaux propres ;
- des dérivés de transaction ;
- des titres donnés / reçus en pension livrée ;
- des prêts de titres et dettes sur titres empruntés.

L'évolution des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat résulte d'une baisse des dérivés de taux d'intérêts et d'une baisse de notre activité sur le portefeuille de transaction.

L'impact de la variation des cours de change sur la valorisation des instruments est symétrique entre l'actif et le passif.

Les **prêts et créances sur la clientèle**, y compris les titres reçus en pension livrée enregistrés au coût amorti, diminuent de 8,3 Md EUR (- 2,0%) par rapport au 31 décembre 2016, principalement expliqués par une baisse de la demande des crédits de trésorerie et des titres reçus en pension livrée.

Les **dettes envers la clientèle**, y compris les titres donnés en pension livrée enregistrés au coût amorti, diminuent de 14,8 Md EUR (- 3,5 %) par rapport au 31 décembre 2016, principalement liées à une baisse des dépôts à terme et des titres donnés en pension.

Les **prêts et créances sur les établissements de crédit**, y compris les titres reçus en pension livrée enregistrés au coût amorti, sont en baisse de 0,4 Md EUR (-0,7 %) par rapport au 31 décembre 2016 en lien avec la stabilité du marché interbancaire.

Les **dettes envers les établissements de crédit**, y compris les titres donnés en pension livrée enregistrés au coût amorti, sont en hausse de 0,3 Md EUR (+ 0,4 %) par rapport au 31 décembre 2016.

Les **capitaux propres part du Groupe** s'élèvent à 60,1 Md EUR au 30 juin 2017 contre 62 Md EUR au 31 décembre 2016. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- Résultat de l'exercice au 30 juin 2017 : +1,8 Md EUR ;
- Distribution du dividende relatif à l'exercice 2016 : - 2,1 Md EUR ;
- Diminution des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres : -1,5 Md EUR ;
- Remboursement de deux TSS : - 0,6 Md EUR.

Après intégration des participations ne donnant pas le contrôle (4,4 Md EUR), les fonds propres du Groupe s'élèvent à 64,5 Md EUR au 30 juin 2017.

1.5 Propriétés Immobilières et équipements

La valeur brute totale des immobilisations corporelles d'exploitation du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2017 à 32,2 Md EUR. Elle comprend la valeur des terrains et constructions pour 5,5 Md EUR, des actifs de location simple des sociétés de financement spécialisés pour 21,4 Md EUR, et des autres immobilisations corporelles pour 5,3 Md EUR.

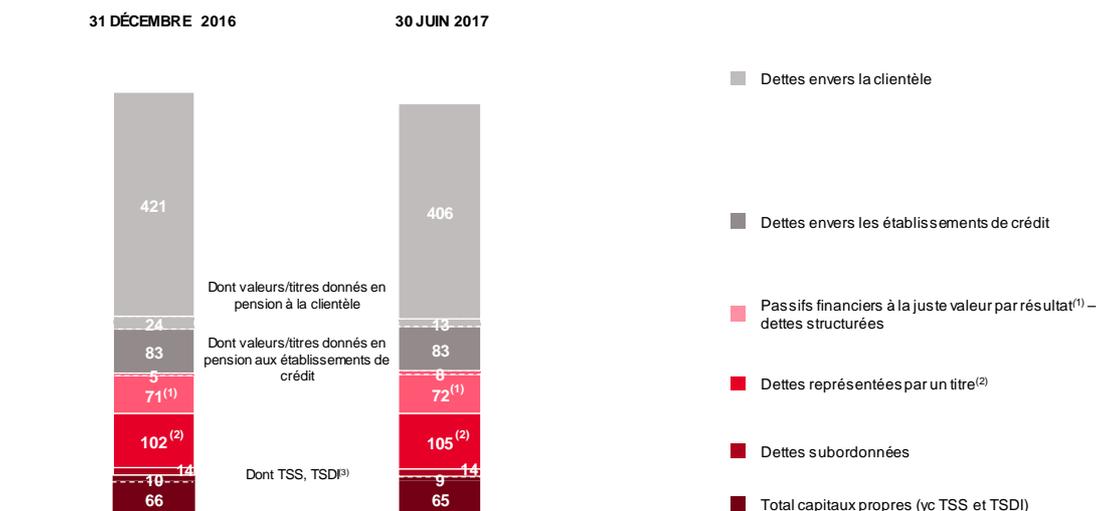
La valeur brute totale des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2017 à 0,8 Md EUR.

La valeur nette des immobilisations corporelles d'exploitation et des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève à 20,9 Md EUR, soit seulement 1,5 % du total de bilan consolidé au 30 juin 2017. De fait, de par la nature des activités de Société Générale, les propriétés immobilières et les équipements représentent peu à l'échelle du Groupe.

1.6 Politique financière

1.6.1 Situation d'endettement du Groupe

STRUCTURE DE FINANCEMENT DU GROUPE



(1) Dont dettes représentées par un titre dans le portefeuille de transaction, et dettes évaluées à la juste valeur par résultat sur option. Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 38,2 Md EUR à fin T2-17 et 41,7 Md EUR à fin T4-16

(2) Dont : SGSCF : (7,1 Md EUR), SGSFH : (10,8 Md EUR), CRH : (6,3 Md EUR), titrisations et autres émissions sécurisées : (4,4 Md EUR), conduits : (9,5 Md EUR) à fin juin 2017 (respectivement à fin décembre 2016 : SGSCF : (7,6 Md EUR), SGSFH : (9,3 Md EUR), CRH : (6,6 Md EUR), titrisations : (4,9 Md EUR), conduits : (10,1 Md EUR)). Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 27,2 Md EUR à fin T2-17 et 27,0 Md EUR à fin T4-16

(3) Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Montants nominaux hors notamment effet change, primes d'émission et intérêts courus

La structure de financement du Groupe est notamment composée de :

- ses capitaux propres y compris TSS et TSDI (soit 9,7 Md EUR au 30 juin 2017 et 11,1 Md EUR au 31 décembre 2016) ;
- les dettes émises par le Groupe dont :
 - des dettes subordonnées à durée déterminée (14,3 Md EUR au 30 juin 2017 et 14,5 Md EUR à fin 2016) ;
 - des dettes senior vanille non-préférées long terme (5,2 Md EUR au 30 juin 2017 et 1 Md EUR à fin 2016) ;
 - des dettes senior vanille préférées long terme (28,8 Md EUR au 30 juin 2017 et 31,3 Md EUR à fin 2016) ;
 - des *covered bonds* émis au travers des véhicules SGSCF (7,1 Md EUR au 30 juin 2017 et 7,6 Md EUR à fin 2016) ; SGSFH (10,8 Md EUR au 30 juin 2017 et 9,3 Md EUR à fin 2016) ; CRH (6,3 Md EUR au 30 juin 2017 et 6,6 Md EUR à fin 2016) ;
 - des titrisations et autres émissions sécurisées : 4,4 Md EUR au 30 juin 2017 (4,9 Md EUR à fin 2016) ;
 - des émissions « conduits » (9,5 Md EUR au 30 juin 2017 et 10,1 Md EUR à fin 2016) ;
 - les passifs financiers à la juste valeur par résultat y compris dettes représentées par un titre dans le portefeuille de transaction, et les émissions évaluées à la juste valeur par résultat sur option.
- les dettes envers la clientèle, en particulier les dépôts.

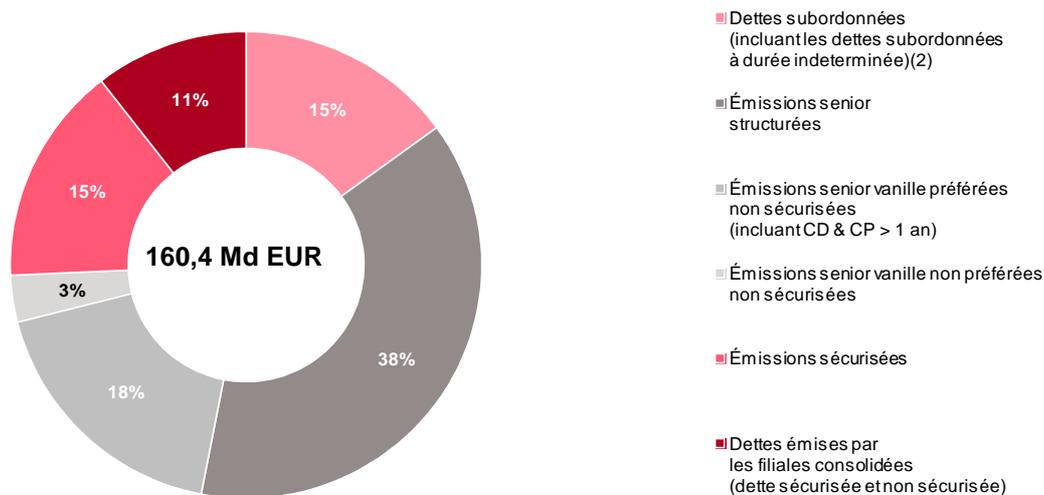
A ces ressources s'ajoutent des financements au moyen de prêts-emprunts de titres ou de pensions livrées évalués à la juste valeur par résultat pour 169,2 Md EUR au 30 juin 2017, contre 171,1 Md EUR au 31 décembre 2016 (Cf. Note 3.1 des États financiers consolidés), qui ne sont pas repris dans ce graphique.

La **politique d'endettement du groupe Société Générale** émis sur le marché des capitaux a pour but non seulement d'assurer le financement de la croissance des activités commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future.

La politique d'endettement du Groupe repose sur 2 principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale levées sur les marchés de capitaux afin d'en garantir la stabilité,
- d'autre part, adopter une structure de refinancement de marché du Groupe telle que les maturités des actifs et des passifs soient cohérentes.

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE EMIS SUR LE MARCHE DES CAPITAUX AU 30.06.2017⁽¹⁾



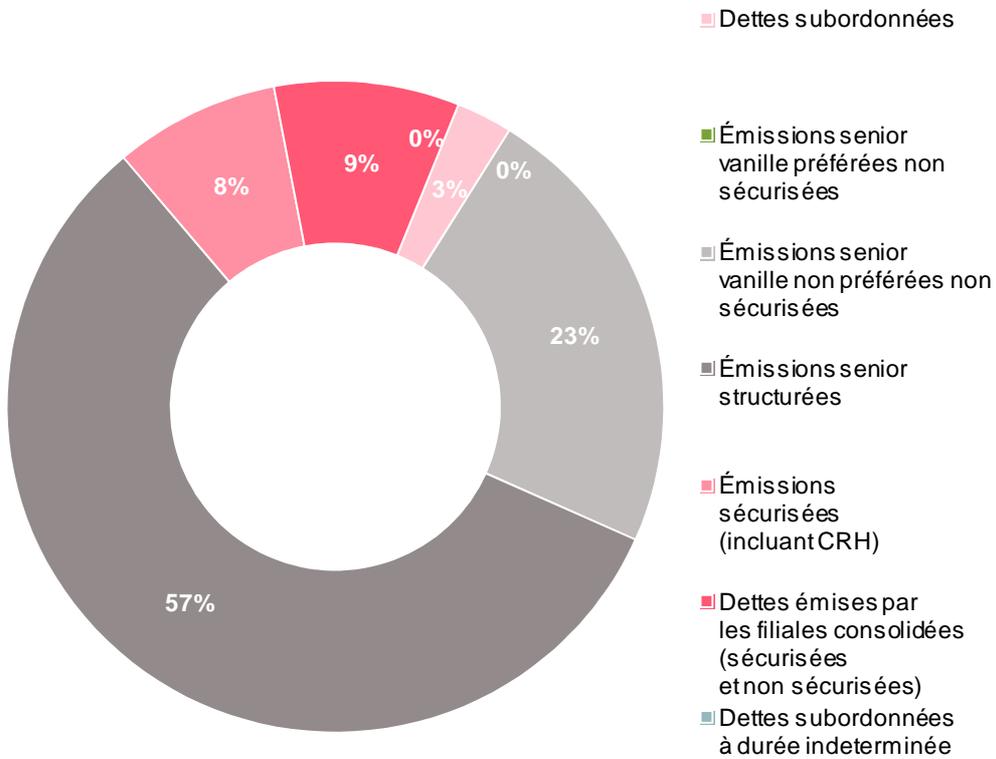
(1) L'endettement court terme du Groupe s'élevait à 40,6 Md EUR au 30 juin 2017 (dont 9,5 Md EUR au titre des conduits).

(2) Dont 9,7 Md EUR inscrits parmi les instruments de capitaux propres en comptabilité (voir tableau d'évolution des capitaux propres des États financiers consolidés).

Ainsi, le **plan de financement à long terme** du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

Au 30 juin 2017, la liquidité levée au titre du programme de financement 2017 s'élevait à 18,4 Md EUR en dette senior et subordonnée. Au niveau de la maison-mère, 16,7 Md EUR avaient été levés au 30 juin 2017. Les sources de refinancement se répartissent entre 4,2 milliards d'euros d'émissions senior vanille non-préférées non sécurisées, 10,5 Md EUR d'émissions senior structurées, 1,5 Md EUR d'émissions sécurisées (SG SFH) et 0,5 Md EUR d'émissions subordonnées Tier 2. Au niveau des filiales, 1,7 Md EUR avaient été levés au 30 juin 2017.

REALISATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT A FIN JUIN 2017 : 18,4 MD EUR



1.7 Principaux investissements et cessions effectués

Le Groupe a poursuivi en 2017 une politique d'acquisitions et de cessions ciblées conforme à ses objectifs de recentrage et de gestion des ressources rares.

Métier	Description des investissements
Année 2017	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de Merrion Fleet (location longue durée de véhicules en Irlande).
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de 50% et prise de contrôle total d'Antarius (assurance-vie en France).
Année 2016	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition du groupe Parcours (location longue durée de véhicules en France).
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Acquisition du groupe Kleinwort Benson (banque privée au Royaume-Uni et Iles anglo-normandes).
Année 2015	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Prise de participation de 65% dans MCB Mozambique.
Banque de détail en France	Acquisition de 20,5% et prise de contrôle total de Boursorama. Acquisition de 49% et prise de contrôle total de Selftrade Bank en Espagne.

Métier	Description des cessions
Année 2017	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de 20% du capital d'ALD à l'occasion de l'introduction en Bourse de la société.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Splitska Banka en Croatie.
Banque de détail en France	Cession de On Vista en Allemagne.
Hors Pôles	Cession de la participation de 5,3% dans TBC Bank Group plc.
Hors Pôles	Cession de 1,5% du capital d'Euronext NV.
Année 2016	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de 93,6% de Bank Republic en Géorgie
Hors Pôles	Cession de la participation du Groupe dans le capital de Visa Europe.
Hors Pôles	Cession de la participation de 8% dans le capital de Axway.
Année 2015	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession des activités de crédit à la consommation au Brésil.
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession de l'intégralité de la participation dans Amundi (20%) à l'occasion de l'introduction en Bourse de la société.
Hors Pôles	Cession des actions d'autocontrôle (1% du total des actions Société Générale). Cession de la participation du Groupe de 7% dans le capital de Sopra Steria.

1.8 Acquisitions en cours et contrats importants

Financement des principaux investissements en cours

Les investissements en cours seront financés par les modes de financement habituels et récurrents du Groupe.

Acquisitions en cours

Le 29 mai 2017, le Groupe a annoncé la conclusion d'un accord définitif avec BBVA pour l'acquisition de BBVA Autorenting, filiale de location longue durée de véhicules en Espagne. L'opération est soumise à la validation des autorités compétentes.

Cessions en cours

N/A

1.9 Principaux risques et principales incertitudes pour les 6 mois à venir – Actualisation de la page 13 du Document de référence 2017

Société Générale reste soumise aux risques habituels et propres à son activité tels que mentionnés dans le chapitre 4 du Document de référence déposé le 8 mars 2017 et dans son actualisation déposée le 4 mai 2017.

Dans un contexte général de renforcement de l'activité mondiale, de nombreux aléas négatifs continuent de peser sur les perspectives économiques : le risque d'un regain des tensions financières en Europe, le risque de nouvelles turbulences (financières, sociopolitiques) dans les économies émergentes, les incertitudes induites par les politiques monétaires non conventionnelles mises en œuvre par les principaux pays développés, la montée du risque terroriste et de tensions géopolitiques et protectionnistes. Plus spécifiquement, le Groupe pourrait être affecté par :

- un regain des tensions financières au sein de la zone euro pouvant résulter d'un retour des doutes sur l'intégrité de la zone, par exemple à l'approche d'élections dans un contexte de montée de forces politiques eurosceptiques ;
- une remontée brutale et marquée des taux d'intérêt et de la volatilité sur les marchés, tant obligataires qu'actions ou des matières premières, qui pourraient résulter d'une mauvaise communication de banques centrales, notamment la Fed et la BCE, lors de changements d'orientation de la politique monétaire ;
- un ralentissement brutal de l'activité en Chine, déclenchant des fuites de capitaux de ce pays, des pressions baissières sur la devise chinoise et par contagion sur les autres devises émergentes, ainsi qu'une rechute des prix des matières premières ;
- des tensions sociopolitiques dans certains pays dépendants de rentes pétrolières ou gazières et devant encore s'adapter à une situation de bas prix de ces matières premières ;
- une aggravation supplémentaire des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, en mer de Chine, en Corée du Nord ou encore en Ukraine. Ces dernières pourraient conduire à une prolongation et un renforcement des sanctions entre les pays occidentaux et la Russie, un arrêt de la reprise économique en Russie et une nouvelle forte dépréciation du rouble.
- de craintes quant à un possible renforcement de barrières au commerce international, en particulier pour de grands pays développés (États-Unis ou, dans le cadre du Brexit, Royaume-Uni par exemple).

2 - Chapitre 3 : Gouvernement d'entreprise

2.1 Assemblée générale du 23 mai 2017

2.1.1 Extrait du communiqué de presse du 23 mai 2017

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de Société Générale s'est tenue le 23 mai 2017 à Paris Expo - Espace Grande Arche, à la Défense, sous la présidence de M. Lorenzo Bini Smaghi.

Le quorum s'est établi à 60,61% contre 56,97% en 2016 :

- 802 actionnaires étaient présents à l'Assemblée générale ;
- 628 actionnaires étaient représentés ;
- 7 065 actionnaires ont voté par Internet ;
- 2 442 actionnaires ont voté par correspondance ;
- 9 794 actionnaires, dont 8 388 par Internet, représentant 0,73% du capital, ont donné pouvoir au Président.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'administration ont été adoptées, notamment :

- Les comptes sociaux et consolidés de l'année 2016 ont été approuvés ;
- Le dividende par action a été fixé à 2,20 euros. Il sera détaché le 31 mai 2017 et mis en paiement à compter du 2 juin 2017 ;
- Deux administrateurs ont été renouvelés pour 4 ans : Mme Alexandra Schaapveld et M. Jean-Bernard Lévy ;
- Deux administrateurs ont été nommés pour 4 ans : M. William Connelly et Mme Lubomira Rochet ;
- La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux a été approuvée (nouveau issue de la loi du 9 décembre 2016 dite « loi Sapin 2 ») ;
- Des avis favorables ont été émis sur la rémunération due ou attribuée aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2016 (en application du Code AFEP-MEDEF) ainsi que sur la rémunération versée en 2016 aux personnes régulées ;
- Les conventions et engagements réglementés conclus début 2017 au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux exécutifs (à savoir « clause de non-concurrence » et « indemnité de départ » - ainsi que « retraite » pour M. Didier Valet) ont été approuvés.

2.2 Structure et organes du gouvernement d'entreprise

2.2.1 Extrait du communiqué de presse du 23 mai 2017

Composition du Conseil d'administration au 24 mai 2017

A la suite des renouvellements et des nominations d'administrateurs, 50% des membres du Conseil d'administration sont des femmes dont 5 femmes nommées par l'Assemblée (41,6%). Le taux d'administrateurs indépendants est supérieur à 91,6% (11/12) selon le mode de calcul du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF. Le Conseil d'administration est composé de 14 membres dont 2 administrateurs élus par les salariés en mars 2015 pour 3 ans :

NOM	FONCTION PRINCIPALE AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Lorenzo BINI SMAGHI	Président
Frédéric OUDÉA	Directeur général et administrateur
Robert CASTAIGNE	Administrateur
William CONNELLY	Administrateur
Kyra HAZOU	Administrateur
France HOUSSAYE	Administrateur élu par les salariés
Béatrice LEPAGNOL	Administrateur élu par les salariés
Jean-Bernard LÉVY	Administrateur
Ana Maria LLOPIS RIVAS	Administrateur
Gérard MESTRALLET	Administrateur
Juan Maria NIN GENOVA	Administrateur
Nathalie RACHOU	Administrateur
Lubomira ROCHET	Administrateur
Alexandra SCHAAPVELD	Administrateur

La composition des comités est inchangée.

2.3 Comité exécutif

(AU 12 JUIN 2017)

Le Comité exécutif assure, sous l'autorité du Directeur général, le pilotage stratégique du Groupe.

NOM	FONCTION PRINCIPALE AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Frédéric OUDÉA	Directeur général
Séverin CABANNES	Directeur général délégué
Bernardo SANCHEZ INCERA	Directeur général délégué
Didier VALET	Directeur général délégué
Gilles BRIATTA	Secrétaire général du Groupe
Laurent GOUTARD	Directeur de la Banque de détail Société Générale en France
Caroline GUILLAUMIN	Directrice des Ressources Humaines du Groupe et Directrice de la Communication du Groupe
Didier HAUGUEL	Co-directeur de la Banque et des Services Financiers Internationaux
Philippe HEIM	Directeur financier du Groupe
Édouard-Malo HENRY	Directeur de la Conformité du Groupe
Christophe LEBLANC	Directrice des Ressources et de l'Innovation du Groupe
Diony LEBOT	Directrice des Risques du Groupe
Jean-Luc PARER	Co-directeur de la Banque et des Services Financiers Internationaux

COMITÉ DE DIRECTION GROUPE

(AU 1^{er} JUILLET 2017)

Le Comité de direction Groupe, qui rassemble près de 60 cadres dirigeants du Groupe, est un lieu d'échanges sur la stratégie et les questions d'intérêt général du Groupe.

NOM	FONCTION PRINCIPALE AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Frédéric OUDÉA	Directeur général
Séverin CABANNES	Directeur général délégué
Bernardo SANCHEZ INCERA	Directeur général délégué
Didier VALET	Directeur général délégué
Gilles BRIATTA	Secrétaire général du Groupe
Laurent GOUTARD	Directeur de la Banque de détail Société Générale en France
Caroline GUILLAUMIN	Directrice des Ressources Humaines du Groupe et Directrice de la Communication du Groupe
Didier HAUGUEL	Co-directeur de la Banque et des Services Financiers Internationaux
Philippe HEIM	Directeur financier du Groupe
Edouard-Malo HENRY	Directeur de la Conformité du Groupe
Christophe LEBLANC	Directeur des Ressources et de l'Innovation du Groupe
Diony LEBOT	Directrice des Risques du Groupe
Jean-Luc PARER	Co-directeur de la Banque et des Services Financiers Internationaux
Philippe AMESTOY	Directeur des Opérations et de la Transformation pour le réseau France
Hervé AUDREN de KERDREL	Directeur financier délégué du Groupe
Pascal AUGÉ	Directeur Global Transaction and Payment Services
Philippe AYMERICH	Directeur général du Crédit du Nord
Cécile BARTENIEFF	Chief Operating Officer de la Banque de Grande Clientèle & Solutions Investisseurs
François BLOCH	Directeur général de BRD
Alain BOZZI	Directeur délégué de la Conformité du Groupe
Pavel ČEJKA	Responsable des Ressources de la Banque et des Services Financiers Internationaux
Marie CHEVAL	Directeur général de Boursorama
Thierry D'ARGENT	Co-directeur Relations Clients et Banque d'Investissement
Véronique DE LA BACHELERIE	Administrateur délégué de Société Générale Bank and Trust
Bruno DELAS	Chief Operating Officer des Réseaux de la Banque de Détail en France, Directeur d'ITIM (l'Innovation, Technologies et Informatique pour les Métiers)
Pierre-Yves DEMOURES	Directeur délégué des Ressources Humaines du Groupe
Frank DROUET	Directeur, Activités de Marchés
Marie-Christine DUCHOLET	Responsable des métiers de Financement des ventes et des biens d'équipement professionnel, Société Générale Equipment Finance
Claire DUMAS	Directrice financière de la Banque de détail en France
Ian FISHER	Directeur du programme Culture et Conduite du Groupe
Patrick FOLLÉA	Directeur délégué de Société Générale Private Banking, Directeur de Société Générale Private Banking France
Olivier GARNIER	Chef économiste du Groupe

NOM	FONCTION PRINCIPALE AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Jean-Marc GIRAUD	Inspecteur général du Groupe
Carlos GONÇALVES	Directeur des Infrastructures informatiques pour le Groupe
Donato GONZALEZ-SANCHEZ	Responsable de la Banque de Financement et d'Investissement, Banque Privée, Gestion d'Actifs et Métier Titres et Représentant du Groupe en Espagne et au Portugal
Jean-François GRÉGOIRE	Directeur délégué des Risques du Groupe
Eric GROVEN	Directeur délégué de la Banque de détail Société Générale en France
Alvaro HUETE	Responsable adjoint des activités de Financements et Responsable des activités et de Financement pour le Royaume-Uni
Arnaud JACQUEMIN	Secrétaire général adjoint du Groupe
Jochen JEHMLICH	Chief Executive Officer de GEFA Group et Directeur général adjoint de Société Générale Equipment Finance
William KADOUCH-CHASSAING	Directeur financier délégué et Directeur de la stratégie du Groupe
Jean-Louis KLEIN	Responsable de la clientèle Grandes Entreprises de la Banque de détail Société Générale en France
Slawomir KRUPA	Directeur général de Société Générale Americas
Albert LE DIRAC'H	Président du Directoire de Komerční Banka et Responsable pays pour le Groupe en République tchèque et en Slovaquie
Xavier LOFFICIAL	Directeur de la Transformation, des Processus et Systèmes d'information
Anne MARION-BOUCHACOURT	Responsable Pays Chine pour le Groupe
Mike MASTERSON	Responsable des métiers Location Longue Durée et Gestion de flottes automobiles, ALD Automotive
Laetitia MAUREL	Directrice déléguée de la Communication du Groupe
Alexandre MAYMAT	Responsable de la région Afrique/Asie/Méditerranée et Outre-mer, Banque et Services Financiers Internationaux
Jean-François MAZAUD	Directeur de Société Générale Private Banking et Superviseur de Lyxor
Françoise MERCADAL-DELASALLES	Directrice générale déléguée du Crédit du Nord
Hikaru OGATA	Directeur de Société Générale Région Asie-Pacifique
Dmitry OLYUNIN	Directeur général de Rosbank
Pierre PALMIERI	Directeur des Activités de Financements
Philippe PERRET	Responsable des métiers Assurances
Sylvie PRÉA	Directrice de la Responsabilité Sociale et Environnementale
Bruno PRIGENT	Directeur du Métier Titres
Sylvie RÉMOND	Co-directeur, Relations Clients et Banque d'Investissement
Sadia RICKE	Responsable Pays pour le Groupe au Royaume-Uni et Responsable de la division Relations Clients et Banque d'Investissement au Royaume-Uni
Giovanni-Luca SOMA	Responsable de la région Europe, Banque et Services Financiers Internationaux
Catherine THERY	Directrice de la coordination du contrôle interne et Directrice du Programme « Enterprise Risk Management »
Vincent TRICON	Directeur de la Banque de Financement & d'Investissement pour les PME et ETI clientes de la Banque de détail Société Générale en France
Guido ZOELLER	Responsable Pays Allemagne et Responsable des activités de Banque de Financement et d'Investissement en Allemagne

2.4 Plan préventif de rétablissement et recueil de données pour la résolution – Actualisation de la page 151 du Document de référence 2017

En 2011, les pays du G20 ont adopté les principes décrits par le Conseil de stabilité financière encadrant le développement et le maintien de plans préventifs de rétablissement et de résolution pour les banques mondialement systémiques. La Directive européenne, définissant le dispositif de rétablissement et de résolution commun à l'ensemble de l'Union européenne, a été transposée dans le Code monétaire et financier en août 2015. Fin 2016, la Commission européenne a publié plusieurs projets de textes venant compléter le dispositif en vigueur pour faciliter le renflouement interne, en renforçant l'exigence de dettes éligibles et en créant un nouveau rang de dettes chirographaires (dites non préférées entre les dettes subordonnées éligibles au capital réglementaire et les dettes chirographaires, devenues préférées).

Le plan de rétablissement du Groupe, rédigé par la Banque, renforce la résilience du Groupe en décrivant de façon préventive les dispositions qui lui permettraient de faire face de manière autonome à une crise très sévère. Il comprend l'ensemble des éléments nécessaires à la gestion efficace d'une crise financière grave : vigilance et dispositif d'alerte, dispositif de gestion de crise, communication de crise, liste des options de rétablissement qui permettraient, selon les cas, la restauration d'une situation financière assainie. Le plan de rétablissement est évalué par les autorités de supervision.

Un recueil de données pour le développement du plan de résolution, préparé par la Banque, rassemble les informations utiles à l'autorité de résolution pour lui permettre de concevoir le plan de résolution, comprenant les stratégies et actions devant permettre de préserver les activités essentielles pour l'économie, à commencer par exemple par les dépôts et les moyens de paiement, tout en visant à préserver au mieux la valeur des différentes composantes du Groupe et à limiter les pertes finales supportées par les investisseurs et les actionnaires.

Strictement confidentiels, le plan de rétablissement, le recueil de données pour la résolution et le plan de résolution sont régulièrement enrichis afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation applicable et des travaux des autorités.

En 2017, le Conseil de Résolution Unique a informé la banque que le plan de résolution prévoit l'approche dite du point d'entrée unique comme stratégie de résolution préférée pour le Groupe. Le périmètre des filiales concernées reste à préciser.

3 - Chapitre 4 : Risques et adéquation des fonds propres

3.1 Chiffres clés

	30/06/2017	30/06/2016
Indicateurs		
Exposition totale du Groupe (EAD ^(1,2)) (en Md EUR)	858	886
Proportion de l'exposition EAD Groupe dans des pays industrialisés ^(2,5)	89%	91%
Proportion de l'exposition EAD Corporate ⁽²⁾ sur des contreparties <i>investment grade</i>	64%	63%
Coût du risque en points de base (pb) ⁽³⁾	19	42
Taux brut d'encours douteux (Créances douteuses/Créances brutes)	4,6%	5,1%
Taux brut de couverture des encours douteux (provisions globales/créances douteuses)	62%	64%
VaR annuelle moyenne (M EUR)	Cf. section 3.5	Cf. section 3.6
Ratios réglementaires Bâle 3		
Ratio de solvabilité	17,7%	16,7%
Ratio de liquidité à un mois	123%	148%
Ratio Common Equity Tier 1 Bâle 3 non phasé	11,7%	11,1%
Ratio de levier CRR ⁽⁴⁾	4,2%	3,9%
Ratio réglementaire Bâle 3 phasé		
Ratio Common Equity Tier 1	11,7%	11,5%

(1) Les EAD sont présentées d'après la Directive sur les fonds propres (Capital Requirement Directive – CRD) transposée dans la réglementation française.

(2) Conformément aux changements de présentation et de périmètre intervenus sur les données du 31 décembre 2016 (cf. Document de référence 2017 p.195), les données 30 juin 2016 sont présentées pro forma

(3) Coût du risque semestriel, calculé en rapportant la dotation semestrielle aux provisions sur risques commerciaux à la moyenne des encours de fin de période des deux trimestres précédant la clôture, hors actifs gérés en extinction.

(4) Pro forma sur la base des règles CRR publiées le 26 juin 2013, sans phasage, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des nouvelles règles du calcul du ratio de levier communiquées par le Comité de Bâle en janvier 2014.

(5) Pays entrant dans la liste des « économies avancées » du FMI, avril 2014.

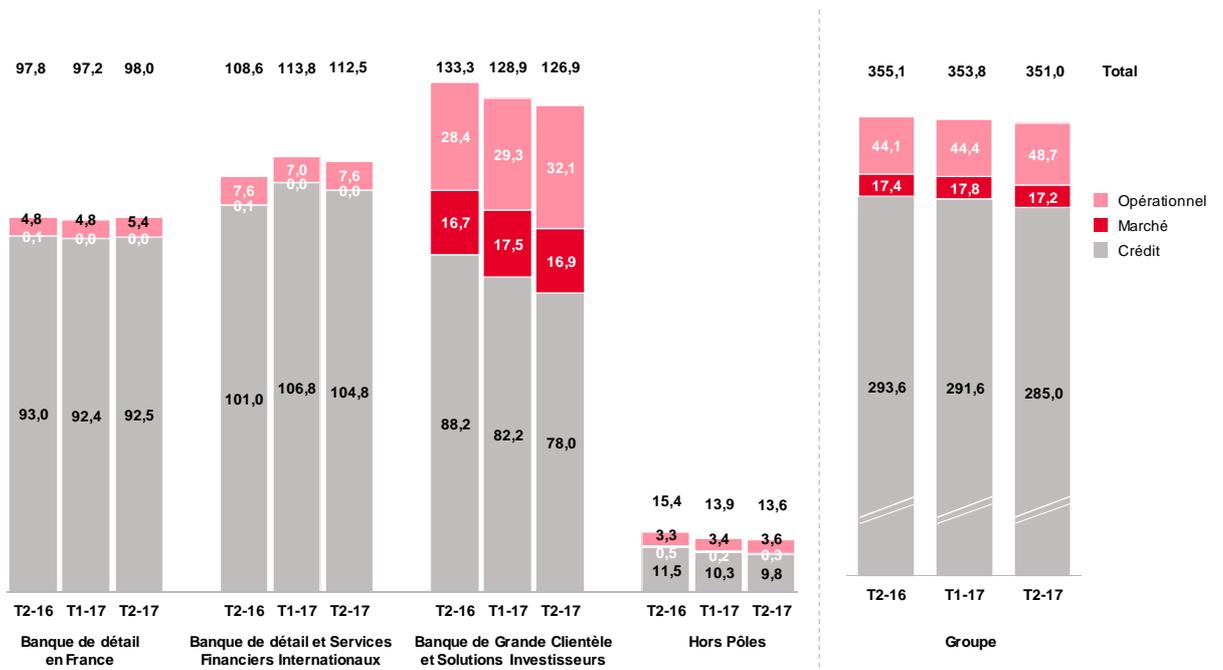
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/01/weodata/weoselagr.aspx>

	31/03/2017	30/06/2016
Sensibilité au risque de taux en % des fonds propres Tier 1*	<1,5%	<1,5%

* Estimation basée sur un scénario de hausse parallèle des taux de 100 pb.

3.1.1 Extrait de la présentation du 2 août 2017 : Résultats du premier semestre 2017 (et annexes) – actualisation de la page 157 du Document de référence 2017

ENCOURS PONDÉRÉS DES RISQUES* (CRR/CRD4, EN MD EUR)



* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu'à leur cession effective

3.2 Ratios réglementaires

RATIOS PRUDENTIELS CRR/CRD4

Ratio Common Equity Tier 1, Tier 1 and Ratio global non phasés		
<i>En Md EUR</i>	30/06/2017	31/12/2016
Capitaux propres part du Groupe	60,1	62,0
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(9,3)	(10,7)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,3)	(0,3)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(1,0)	(1,9)
Écarts d'acquisition et incorporels	(6,4)	(6,3)
Participations ne donnant pas le contrôle	3,4	2,6
Déductions et retraitements prudentiels**	(5,5)	(4,4)
Fonds propres Common Equity Tier 1	41,0	40,9
Fonds propres additionnels de catégorie 1	9,4	10,6
Fonds propres Tier 1	50,5	51,5
Fonds propres Tier 2	11,6	12,0
Fonds propres globaux (Tier 1 + Tier 2)	62,1	63,6
Encours pondérés	351	355
Ratio Common Equity Tier 1	11,7%	11,5%
Ratio Tier 1	14,4%	14,5%
Ratio global	17,7%	17,9%

Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Voir notes méthodologiques

* Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI

** Déductions sans phasage

RATIO DE LEVIER CRR

Ratio de levier CRR ⁽¹⁾ non phasé		
<i>En Md EUR</i>	30/06/2017	31/12/2016
Fonds propres Tier 1	50,5	51,5
Total bilan prudentiel (2)	1 217	1 270
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	(88)	(112)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(21)	(22)
Hors bilan (engagements de financement et garanties)	96	91
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier 1)	(11)	(10)
Exposition Levier	1 193	1 217
Ratio de levier CRR	4,2%	4,2%

(1) Sans phasage sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué). Voir notes méthodologiques

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance)

* Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

3.2.1 Rapprochement du bilan consolidé et du bilan comptable sous le périmètre prudentiel – actualisation des pages 171 et 172 du Document de référence 2017

ACTIF au 30.06.2017 (en M EUR)	Bilan consolidé	Retraitements liés aux assurances ⁽¹⁾	Autres Retraitements liés aux méthodes consolidation	Bilan comptable sous périmètre prudentiel
Caisse et banques centrales	112 396	0	0	112 396
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	484 746	- 42 817	0	441 929
Instruments dérivés de couverture	15 074	- 401	0	14 673
Actifs financiers disponibles à la vente	142 422	- 83 309	0	59 113
Prêts et créances sur les établissements de crédit	59 110	- 7 572	144	51 682
<i>dont prêts subordonnés bancaires</i>	142	0	0	142
Prêt et créances sur la clientèle	389 657	1 111	176	390 944
Opérations de location financement et assimilées	28 505	0	0	28 505
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	915	0	0	915
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	3 694	0	0	3 694
Actifs d'impôts	6 380	- 108	0	6 272
<i>dont actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles</i>	1 661	0	784	2 445
<i>dont actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles</i>	3 706	0	- 846	2 860
Autres actifs	78 883	- 2 602	80	76 361
<i>dont actifs de fonds de pension à prestations définies</i>	82	0	0	82
Actifs non courants destinés à être cédés	114	0	27	141
Participations dans les entreprises mises en équivalence	729	3 684	- 62	4 351
Immobilisations corporelles et incorporelles	22 737	- 775	0	21 962
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	1 833	0	- 130	1 703
Ecart d'acquisition	4 860	- 325	0	4 535
Total ACTIF	1 350 222	- 133 114	365	1 217 473

(1) Retraitement des filiales exclues du périmètre prudentiel et réintégration des opérations intra-groupe liées à ses filiales.

PASSIF au 30.06.2017 (en M EUR)	Bilan consolidé	Retraitements liés aux assurances ⁽¹⁾	Retraitements liés aux méthodes consolidation	Bilan comptable sous périmètre prudentiel
Banques centrales	7 339	0	0	7 339
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	427 325	1 340	0	428 665
Instruments dérivés de couverture	7 539	12	0	7 551
Dettes envers les établissements de crédit	82 907	- 3 056	30	79 881
Dettes envers la clientèle	406 189	1 834	126	408 149
Dettes représentées par un titre	105 292	2 322	0	107 614
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 882	0	0	6 882
Passifs d'impôts	1 607	- 235	1	1 373
Autres Passifs	92 665	- 5 725	181	87 121
Dettes liées aux Passifs non courants destinés à être cédés	0	0	27	27
Provisions techniques des entreprises d'assurance	128 781	- 128 781	0	0
Provisions	5 323	- 15	0	5 308
Dettes subordonnées	13 876	220	0	14 096
<i>dont titres subordonnés remboursables y compris réévaluation des éléments couverts</i>	13 360	208	0	13 568
Total des dettes	1 285 725	- 132 084	365	1 154 006
CAPITAUX PROPRES				
Capitaux propres part du groupe	60 111	- 203	0	59 908
<i>dont capital et réserves liées</i>	19 987	0	0	19 987
<i>dont autres instruments de capitaux propres</i>	9 028	0	0	9 028
<i>dont bénéfices non distribués</i>	5 658	0	0	5 658
<i>dont autres éléments du résultat global accumulés (Y-compris gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)</i>	23 634		0	23 634
<i>dont résultat de l'exercice</i>	1 805	- 203	0	1 602
Participations ne donnant pas le contrôle	4 386	- 826	0	3 560
Total capitaux propres	64 497	- 1 030	0	63 467
TOTAL PASSIF	1 350 222	- 133 114	365	1 217 473

(1) Retraitement des filiales exclues du périmètre prudentiel et réintégration des opérations intra-groupe liées à ses filiales.

3.2.2 Filiales exclues du périmètre prudentiel – Actualisation du Tableau 3 en page 173 du Document de référence 2017

Société	Activité	Pays
Antarius	Assurance	France
ALD RE Designated Activity Company	Assurance	Irlande
Catalyst RE International LTD	Assurance	Bermudes
Société Générale Strakhovanie Zhizni LLC	Assurance	Russie
Sogelife	Assurance	Luxembourg
Genecar - Société Générale de Courtage d'Assurance et de Réassurance	Assurance	France
Inora Life LTD	Assurance	Irlande
SG Strakhovanie LLC	Assurance	Russie
Sogecap	Assurance	France
Komerčni Pojstovna A.S.	Assurance	République tchèque
La Marocaine Vie	Assurance	Maroc
Oradea Vie	Assurance	France
Société Générale RE SA	Assurance	Luxembourg
Sogessur	Assurance	France
Société Générale Life Insurance Broker SA	Assurance	Luxembourg
SG Reinsurance Intermediary Brokerage, LLC	Assurance	USA
La Banque Postale Financement	Banque	France
SG Banque au Liban	Banque	Liban

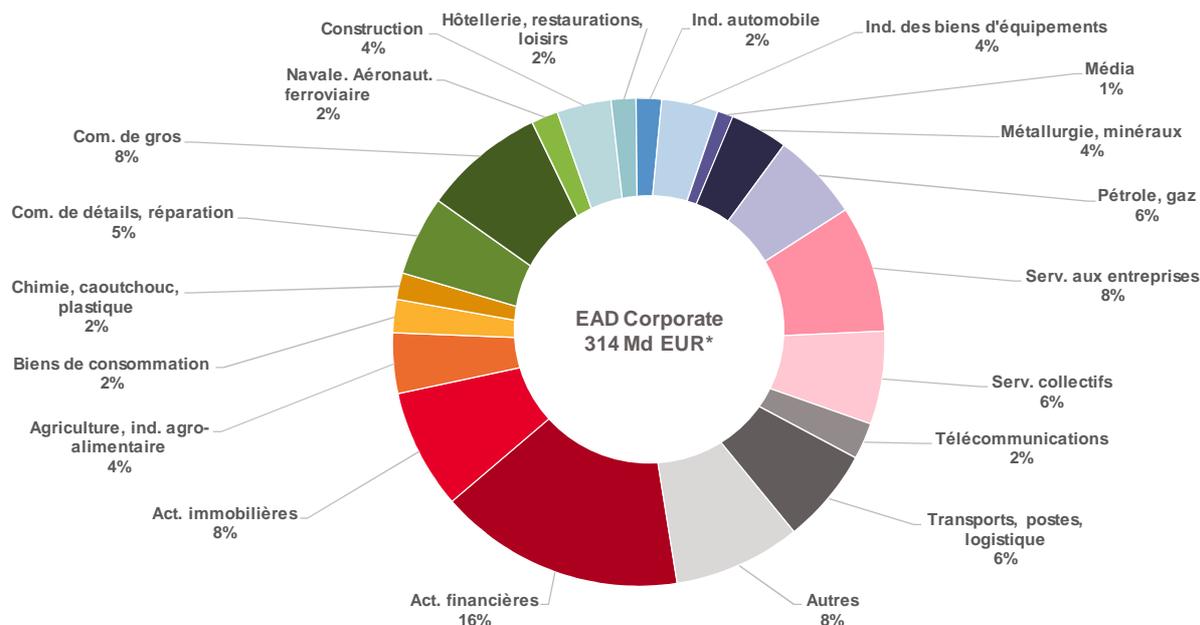
3.2.3 Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 169 à 180 du Document de référence 2017

Au cours du premier semestre 2017, Société Générale a émis un équivalent de 510 M EUR d'émissions subordonnées Tier 2.

Le Groupe a également procédé au remboursement à première date de call de deux émissions Additional Tier 1 mises en place en avril 2007 pour un montant résiduel global de 871 M USD et au remboursement à maturité de deux émissions Tier 2 (montants résiduels de 112 M EUR mis en place en février 2005 et de 90 M EUR mis en place en mai 2005).

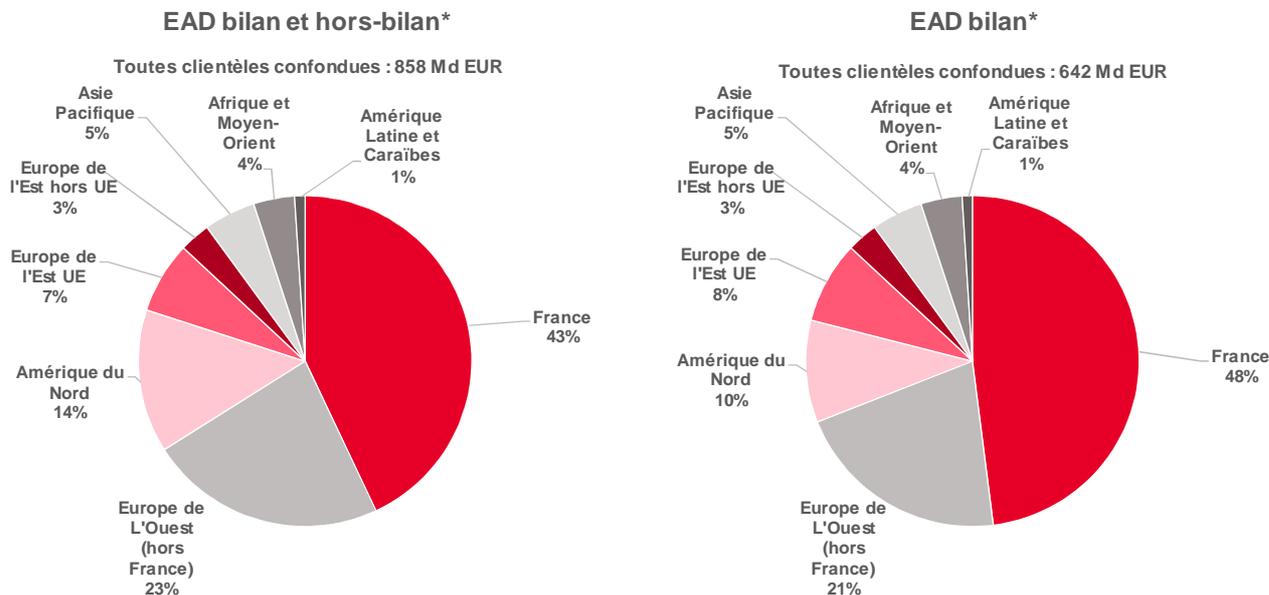
3.3 Risques de crédit – actualisation des pages 195-196 du Document de référence 2017

VENTILATION DES ENGAGEMENTS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU 30.06.2017



* EAD du portefeuille entreprises au sens bâlois (grandes entreprises y compris compagnies d'assurance, fonds et hedge funds, PME, financements spécialisés, activités d'affacturage). Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement)

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU 30.06.2017



* Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement pour tous portefeuilles)

3.4 Couverture des encours douteux - actualisation de la page 202 du Document de référence 2017

ENCOURS DOUTEUX BRUTS

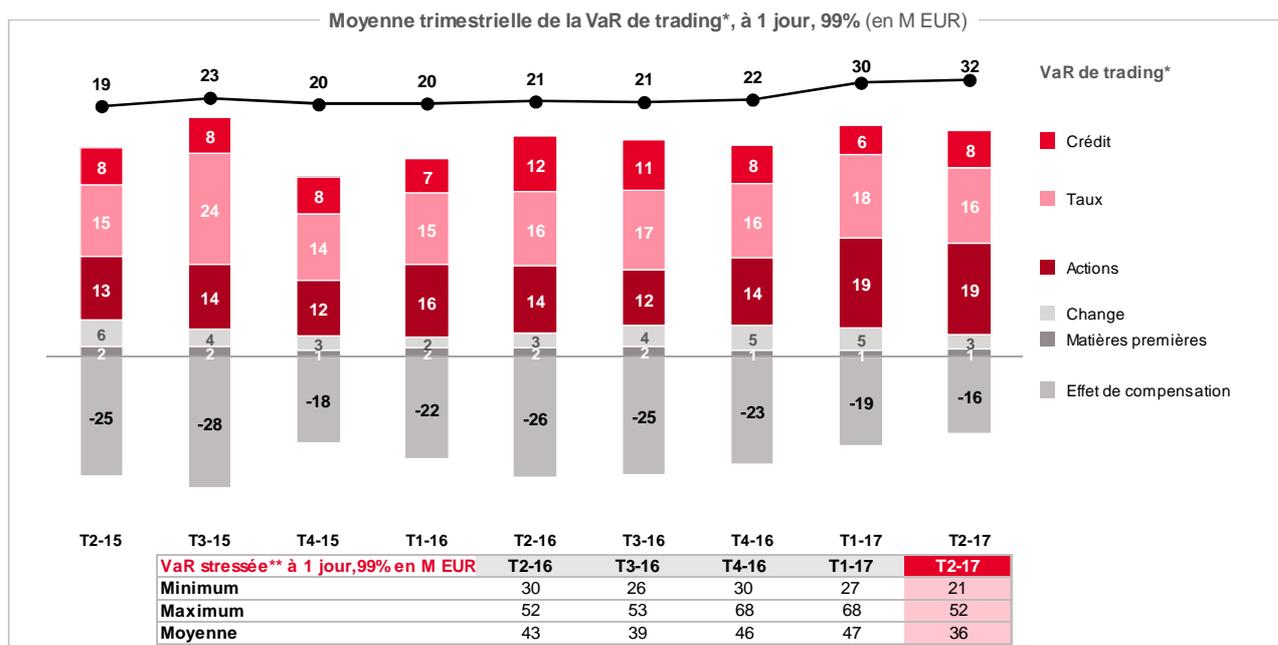
En Md EUR	30/06/2017	31/03/2017	30/06/2016
Créances brutes*	475,6	483,1	486,5
Créances douteuses*	22,0	23,3	24,7
Taux brut Groupe d'encours douteux*	4,6%	4,8%	5,1%
Provisions spécifiques*	12,1	13,5	14,3
Provisions base portefeuille*	1,4	1,5	1,5
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux* (Provisions globales / Créances douteuses)	62%	65%	64%

* Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés
Voir : notes méthodologiques

3.5 Evolution de la VaR de trading - actualisation des pages 206 à 209 du Document de référence 2017

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros.

ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING* ET DE LA VAR STRESSÉE



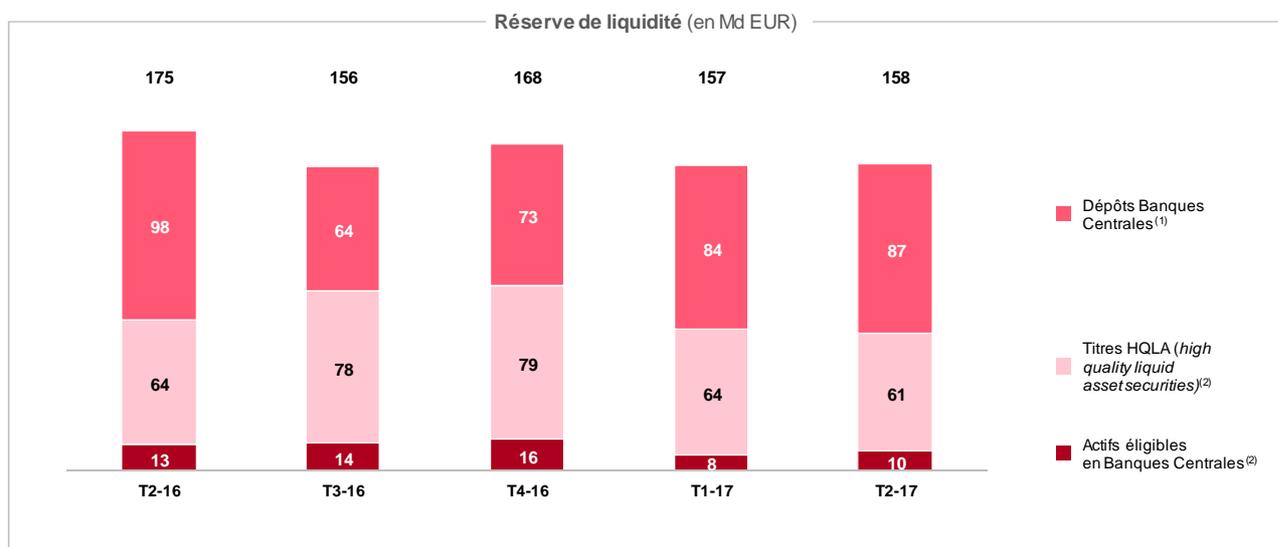
* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables

** VaR Stressée : approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99 %), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives, plutôt qu'une période glissante d'un an

Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traitées prudemment en banking book.

3.6 Risques de liquidité

3.6.1 Réserve de liquidité – actualisation de la page 227 du Document de référence 2017



Liquidity Coverage Ratio à 115% en moyenne au T2-17

- (1) Hors réserves obligatoires
(2) Disponibles, valorisés après décote

3.6.2 Bilan échéancé – actualisation des pages 228 à 231 du Document de référence 2017

PASSIFS FINANCIERS

30.06.2017

(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Banques centrales		7 335	3	1		7 339
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Note 3.1	230 525	7 964	7 743	16 157	262 389
Dettes envers les établissements de crédit	Note 3.6	50 793	9 735	20 303	2 076	82 907
Dettes envers la clientèle	Note 3.6	324 843	28 816	28 109	24 421	406 189
Dettes représentées par un titre	Note 3.6	31942	21700	36 509	15 141	105 292
Dettes subordonnées	Note 3.9	291	89	2 265	11231	13 876

ACTIFS FINANCIERS

30.06.2017

(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Caisse et banques centrales		110 084	710	1 157	445	112 396
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Note 3.1	325 275	2 152			327 427
Actifs financiers disponibles à la vente	Note 3.3	130 975	9 573		1874	142 422
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 3.5	51885	1428	4 807	990	59 110
Prêts et créances sur la clientèle	Note 3.5	94 417	56 437	147 757	91046	389 657
Opérations de location financement et assimilées	Note 3.5	2 665	5 703	15 421	4 716	28 505

AUTRES PASSIFS

30.06.2017

(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	Non échéancé	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 882					6 882
Passifs d'impôts	Note 6				1095	512	1607
Autres passifs	Note 4.4		92 665				92 665
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5						0
Provisions techniques des entreprises d'assurance	Note 4.3		14 125	8 546	33 403	72 707	128 781
Provisions	Note 8.3	5 323					5 323
Capitaux propres		60 111					60 111

AUTRES ACTIFS

30.06.2017

(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	Non échéancé	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		915					915
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Note 3.9					3 694	3 694
Actifs d'impôts	Note 6	6 380					6 380
Autres actifs	Note 4.4		78 883				78 883
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5		106	8			114
Participations dans les entreprises mises en équivalence						729	729
Immobilisations corporelles et incorporelles	Note 8.4					22 737	22 737
Écarts d'acquisition	Note 2.2					4 860	4 860

3.7 Risques et litiges - actualisation des pages 423 à 426 du Document de référence 2017

Les informations relatives aux risques et litiges sont présentés dans la Note annexe 9 aux États Financiers Consolidés p. 112 à 114.

4 - Chapitre 6 : Etats financiers

4.1 Etats financiers au 30 juin 2017

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF

BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

2. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 - PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 2 - CONSOLIDATION

NOTE 2.1 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

NOTE 2.2 - ÉCARTS D'ACQUISITION

NOTE 3 - INSTRUMENTS FINANCIERS

NOTE 3.1 - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

NOTE 3.2 - INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

NOTE 3.3 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

NOTE 3.4 - JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS EN JUSTE VALEUR

NOTE 3.5 - PRÊTS ET CRÉANCES

NOTE 3.6 - DETTES

NOTE 3.7 - PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

NOTE 3.8 - DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

NOTE 3.9 - JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

NOTE 4 - AUTRES ACTIVITÉS

NOTE 4.1 - PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

NOTE 4.2 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

NOTE 4.3 - AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

NOTE 5 - CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

NOTE 6 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

NOTE 7 - CAPITAUX PROPRES

NOTE 7.1 - ACTIONS PROPRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS

NOTE 7.2 - RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

NOTE 8 - AUTRES INFORMATIONS

NOTE 8.1 - INFORMATION SECTORIELLE

NOTE 8.2 - AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS

NOTE 8.3 - PROVISIONS

NOTE 9 - INFORMATION SUR LES RISQUES ET LITIGES

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF

<i>(En M EUR)</i>		30.06.2017	31.12.2016
Caisse et banques centrales		112 396	96 186
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Notes 3.1, 3.2 et 3.4	484 746	514 715
Instruments dérivés de couverture	Note 3.2	15 074	18 100
Actifs financiers disponibles à la vente	Notes 3.3 et 3.4	142 422	139 404
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Notes 3.5 et 3.9	59 110	59 502
Prêts et créances sur la clientèle	Notes 3.5 et 3.9	418 162	426 501
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		915	1 078
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Note 3.9	3 694	3 912
Actifs d'impôts		6 380	6 421
Autres actifs	Note 4.3	78 883	84 756
Actifs non courants destinés à être cédés		114	4 252
Participations dans les entreprises mises en équivalence		729	1 096
Immobilisations corporelles et incorporelles		22 737	21 783
Écarts d'acquisition	Note 2.2	4 860	4 535
Total		1 350 222	1 382 241

BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF

<i>(En M EUR)</i>		30.06.2017	31.12.2016
Banques centrales		7 339	5 238
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Notes 3.1, 3.2 et 3.4	427 325	455 620
Instruments dérivés de couverture	Note 3.2	7 539	9 594
Dettes envers les établissements de crédit	Notes 3.6 et 3.9	82 907	82 584
Dettes envers la clientèle	Notes 3.6 et 3.9	406 189	421 002
Dettes représentées par un titre	Notes 3.6 et 3.9	105 292	102 202
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 882	8 460
Passifs d'impôts		1 607	1 444
Autres passifs	Note 4.3	92 665	94 212
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	3 612
Provisions techniques des entreprises d'assurance	Note 8.3	128 781	112 777
Provisions	Note 8.3	5 323	5 687
Dettes subordonnées		13 876	14 103
Total dettes		1 285 725	1 316 535
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres part du Groupe			
Capital et réserves liées		30 035	30 596
Réserves consolidées		28 097	25 813
Résultat de l'exercice		1 805	3 874
Sous-total		59 937	60 283
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		174	1 670
Sous-total capitaux propres part du Groupe		60 111	61 953
Participations ne donnant pas le contrôle		4 386	3 753
Total capitaux propres		64 497	65 706
Total		1 350 222	1 382 241

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(En M EUR)</i>		1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016 *
Intérêts et produits assimilés	Note 3.7	12 125	24 660	12 442
Intérêts et charges assimilées	Note 3.7	(6 870)	(15 193)	(7 517)
Commissions (produits)	Note 4.1	5 338	10 116	5 114
Commissions (charges)	Note 4.1	(1 885)	(3 417)	(1 764)
Résultat net des opérations financières*		3 037	7 143	3 819
<i>Dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*</i>	Note 3.1	2 669	5 759	2 904
<i>Dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	Note 3.3	368	1 384	915
Produits des autres activités*	Note 4.2	12 298	20 780	10 592
Charges des autres activités*	Note 4.2	(12 370)	(18 791)	(9 527)
Produit net bancaire		11 673	25 298	13 159
Frais de personnel	Note 5	(4 742)	(9 455)	(4 688)
Autres frais administratifs	Note 8.2	(3 590)	(6 423)	(3 259)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(481)	(939)	(456)
Résultat brut d'exploitation		2 860	8 481	4 756
Coût du risque	Note 3.8	(368)	(2 091)	(1 188)
Résultat d'exploitation		2 492	6 390	3 568
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		50	129	68
Gains ou pertes nets sur autres actifs		245	(212)	(12)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		1	-	-
Résultat avant impôts		2 788	6 307	3 624
Impôts sur les bénéfices	Note 6	(691)	(1 969)	(1 011)
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 097	4 338	2 613
Participations ne donnant pas le contrôle		292	464	228
Résultat net part du Groupe		1 805	3 874	2 385
Résultat par action	Note 7.2	1,94	4,26	2,71
Résultat dilué par action	Note 7.2	1,94	4,26	2,71

* Montants retraités par rapport aux états financiers semestriels publiés en 2016, à la suite d'une modification de la présentation des activités sur matières premières (cf. Note 4.2).

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En M EUR)	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Résultat net	2 097	4 338	2 613
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	(1 525)	50	(675)
Ecart de conversion ⁽¹⁾	(1 339)	389	(478)
Actifs financiers disponibles à la vente	(146)	(321)	(203)
<i>Ecart de réévaluation de la période</i>	10	661	566
<i>Reclassement en résultat</i>	(156)	(982)	(769)
Instruments dérivés de couverture	(43)	(6)	75
<i>Ecart de réévaluation de la période</i>	(39)	1	77
<i>Reclassement en résultat</i>	(4)	(7)	(2)
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres qui seront reclassés ultérieurement en résultat	(20)	-	(1)
Impôts sur éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	23	(12)	(68)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	39	(64)	(231)
Ecart actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	57	(54)	(343)
Impôts sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	(18)	(10)	112
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 486)	(14)	(906)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	611	4 324	1 707
<i>Dont part du Groupe</i>	347	3 891	1 526
<i>Dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	264	433	181

(1) La variation de l'écart de conversion s'élève à -1 339 millions d'euros et se compose de :

- -1 324 millions d'euros de variation de l'écart de conversion en part du Groupe, qui s'explique principalement par la dépréciation du dollar américain pour -1 173 millions d'euros et de la livre sterling pour -37 millions d'euros face à l'euro;
- -15 millions d'euros de variation de l'écart de conversion dans les participations ne donnant pas le contrôle.

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(En M EUR)	Capital et réserves liées				Total	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice part du Groupe
	Capital souscrit	Primes et réserves liées	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres			
Capitaux propres au 1er janvier 2016	1 008	20 206	(449)	8 772	29 537	27 906	-
Augmentation de capital	1	-			1	(1)	
Elimination des titres auto-détenus			50		50	(29)	
Emissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres				(356)	(356)	130	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		33			33		
Distribution 1er semestre 2016					-	(1 921)	
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					-	5	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	1	33	50	(356)	(272)	(1 816)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-	(231)	
Autres variations					-	-	
Résultat 1er semestre 2016					-	-	2 385
Sous-total	-	-	-	-	-	(231)	2 385
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence					-	-	
Capitaux propres au 30 juin 2016	1 009	20 239	(399)	8 416	29 265	25 859	2 385
Augmentation de capital	1	6			7	(1)	
Elimination des titres auto-détenus			28		28	9	
Emissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres				1 264	1 264	121	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		32			32		
Distribution 2ème semestre 2016					-	(368)	
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					-	18	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	1	38	28	1 264	1 331	(221)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-	172	
Autres variations					-	3	
Résultat 2ème semestre 2016					-	-	1 489
Sous-total	-	-	-	-	-	175	1 489
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence					-	-	
Capitaux propres au 31 décembre 2016	1 010	20 277	(371)	9 680	30 596	25 813	3 874
Affectation du résultat						3 874	(3 874)
Capitaux propres au 1er janvier 2017	1 010	20 277	(371)	9 680	30 596	29 687	-
Augmentation de capital (cf. Note 7.1)	-	-			-	-	
Elimination des titres auto-détenus (cf. Note 7.1)			66		66	(22)	
Emissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres (cf. Note 7.1)				(651)	(651)	67	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		24			24		
Distribution 1er semestre 2017 (cf. Note 7.2)					-	(2 118)	
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					-	447	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	24	66	(651)	(561)	(1 626)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-	38	
Autres variations					-	(2)	
Résultat 1er semestre 2017					-	-	1 805
Sous-total	-	-	-	-	-	36	1 805
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence					-	-	
Capitaux propres au 30 juin 2017	1 010	20 301	(305)	9 029	30 035	28 097	1 805

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres qui seront reclassés ultérieurement en résultat (nets d'impôts)

Ecarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Total	Participations ne donnant pas le contrôle				Total capitaux propres consolidés	
				Capitaux propres part du Groupe	Capital et réserves	Autres instruments de capitaux propres émis par les filiales	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
12	1 495	87	1 594	59 037	2 779	800	59	3 638	62 675
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	21	-	-	-	-	21
-	-	-	-	(226)	-	-	-	-	(226)
-	-	-	-	33	-	-	-	-	33
-	-	-	-	(1 921)	(276)	-	-	(276)	(2 197)
-	-	-	-	5	(5)	-	-	(5)	-
-	-	-	-	(2 088)	(281)	-	-	(281)	(2 369)
(460)	(263)	96	(627)	(858)	-	-	(47)	(47)	(905)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	2 385	228	-	-	228	2 613
(460)	(263)	96	(627)	1 527	228	-	(47)	181	1 708
-	(1)	-	(1)	(1)	-	-	-	-	(1)
(448)	1 231	183	966	58 475	2 726	800	12	3 538	62 013
-	-	-	-	6	-	-	-	-	6
-	-	-	-	37	-	-	-	-	37
-	-	-	-	1 385	-	-	-	-	1 385
-	-	-	-	32	-	-	-	-	32
-	-	-	-	(368)	(15)	-	-	(15)	(383)
-	-	-	-	18	(26)	-	-	(26)	(8)
-	-	-	-	1 110	(41)	-	-	(41)	1 069
845	(34)	(108)	703	875	(5)	-	21	16	891
-	-	-	-	3	4	-	-	4	7
-	-	-	-	1 489	236	-	-	236	1 725
845	(34)	(108)	703	2 367	235	-	21	256	2 623
-	2	(1)	1	1	-	-	-	-	(1)
397	1 199	74	1 670	61 953	2 920	800	33	3 753	65 706
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
397	1 199	74	1 670	61 953	2 920	800	33	3 753	65 706
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	44	-	-	-	-	44
-	-	-	-	(584)	-	-	-	-	(584)
-	-	-	-	24	-	-	-	-	24
-	-	-	-	(2 118)	(271)	-	-	(271)	(2 389)
-	-	-	-	447	640	-	-	640	1 087
-	-	-	-	(2 187)	369	-	-	369	(1 818)
(1 324)	(133)	(26)	(1 483)	(1 445)	-	-	(28)	(28)	(1 473)
-	-	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)
-	-	-	-	1 805	292	-	-	292	2 097
(1 324)	(133)	(26)	(1 483)	358	292	-	(28)	264	622
-	(14)	1	(13)	(13)	-	-	-	-	(13)
(927)	1 052	49	174	60 111	3 581	800	5	4 386	64 497

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
<i>(En M EUR)</i>			
Résultat net (I)	2 097	4 338	2 613
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations simples)	2 051	3 876	1 882
Dotations nettes aux provisions	(1 299)	4 238	3 416
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	(50)	(129)	(68)
Variation des impôts différés	15	655	286
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	(51)	(716)	(698)
Autres mouvements	3 095	3 201	(651)
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	3 761	11 125	4 167
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(2 669)	(5 760)	(2 905)
Opérations interbancaires	1 397	(1 020)	6 329
Opérations avec la clientèle	(8 268)	20 672	4 158
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	24 774	(4 247)	16 217
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	(907)	(2 378)	3 382
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (III)	14 327	7 267	27 181
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (A) = (I) + (II) + (III)	20 185	22 730	33 961
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	(526)	1 294	1 053
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 676)	(5 531)	(2 110)
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (B)	(2 202)	(4 237)	(1 057)
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	(3 172)	(1 357)	(2 404)
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	(145)	1 306	322
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (C)	(3 317)	(51)	(2 082)
FLUX NET DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A) + (B) + (C)	14 666	18 442	30 822
Caisse et banques centrales (actif)	96 186	78 565	78 565
Banques centrales (passif)	(5 238)	(6 951)	(6 951)
Comptes et prêts à vue avec les établissements de crédit (cf. Note 3.5)	24 639	26 113	26 113
Comptes et emprunts à vue avec les établissements de crédit (cf. Note 3.6)	(14 337)	(14 920)	(14 920)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	101 250	82 808	82 808
Caisse et banques centrales (actif)	112 396	96 186	105 887
Banques centrales (passif)	(7 339)	(5 238)	(8 155)
Comptes et prêts à vue avec les établissements de crédit (cf. Note 3.5)	24 624	24 639	42 080
Comptes et emprunts à vue avec les établissements de crédit (cf. Note 3.6)	(13 765)	(14 337)	(26 182)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	115 916	101 250	113 630
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	14 666	18 442	30 822

2. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 - PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

1. INTRODUCTION



RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Société Générale (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2017 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ».

Ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2016.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.



PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des normes comptables, dans sa recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013.

Les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2017. Les informations présentées dans ces notes annexes se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.



MONNAIE DE PRÉSENTATION

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2. NORMES COMPTABLES APPLIQUÉES PAR LE GROUPE

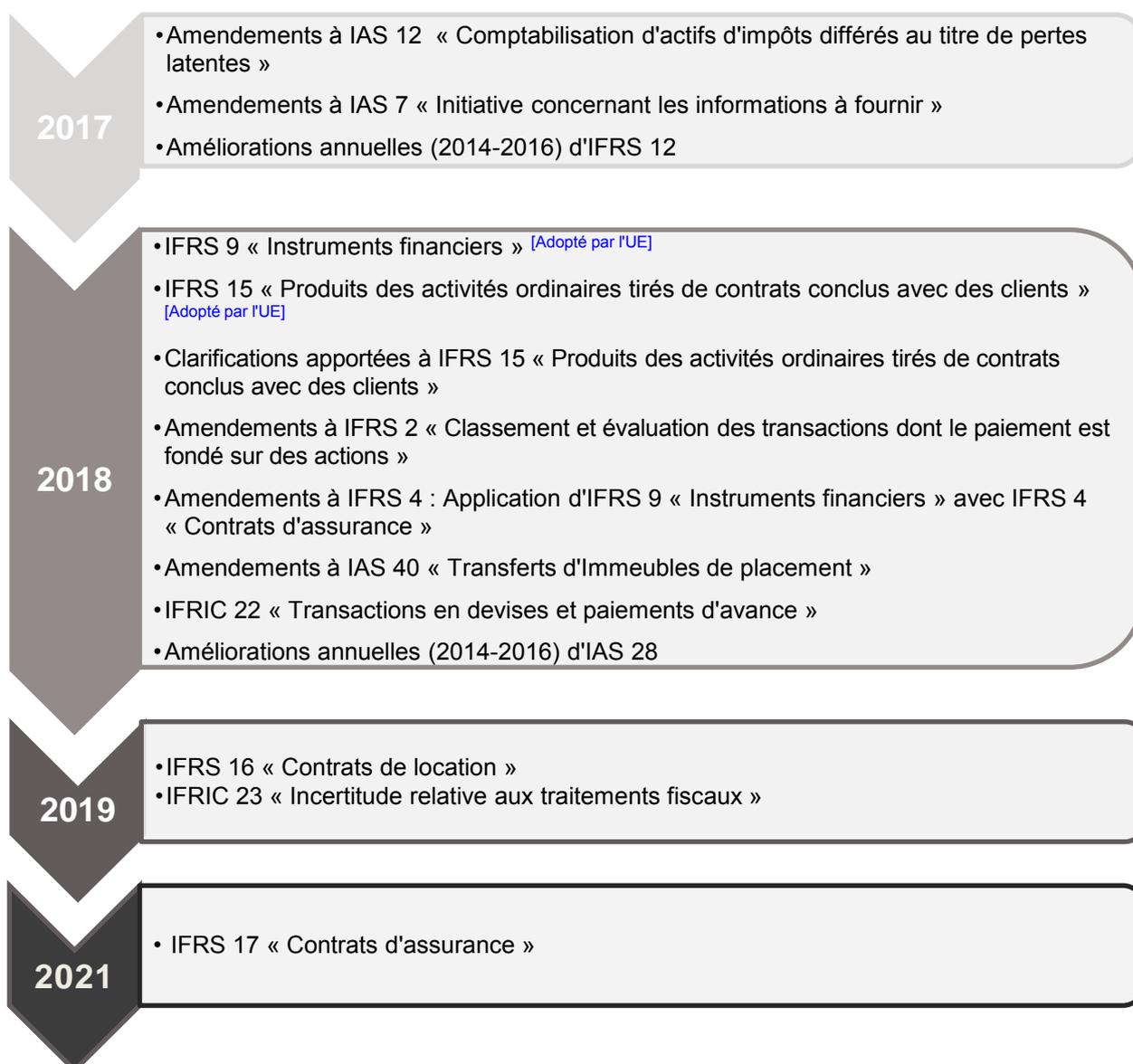
Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et détaillés dans les notes annexes aux états financiers consolidés de l'exercice 2016.

Au 30 juin 2017, aucune nouvelle norme adoptée par l'Union européenne n'est applicable.

3. NORMES COMPTABLES, AMENDEMENTS OU INTERPRÉTATIONS QUE LE GROUPE APPLIQUERA DANS LE FUTUR

L'IASB a publié des normes, interprétations et amendements qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2017. Figurent parmi eux des amendements et améliorations dont la première application avait été fixée par l'IASB au 1^{er} janvier 2017. En cas d'adoption par l'Union européenne avant la fin de l'année 2017, ils pourraient être appliqués par le Groupe dans ses comptes consolidés annuels. Sinon, ils entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Ils ne sont donc pas appliqués par le Groupe au 30 juin 2017.

Le calendrier prévisionnel d'application de ces normes est le suivant :



NORMES COMPTABLES ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS »

Adoptée le 22 novembre 2016 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018

La norme IFRS 9 constitue une refonte de la norme IAS 39. IFRS 9 définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparé est en cours d'étude par l'IASB.



Classement et évaluation

Une approche unique, pour les actifs financiers, fondée sur les caractéristiques des flux contractuels et le mode de gestion de l'instrument.

Risque de crédit

Un modèle de dépréciation plus anticipateur fondé sur les pertes attendues.

Comptabilité de couverture (modèle général)

Un modèle amélioré pour mieux traduire la gestion des risques ; mais une possibilité, retenue par le Groupe, de continuer à appliquer les dispositions d'IAS 39 pour la comptabilité de couverture.

Opérations de macro-couverture

Hors périmètre d'IFRS 9 (projet de norme distinct).

L'application des nouvelles règles sur le classement et l'évaluation des instruments financiers et sur le risque de crédit, à compter du 1^{er} janvier 2018, est rétrospective ; l'incidence des changements induits par rapport à l'application de la norme IAS 39 jusqu'au 31 décembre 2017 sera enregistrée dans les capitaux propres du bilan d'ouverture de l'exercice 2018. Le Groupe envisage la possibilité, offerte par les dispositions transitoires de la norme, de ne pas retraiter les chiffres des exercices antérieurs présentés à titre de comparatifs.

Par ailleurs, la norme IFRS 9 offre la possibilité d'appliquer par anticipation la comptabilisation directe en capitaux propres des écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sur les passifs financiers que l'entité a choisi d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur). Au 30 juin 2017, le Groupe n'a pas anticipé l'application de ce traitement.

Le 21 avril 2017, l'IASB a publié un exposé-sondage proposant un amendement limité à IFRS 9 portant sur le classement des prêts assortis d'une clause de remboursement anticipé à la main de l'emprunteur pouvant conduire le prêteur à percevoir un remboursement comprenant une indemnité de remboursement anticipé négative. Le Groupe suit attentivement les travaux et propositions de l'IASB pour en mesurer les conséquences éventuelles sur le futur classement comptable de ses actifs financiers sous IFRS 9. Un amendement finalisé pourrait être publié par l'IASB en octobre 2017 et pourrait alors être applicable de manière anticipée à compter du 1^{er} janvier 2018 sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

ORGANISATION DU PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE LA NORME IFRS 9

Le Groupe a initié dès 2013 des travaux préliminaires pour appréhender les conséquences potentielles de la mise en œuvre de la future norme IFRS 9. Dès la publication de cette dernière en juillet 2014, le Groupe a doté ses filières Risques et Finance d'une organisation spécifique pour conduire les travaux nécessaires à sa mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sous la coordination des instances de gouvernance mises en place, le Groupe a poursuivi, au cours du premier semestre 2017, les travaux d'adaptation de ses systèmes d'information et de ses processus.

Le Groupe a notamment complété la documentation des analyses précédemment réalisées pour déterminer le classement et le mode d'évaluation de ses actifs financiers au regard des dispositions de la

norme IFRS 9. Ces travaux seront finalisés au cours du second semestre 2017 pour tenir compte des éventuelles conséquences de l'amendement à IFRS 9 en cours d'élaboration par l'IASB.

Concernant le risque de crédit, le Groupe a construit depuis 2015 un cadre méthodologique définissant les règles d'appréciation de la dégradation du risque de crédit et de détermination des pertes attendues à un an et à maturité en intégrant des projections macro-économiques pour tenir compte du cycle de crédit. Les travaux de calibrage et de validation de ce cadre ont débuté en 2016 dans plusieurs domaines :

- déploiement du cadre méthodologique sur tous les portefeuilles du Groupe,
- réalisation de développements informatiques pour en permettre l'homologation en 2017,
- description des processus organisationnels, y compris les étapes de gouvernance opérationnelle.

L'application de la norme IFRS 9 ne modifierait pas la définition du défaut actuellement retenue par le Groupe pour apprécier l'existence d'une indication objective de dépréciation d'un actif financier.

Les dépréciations sur groupes d'actifs homogènes vont en revanche disparaître au profit de dépréciations calculées à hauteur des pertes attendues à un an ou à terminaison :

- les encours sur des contreparties dont la situation financière s'est fragilisée depuis la comptabilisation initiale de ces actifs financiers sans qu'une indication objective de dépréciation ait encore été identifiée au niveau individuel (encours sensibles) seront probablement inclus dans la catégorie des encours de l'étape 2 dont les dépréciations seront calculées à hauteur des pertes attendues à terminaison.
- les encours sur des contreparties relevant de secteurs économiques considérés comme étant en crise suite à la survenance d'événements générateurs de pertes ou des encours sur des secteurs géographiques ou des pays sur lesquels une dégradation du risque de crédit a été constatée seront répartis entre les catégories d'encours des étapes 1 (dépréciations calculées à hauteur des pertes attendues à un an) ou 2 (dépréciations calculées à hauteur des pertes attendues à terminaison) en fonction de leur risque individuel de crédit et en tenant compte de la dégradation du secteur ou du pays depuis la dernière date d'arrêt.

Sur le premier semestre 2017, et conformément au planning du projet, les travaux méthodologiques se sont poursuivis. Les enjeux méthodologiques les plus critiques qui ont été abordés ont concerné la prise en compte, dans le calcul des pertes attendues à terminaison, des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents. Ces travaux ont ainsi porté sur l'identification des variables macro-économiques, la construction de plusieurs scénarii macro-économiques et la définition des probabilités d'occurrence de ces derniers. Durant ce semestre, le Groupe a également entrepris des travaux visant à mieux contrôler la procyclicité intrinsèque du modèle de provisionnement IFRS 9 ainsi que des travaux sur les backtests. Par ailleurs, une gouvernance a été définie pour la mise à jour des modèles et des scénarii macro-économiques probabilisés qui respecte les contraintes des calendriers de clôture comptable.

Au cours du deuxième semestre 2017, le Groupe finalisera sa préparation avec notamment :

- des travaux de calibrage et de validation afin de préparer le bilan d'ouverture de l'exercice 2018,
- la réalisation des derniers développements et tests sur les calculateurs et les processus de collecte des données pour une mise en exploitation à la fin de l'année,
- la documentation de la gouvernance du processus de traitement comptable du risque de crédit.

Entamés en 2016, les travaux de développement des systèmes d'information et des processus et *reportings* de consolidation se sont poursuivis en 2017.

Le Groupe a également procédé au premier semestre à un exercice d'essai à blanc (« *dry run* ») et prépare une répétition générale qui se déroulera au second semestre. Cette répétition générale permettra de tester l'ensemble du nouveau dispositif mis en place pour l'application de la norme IFRS 9 et de vérifier ainsi la qualité des différentes collectes et l'état de préparation des systèmes d'information, notamment celui du calculateur et du référentiel central des modèles utilisés pour l'évaluation des dépréciations et provisions pour risque de crédit.

Par ailleurs, le Groupe met en œuvre un programme de formations internes destinées aux différents acteurs concernés des filières Risques et Finance et des métiers.

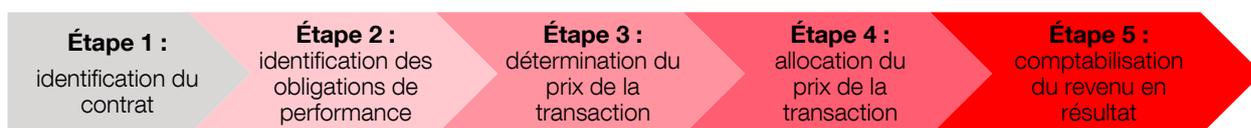
A ce stade du projet de mise en œuvre de la norme IFRS 9, les conséquences chiffrées de son application sur les états financiers du Groupe ne peuvent être raisonnablement estimées.

IFRS 15 « PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS »

Adoptée le 22 septembre 2016 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de location, des contrats d'assurance, des instruments financiers et des garanties.

Selon IFRS 15, les produits résultant de ces contrats doivent être comptabilisés de manière à traduire le transfert au client des biens ou services promis, et ce pour le montant auquel l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Pour l'application de ce principe, la norme définit une démarche générale d'analyse en cinq étapes depuis l'identification du contrat conclu avec le client jusqu'à la reconnaissance du revenu en résultat :



Compte tenu du champ d'application de la norme, les revenus concernés par cette analyse proviennent essentiellement de contrats de prestations de services donnant lieu à la comptabilisation de produits de commissions (packages de services bancaires, programmes de fidélité, commissions de gestion d'actifs, commissions de syndication, ...) ou de produits accessoires (prestations de maintenance connexes aux activités de location de véhicules ou de matériels), ainsi que des opérations de promotion immobilière.

L'analyse des effets de la norme IFRS 15 sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe s'est poursuivie au cours du premier semestre 2017 et des travaux complémentaires ont été initiés pour compléter les informations présentées dans les notes annexes conformément aux nouvelles exigences de cette norme. Sur la base des contrats et opérations analysés, le Groupe n'anticipe pas d'impacts significatifs de l'application de la norme.

NORMES COMPTABLES OU AMENDEMENTS NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE AU 30 JUIN 2017

AMENDEMENTS A IAS 12 « COMPTABILISATION D'ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS AU TITRE DE PERTES LATENTES »

Publiés par l'IASB le 19 janvier 2016

Ces amendements viennent clarifier la comptabilisation des actifs d'impôts différés pour les pertes latentes sur les instruments de dettes évalués à la juste valeur.

AMENDEMENTS A IAS 7 « INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS A FOURNIR »

Publiés par l'IASB le 29 janvier 2016

Ces amendements visent à améliorer les informations relatives à la variation de l'endettement lié aux opérations de financement, que cette variation provienne de mouvements de trésorerie ou non.

AMENDEMENTS A IFRS 2 « CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES TRANSACTIONS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS »

Publiés par l'IASB le 20 juin 2016

Ces amendements clarifient les méthodes de comptabilisation de certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions : modélisation des conditions de performance quel que soit le mode de règlement, impacts des prélèvements fiscaux sur les plans, traitement comptable des modifications de dénouement de plans.

AMENDEMENTS A IFRS 4 : APPLICATION D'IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS » AVEC IFRS 4 « CONTRATS D'ASSURANCE »

Publiés par l'IASB le 12 septembre 2016

Ces amendements proposent des solutions pour traiter la volatilité des résultats qui découlera de l'application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avant que ne soit mise en œuvre la norme IFRS 17 qui remplacera IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Ces amendements donnent à toutes les entités qui émettent des contrats d'assurance la possibilité d'enregistrer parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, et non en résultat, la volatilité qui sera générée par l'application d'IFRS 9 avant que la norme IFRS 17 ne soit mise en œuvre. Ces amendements offrent également aux entités dont l'assurance est l'activité prédominante la faculté de reporter l'application de la norme IFRS 9 jusqu'en 2021, ces entités continuant alors à appliquer la norme IAS 39 actuelle.

AMÉLIORATIONS ANNUELLES (2014-2016) D' IFRS 12 ET IAS 28

Publiés par l'IASB le 8 décembre 2016

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié des modifications mineures sur ces normes déjà existantes.

AMENDEMENTS A IAS 40 « TRANSFERTS D'IMMEUBLES DE PLACEMENT »

Publiés par l'IASB le 8 décembre 2016

Les modifications apportées viennent préciser le principe selon lequel une entité doit transférer un bien immobilier depuis (ou vers) la catégorie « immeubles de placement ». Ce transfert doit être opéré si, et seulement si, l'immeuble satisfait ou cesse de satisfaire à la définition d'un immeuble de placement et si un changement d'utilisation est mis en évidence, c'est à dire lorsque l'immeuble devient, ou cesse d'être, un immeuble de placement.

IFRIC 22 « TRANSACTIONS EN DEVICES ET PAIEMENTS D'AVANCE »

Publiée par l'IASB le 8 décembre 2016

Cette interprétation clarifie la comptabilisation des transactions (paiements ou encaissements d'avance) en monnaie étrangère. La transaction doit prévoir une contrepartie libellée ou fixée dans une monnaie étrangère. Préalablement à cette transaction, un actif au titre du paiement anticipé ou un passif au titre d'un encaissement anticipé doit être reconnu et qualifié de non monétaire. La date de transaction, nécessaire pour déterminer le cours de change à utiliser, est la date de comptabilisation initiale de l'actif ou du passif non monétaire sauf en cas de paiements ou encaissements multiples où elle sera déterminée pour chaque paiement ou encaissement.

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Publiée par l'IASB le 13 janvier 2016

Cette nouvelle norme vient remplacer la norme IAS 17 et modifier la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers des preneurs, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers ; dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette :

	Résultat	Actifs Immobilisés	Dettes Financières	Droits et Obligations Hors-bilan
IAS 17	Loyers en frais généraux	---	---	 € € €
IFRS 16	Charges d'intérêts en PNB + Charges d'amortissement		€ € €	---

Les travaux de cadrage lancés en 2016 ont été achevés au cours du premier semestre 2017 et ont permis d'identifier les impacts de l'application de cette norme sur les systèmes d'information du Groupe et sur les processus associés, notamment ceux relatifs à la gestion locative immobilière.

Le Groupe étudie à présent la mise en place d'un outil mutualisé de collecte des contrats de location et de traitement des données pour le calcul des encours d'actifs et passifs sous IFRS 16. Afin d'évaluer les impacts de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés, le Groupe poursuit également ses travaux d'analyse des contrats de location qui concernent essentiellement des biens immobiliers (locaux administratifs ou techniques, agences commerciales) et marginalement des matériels et équipements informatiques.

IFRIC 23 « INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Publiée par l'IASB le 7 juin 2017

Cette interprétation clarifie et complète les dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » en spécifiant comment refléter les effets des incertitudes dans la comptabilisation des impôts. Ces incertitudes peuvent provenir du manque de clarté du droit fiscal applicable à une transaction ou à une circonstance particulière ou de la position incertaine de l'administration fiscale quant à un traitement fiscal appliqué par l'entreprise.

IFRS 17 « CONTRATS D'ASSURANCE »

Publiée par l'IASB le 18 mai 2017

Cette nouvelle norme vient remplacer la norme IFRS 4 qui revêtait depuis 2004 un caractère transitoire et permettait de comptabiliser les contrats d'assurance en appliquant les normes comptables locales.

Les contrats d'assurance combinent les caractéristiques d'un instrument financier et d'un contrat de service. Par ailleurs, les contrats d'assurance peuvent générer des flux de trésorerie sujets à une variabilité significative sur une longue période. IFRS 17 combine une évaluation actualisée des flux de trésorerie futurs et une reconnaissance progressive des produits sur la période au cours de laquelle les services sont fournis conformément au contrat. La nouvelle norme demande une présentation des résultats sur les services d'assurance (incluant la présentation des revenus d'assurance) séparée de celle des produits et charges financiers des contrats d'assurance. Elle offre également un choix de méthode comptable pour reconnaître tous les produits et charges financiers des contrats d'assurance en résultat ou pour en reconnaître certains parmi les *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*.

4. RECOURS À DES ESTIMATIONS ET AU JUGEMENT

Pour la préparation des comptes consolidés du Groupe, l'application des principes et méthodes comptables décrits dans les notes annexes conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat ou parmi les *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions enregistrées au passif du bilan (en particulier, les provisions pour litiges dans un contexte juridique complexe), des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan et des écarts d'acquisition, ainsi que l'appréciation du contrôle pour la détermination du périmètre des entités consolidées (notamment dans le cas des entités structurées).

Le Royaume-Uni a organisé le 23 juin 2016 un référendum lors duquel une majorité des citoyens britanniques a voté pour une sortie de l'Union européenne (*Brexit*). Le 29 mars 2017, le Conseil européen a reçu la notification par le Royaume-Uni de son intention de se retirer de l'Union européenne. Comme le prévoit le traité sur l'Union européenne, cette notification a ouvert une longue période de négociations pour redéfinir les relations économiques entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le Groupe suit l'évolution des discussions et leurs conséquences à court, moyen et long terme qui sont, le cas échéant, prises en compte dans les hypothèses et estimations retenues pour préparer les comptes consolidés.

NOTE 2 - CONSOLIDATION

NOTE 2.1 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les filiales et entités structurées contrôlées par le Groupe, les partenariats (activités conjointes ou coentreprises) et les entreprises associées dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe, notamment au regard du total bilan et du résultat brut d'exploitation.

Les principales variations du périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2017 par rapport au périmètre du 31 décembre 2016 sont les suivantes :

ANTARIUS

Le 8 février 2017, Aviva France et Sogecap ont signé un accord matérialisant l'acquisition par Sogecap de la participation de 50% de la société Antarius détenue précédemment par Aviva France. Le transfert des titres est effectif depuis le 1er avril 2017. Antarius dorénavant détenue à 100% par le Groupe, conjointement par Sogecap et Crédit du Nord, est consolidée par intégration globale depuis cette date.

Cette opération a généré un produit enregistré dans le compte de résultat en *Gains ou pertes nets sur autres actifs* pour un montant de 203 millions d'euros, consécutif à la mise à juste valeur de la quote-part d'Antarius détenue par Crédit du Nord avant l'opération. Un écart d'acquisition a été constaté pour un montant de 325 millions d'euros et affecté à l'UGT Assurance (Cf Note 2.2).

Le bilan du Groupe s'accroît de 16 milliards d'euros avec principalement des *Actifs financiers disponibles à la vente* pour 9 milliards d'euros et des *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* pour 5 milliards d'euros à l'actif, et des *Provisions techniques des entreprises d'assurance* pour 15 milliards d'euros au passif.

SPLITSKA BANKA

Le 2 mai 2017, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation dans Splitska Banka (100%), sa filiale croate, à OTP Bank. Cette cession a entraîné une réduction du total bilan du Groupe de 3,6 milliards d'euros incluant principalement une baisse des *Prêts et créances sur la clientèle* pour 2 milliards d'euros et des *Dettes envers la clientèle* pour 2,7 milliards d'euros présentés respectivement parmi les *Actifs non courants destinés à être cédés* et les *Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés* au 31 décembre 2016.

ALD

Le 16 juin 2017 le Groupe a cédé 80 820 728 actions d'ALD SA (le groupe ALD), représentant 20% de son capital, à l'occasion de son introduction sur le marché réglementé d'Euronext Paris, à un prix de 14,30 euros par action.

Une option de sur-allocation d'un maximum de 3% supplémentaire du capital d'ALD SA a été exercée le 12 juillet 2017 à hauteur de 0,18%. Cette cession complémentaire sera comptabilisée au second semestre 2017.

Cette introduction en bourse a entraîné la cession d'actions ordinaires existantes par le Groupe Société Générale, pour un montant brut de 1 156 millions d'euros, et a généré un accroissement des *Capitaux propres part du Groupe* de 452 millions d'euros.

NOTE 2.2 - ÉCARTS D'ACQUISITION

Le tableau ci-dessous présente l'évolution sur le premier semestre 2017 des valeurs nettes des écarts d'acquisition des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

<i>(En M EUR)</i>	Valeur nette au 31.12.2016	Acquisitions et autres augmentations	Cessions	Pertes de valeur	Valeur nette au 30.06.2017
Banque de détail en France	815				815
Réseaux Société Générale	304				304
Crédit du Nord	511				511
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	2 756				3 081
Europe	1 787				1 787
Russie	-				-
Afrique, Asie, Bassin méditerranéen et Outre-mer	231				231
Assurances	10	325			335
Financement d'équipement professionnel	335				335
Services Financiers Location automobile	393				393
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	964				964
Activités de Marché et Services aux Investisseurs	501				501
Financement et Conseil	39				39
Gestion d'Actifs et Banque Privée	424				424
TOTAL	4 535				4 860

NOTE 3 - INSTRUMENTS FINANCIERS

NOTE 3.1 - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En M EUR)	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Portefeuille de transaction	411 675	360 327	450 593	389 508
Instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	73 071	66 998	64 122	66 112
Total	484 746	427 325	514 715	455 620
<i>dont titres reçus / donnés en pension livrée</i>	<i>135 713</i>	<i>131 137</i>	<i>152 803</i>	<i>126 436</i>

1. PORTEFEUILLE DE TRANSACTION

ACTIF

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Obligations et autres instruments de dettes	38 382	41 430
Actions et autres instruments de capitaux propres	78 884	69 549
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	157 319	182 504
Autres actifs de transaction	137 090	157 110
Total	411 675	450 593
<i>dont titres prêtés</i>	<i>14 493</i>	<i>13 332</i>

(1) cf. Note 3.2 Instruments financiers dérivés.

PASSIF

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Dettes représentées par un titre	15 383	16 314
Dettes sur titres empruntés	38 033	44 655
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	9 057	11 592
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	1 620	1 958
Dérivés de transaction ⁽²⁾	164 936	188 638
Autres passifs de transaction	131 298	126 351
Total	360 327	389 508

(2) cf. Note 3.2 Instruments financiers dérivés.

2. INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

ACTIF

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Obligations et autres instruments de dettes	24 775	23 238
Actions et autres instruments de capitaux propres	26 105	18 921
Prêts et créances	20 262	19 604
Autres actifs financiers	1 416	1 803
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	513	556
Total	73 071	64 122

PASSIF

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option sont essentiellement constitués par les émissions structurées du groupe Société Générale. La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré une charge de 199 millions d'euros au 30 juin 2017. Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du groupe Société Générale sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

Au 30 juin 2017, la différence entre la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (66 998 millions d'euros contre 66 112 millions d'euros au 31 décembre 2016) et leur montant remboursable à maturité (66 335 millions d'euros contre 65 837 millions d'euros au 31 décembre 2016) s'élève à 663 millions d'euros (275 millions d'euros au 31 décembre 2016).

3. GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En M EUR)	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Résultat net sur portefeuille de transaction*	3 935	(2 276)	(1 805)
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur sur option	(2 195)	16	8
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction**	158	8 119	5 820
Résultat net sur opérations de couverture	71	(175)	28
<i>Résultat net sur instruments financiers dérivés de couverture de juste valeur**</i>	<i>(1 626)</i>	<i>736</i>	<i>1 894</i>
<i>Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts</i>	<i>1 697</i>	<i>(911)</i>	<i>(1 866)</i>
Résultat net des opérations de change	700	75	(1 147)
Total⁽¹⁾	2 669	5 759	2 904

* Montants retraités par rapport aux états financiers semestriels publiés en 2016, à la suite d'une modification de la présentation des activités sur matières premières (cf. Note 4.2).

** Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2016.

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

NOTE 3.2 - INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

1. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE TRANSACTION

DÉTAIL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE TRANSACTION

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments de taux d'intérêt	108 373	110 316	125 801	125 848
Instruments de change	20 821	22 204	27 140	28 325
Instruments sur actions et indices	20 681	24 195	18 987	22 878
Instruments sur matières premières	4 384	4 111	6 485	6 494
Dérivés de crédit	2 866	3 148	3 902	4 179
Autres instruments financiers à terme	194	962	189	914
Total	157 319	164 936	182 504	188 638

2. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

DÉTAIL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur				
Instruments de taux d'intérêt	14 301	7 379	17 365	9 289
Instruments de change	49	6	45	4
Instruments sur actions et indices	14	-	1	-
Couverture de flux de trésorerie				
Instruments de taux d'intérêt	499	99	584	121
Instruments de change	171	55	72	179
Autres instruments financiers	40	-	33	1
Total	15 074	7 539	18 100	9 594

NOTE 3.3 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

1. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

(En M EUR)	30.06.2017		31.12.2016	
	Net	dont dépréciation	Net	dont dépréciation
Instruments de dettes	127 154	(265)	124 747	(257)
Instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	13 321	(506)	12 447	(567)
Titres actions détenus à long terme	1 947	(521)	2 210	(518)
Total	142 422	(1 292)	139 404	(1 342)
dont titres prêtés	44		2	

(1) Y compris les OPCVM.

MOUVEMENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

(En M EUR)	1er semestre 2017
Solde au 1^{er} janvier 2017	139 404
Acquisitions	25 732
Cessions / remboursements ⁽¹⁾	(29 898)
Variations de périmètre et autres	9 874
Gains et pertes sur variations de juste valeur de la période comptabilisés en capitaux propres	(922)
Variation des dépréciations sur instruments de dettes comptabilisée en résultat :	(8)
<i>augmentation</i>	(31)
<i>reprise</i>	31
<i>autres</i>	(8)
Pertes de valeur sur instruments de capitaux propres comptabilisés en résultat	(62)
Variation des créances rattachées	45
Différences de change	(1 743)
Solde au 30 juin 2017	142 422

(1) Les cessions sont valorisées selon la méthode du coût moyen pondéré.

2. GAINS OU PERTES NETS ET PRODUITS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

(En M EUR)	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Produits de dividendes sur instruments de capitaux propres	226	460	155
Plus ou moins-value de cession sur instruments de dettes ⁽¹⁾	131	182	22
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres ⁽²⁾	128	(54)	17
Perte de valeur des instruments de capitaux propres ⁽³⁾	(42)	(254)	(186)
Participation aux bénéfices sur actifs financiers disponibles à la vente des filiales d'assurance	(117)	315	174
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres détenus à long terme ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	62	766	744
Perte de valeur des instruments de capitaux propres détenus à long terme	(20)	(31)	(11)
Total Gains et Pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	368	1 384	915
Produits d'intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente	1 220	2 496	1 240

(1) Dont 34 millions d'euros au titre des activités d'assurance en 2017.

(2) Dont 128 millions d'euros au titre des activités d'assurance en 2017.

(3) Dont -38 millions d'euros au titre des activités d'assurance en 2017.

(4) Dont 7 millions d'euros au titre des activités d'assurance en 2017.

(5) Les gains ou pertes nets et produits d'intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente du premier semestre 2016 et de l'exercice 2016 comprennent 725 millions d'euros de plus-value sur la cession des titres Visa Europe.

3. DÉCOMPOSITION DES GAINS ET PERTES LATENTS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017		
	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Réévaluation nette
Gains et pertes latents sur instruments de capitaux propres disponibles à la vente	486	(41)	445
Gains et pertes latents sur instruments de dette disponibles à la vente	829	(296)	533
Gains et pertes latents des sociétés d'assurance	581	(169)	412
Total	1 896	(506)	1 390

<i>(En M EUR)</i>	31.12.2016		
	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Réévaluation nette
Gains et pertes latents sur instruments de capitaux propres disponibles à la vente	586	(40)	546
Gains et pertes latents sur instruments de dette disponibles à la vente	867	(377)	490
Gains et pertes latents des sociétés d'assurance	698	(198)	500
Total	2 151	(615)	1 536

NOTE 3.4 - JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS EN JUSTE VALEUR

1. ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS EN JUSTE VALEUR AU BILAN

(En M EUR)	30.06.2017				31.12.2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	107 481	146 644	231	254 356	104 225	163 469	395	268 089
Obligations et autres instruments de dettes	34 451	3 919	12	38 382	38 161	3 253	16	41 430
Actions et autres instruments de capitaux propres	73 028	5 855	1	78 884	65 790	3 758	1	69 549
Autres actifs de transaction ⁽¹⁾	2	136 870	218	137 090	274	156 458	378	157 110
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	47 698	23 452	1 921	73 071	39 621	23 282	1 219	64 122
Obligations et autres instruments de dettes*	24 606	122	47	24 775	22 926	224	88	23 238
Actions et autres instruments de capitaux propres	23 092	2 933	80	26 105	16 695	2 153	73	18 921
Autres actifs financiers	-	19 884	1 794	21 678	-	20 349	1 058	21 407
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	513	-	513	-	556	-	556
Dérivés de transaction	88	154 077	3 154	157 319	162	179 344	2 998	182 504
Instruments de taux d'intérêt	37	106 134	2 202	108 373	46	123 862	1 893	125 801
Instruments de change	18	20 666	137	20 821	98	26 842	200	27 140
Instruments sur actions et indices	-	20 188	493	20 681	-	18 488	499	18 987
Instruments sur matières premières	-	4 355	29	4 384	-	6 423	62	6 485
Dérivés de crédit	-	2 722	144	2 866	-	3 724	178	3 902
Autres instruments financiers à terme	33	12	149	194	18	5	166	189
Dérivés de couverture	-	15 074	-	15 074	-	18 100	-	18 100
Instruments de taux d'intérêt	-	14 800	-	14 800	-	17 949	-	17 949
Instruments de change	-	220	-	220	-	117	-	117
Instruments sur actions et indices	-	14	-	14	-	1	-	1
Autres instruments financiers	-	40	-	40	-	33	-	33
Actifs financiers disponibles à la vente	130 975	9 573	1 874	142 422	128 861	8 526	2 017	139 404
Instruments de dettes	121 161	5 708	285	127 154	118 429	6 115	203	124 747
Instruments de capitaux propres	9 659	3 637	25	13 321	10 251	2 160	36	12 447
Titres actions détenus à long terme	155	228	1 564	1 947	181	251	1 778	2 210
Total des instruments financiers en juste valeur à l'actif	286 242	348 820	7 180	642 242	272 869	392 721	6 629	672 219

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2016.

(1) Dont 134 717 millions d'euros de titres reçus en pension au 30 juin 2017 contre 151 001 millions d'euros au 31 décembre 2016.

2. PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS EN JUSTE VALEUR AU BILAN

(En M EUR)	30.06.2017				31.12.2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	10 700	176 591	8 100	195 391	13 518	178 718	8 634	200 870
Dettes représentées par un titre*	-	7 336	8 047	15 383	-	7 877	8 437	16 314
Dettes sur titres empruntés	33	38 000	-	38 033	13	44 642	-	44 655
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	9 047	10	-	9 057	11 547	45	-	11 592
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	1 620	-	-	1 620	1 958	-	-	1 958
Autres passifs de transaction ⁽¹⁾	-	131 245	53	131 298	-	126 154	197	126 351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	384	36 049	30 565	66 998	325	37 499	28 288	66 112
Dérivés de transaction	12	159 693	5 231	164 936	96	184 491	4 051	188 638
Instruments de taux d'intérêt	10	106 537	3 769	110 316	22	123 199	2 627	125 848
Instruments de change	2	22 170	32	22 204	69	28 224	32	28 325
Instruments sur actions et indices	-	23 202	993	24 195	-	22 082	796	22 878
Instruments sur matières premières	-	4 106	5	4 111	-	6 428	66	6 494
Dérivés de crédit	-	2 716	432	3 148	-	3 649	530	4 179
Autres instruments financiers à terme	-	962	-	962	5	909	-	914
Dérivés de couverture	-	7 539	-	7 539	-	9 594	-	9 594
Instruments de taux d'intérêt	-	7 478	-	7 478	-	9 410	-	9 410
Instruments de change	-	61	-	61	-	183	-	183
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	1	-	1
Total des instruments financiers en juste valeur au passif	11 096	379 872	43 896	434 864	13 939	410 302	40 973	465 214

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2016.

(1) Dont 130 265 millions d'euros de titres donnés en pension au 30 juin 2017 contre 125 146 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3. TABLEAU DE VARIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE NIVEAU 3

ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS EN JUSTE VALEUR AU BILAN

(En M EUR)	Solde au 1 janvier 2017	Acquisitions	Cessions / remboursements	Transferts vers Niveau 2	Transferts depuis Niveau 2	Gains et pertes	Différences de change	Variations de périmètre et autres	Solde au 30 juin 2017
Portefeuille de transaction	395	159	(161)	(2)	2	(121)	(31)	(10)	231
Obligations et autres instruments de dettes	16	159	(161)	(2)	2	10	(2)	(10)	12
Actions et autres instruments de capitaux propres	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Autres actifs de transaction	378	-	-	-	-	(131)	(29)	-	218
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 219	824	(49)	(186)	-	217	(104)	-	1 921
Obligations et autres instruments de dettes*	88	-	(41)	-	-	-	-	-	47
Actions et autres instruments de capitaux propres	73	8	(8)	-	-	7	-	-	80
Autres actifs financiers	1 058	816	-	(186)	-	210	(104)	-	1 794
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction	2 998	71	(13)	(36)	405	(130)	(141)	-	3 154
Instruments de taux d'intérêt	1 893	-	(8)	(6)	384	18	(79)	-	2 202
Instruments de change	200	8	(3)	(4)	6	(61)	(9)	-	137
Instruments sur actions et indices	499	63	-	-	15	(50)	(34)	-	493
Instruments sur matières premières	62	-	(2)	-	-	(31)	-	-	29
Dérivés de crédit	178	-	-	(23)	-	(4)	(7)	-	144
Autres instruments financiers à terme	166	-	-	(3)	-	(2)	(12)	-	149
Dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	2 017	175	(286)	-	-	(93)	(14)	75	1 874
Instruments de dettes	203	123	(81)	-	-	-	-	40	285
Instruments de capitaux propres	36	5	(12)	-	-	(2)	(2)	-	25
Titres actions détenus à long terme	1 778	47	(193)	-	-	(91)	(12)	35	1 564
Total des instruments financiers en juste valeur à l'actif	6 629	1 229	(509)	(224)	407	(127)	(290)	65	7 180

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2016.

PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS EN JUSTE VALEUR AU BILAN

(En M EUR)	Solde au 1 janvier 2017	Emissions	Rachats / reventes	Remboursements	Transferts vers Niveau 2	Transferts depuis Niveau 2	Gains et pertes	Différences de change	Solde au 30 juin 2017
Portefeuille de transaction	8 634	1 061	-	(1 082)	(247)	210	(129)	(347)	8 100
Dettes représentées par un titre*	8 437	1 061	-	(1 082)	(247)	210	-	(332)	8 047
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs de transaction	197	-	-	-	-	-	(129)	(15)	53
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	28 288	10 245	-	(6 742)	(1 737)	937	590	(1 016)	30 565
Dérivés de transaction	4 051	353	-	(88)	(299)	1 024	318	(128)	5 231
Instruments de taux d'intérêt	2 627	1	(1)	-	(143)	980	376	(71)	3 769
Instruments de change	32	7	1	(3)	(8)	6	(2)	(1)	32
Instruments sur actions et indices	796	345	-	(84)	(38)	38	(17)	(47)	993
Instruments sur matières premières	66	-	-	(1)	-	-	(60)	-	5
Dérivés de crédit	530	-	-	-	(110)	-	21	(9)	432
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des instruments financiers en juste valeur au passif	40 973	11 659	-	(7 912)	(2 283)	2 171	779	(1 491)	43 896

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2016.

4. ESTIMATIONS DE PRINCIPAUX PARAMÈTRES NON OBSERVABLES

Le tableau ci-après fournit pour les instruments en niveau 3 leur valorisation au bilan, ainsi que les intervalles de valeurs des principaux paramètres non observables par grande classe d'instruments.

(En M. EUR)		Évaluation au bilan		Principaux types de produits	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables min. et max.
Instruments cash et dérivés ⁽¹⁾	Actif	Passif					
Actions / fonds	2 123	29 254	Instruments dérivés simples et complexes sur fonds, actions ou paniers d'actions	Différents modèles de valorisation des options sur fonds, actions ou paniers d'actions		Volatilités des actions	12,4% ; 55,7%
						Dividendes des actions	-0,2% ; 31,8%
						Corrélations	-99% ; 99,8%
						Volatilités des <i>Hedge funds</i>	7,5% ; 16,5%
						Volatilités des <i>Mutual funds</i>	1,5% ; 23,5%
Taux d'intérêts et/ou taux de change	2 812	14 205	Instruments dérivés hybrides taux / change, taux / crédit	Modèle de valorisation des produits hybrides		Corrélations	-50,5% ; 90%
						Volatilités de change	1% ; 25,2%
			Instruments dérivés de taux dont le notionnel est indexé sur le comportement de remboursement anticipé d'actifs sous-jacent européens	Modèle de valorisation de produits à remboursements anticipés		Taux constants de remboursements anticipés	0% ; 45%
						Instruments dérivés sur inflation	Modèle de valorisation des produits inflation
Crédit	652	432	CDO et tranches d'indices	Technique de projection de la corrélation et de modélisation du recouvrement		Corrélation des temps de défaut	0% ; 100%
						Variance du taux de recouvrement des sous-jacents d'un émetteur unique	0% ; 100%
			Autres instruments dérivés de crédit	Modèle de défaut de crédit		Corrélation des temps de défaut	0% ; 100%
						Corrélation <i>quanto</i>	-50% ; 40%
			<i>Spreads</i> de crédit	0 bps ; 1 000 bps			
Matières premières	29	5	Instruments sur paniers de matières premières	Modèle de valorisation des options sur matières premières		Corrélations	-5,3% ; 98,2%
Actions détenues à long terme	1 564	-	Actions détenues à des fins stratégiques	Actif Net Comptable, transactions récentes		Non applicable	-
TOTAL	7 180	43 896					

(1) Les instruments hybrides sont ventilés selon les principales données non observables.

5. SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR POUR LES INSTRUMENTS EN NIVEAU 3

L'évaluation des paramètres non observables est effectuée de façon prudente, et plus particulièrement dans un contexte économique et des conditions de marché toujours incertains. Ce caractère non observable induit toutefois un certain degré d'incertitude sur leur évaluation.

Pour le quantifier, une sensibilité de la juste valeur a été estimée au 30 juin 2017 sur les instruments évalués à partir de paramètres non observables. Cette estimation a été effectuée en prenant en compte soit une variation « normée » des paramètres non observables, calculée pour chacun des paramètres sur une position nette, soit des hypothèses en lien avec la politique d'ajustements additionnels de valorisation de l'instrument financier concerné.

La variation « normée » correspond :

- soit à l'écart-type des prix de consensus (TOTEM...) qui contribuent à évaluer le paramètre néanmoins considéré comme non observable ;
- soit à l'écart-type des données historiques utilisées pour évaluer le paramètre.

SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS EN NIVEAU 3 À UNE VARIATION RAISONNABLE DES PARAMÈTRES NON OBSERVABLES

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	
	Impact négatif	Impact positif
Actions et autres instruments de capitaux propres, et dérivés	(10)	74
Volatilités des actions	0	17
Dividendes	0	4
Corrélations	(10)	46
Volatilités des <i>Hedge funds</i>	0	5
Volatilités des <i>Mutual funds</i>	0	2
Instruments sur taux d'intérêts et / ou taux de change, et dérivés	(6)	42
Corrélations entre taux d'intérêt et / ou taux de change	(4)	37
Volatilités de change	(1)	3
Taux constants de remboursements anticipés	0	0
Corrélations entre taux d'inflation	(1)	2
Instruments de crédit et dérivés	(22)	26
Corrélation des temps de défaut	(0)	0
Variance du taux de recouvrement des sous-jacents d'un émetteur unique	(21)	21
Corrélations <i>quanto</i>	0	4
<i>Spreads</i> de crédit	(1)	1
Instruments dérivés sur matières premières	0	2
Corrélations entre matières premières	0	2
Actions détenues à long terme	NA	NA

Il convient de noter que, compte tenu des réfections apportées aux niveaux de valorisation, cette sensibilité est plus élevée dans le sens d'un impact favorable sur les résultats que dans le sens d'un impact défavorable. Par ailleurs, les montants ci-dessus illustrent les incertitudes de valorisation à la date d'évaluation, sur la base de variations raisonnables ; elles ne permettent pas de prévoir ou déduire les variations futures de la juste valeur ou l'impact de conditions de marché extrême.

6. MARGE DIFFÉRÉE CORRESPONDANT AUX PRINCIPAUX PARAMÈTRES NON OBSERVABLES

Le montant restant à comptabiliser dans le compte de résultat dû à la différence entre le prix de transaction et le montant qui serait déterminé à cette date au moyen de techniques de valorisation, diminué des montants enregistrés dans le compte de résultat après la comptabilisation initiale, se présente dans le tableau ci-dessous. Ce montant est enregistré en compte de résultat au fur et à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres deviennent observables.

<i>(En M EUR)</i>	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Marge différée au 1er janvier	1 142	1 029	1 029
Marge différée sur les transactions de l'exercice	457	779	427
Marge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice	(367)	(666)	(299)
<i>dont amortissement</i>	<i>(144)</i>	<i>(290)</i>	<i>(124)</i>
<i>passage à des paramètres observables</i>	<i>(19)</i>	<i>(90)</i>	<i>(31)</i>
<i>cessions et arrivées à échéance ou à terminaison</i>	<i>(204)</i>	<i>(285)</i>	<i>(143)</i>
<i>différences de change</i>	-	-	(1)
Marge différée fin de période	1 232	1 142	1 157

NOTE 3.5 - PRÊTS ET CRÉANCES

1. PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Comptes ordinaires	24 624	24 639
Prêts et comptes ⁽¹⁾	22 861	21 675
Prêts subordonnés et participatifs	142	157
Titres reçus en pension livrée	11 341	12 890
Créances rattachées	148	141
Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciation	59 116	59 502
Dépréciation sur créances individualisées	(39)	(35)
Réévaluation des éléments couverts	33	35
Prêts et créances sur les établissements de crédit	59 110	59 502

(1) Au 30 juin 2017, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 101 millions d'euros contre 97 millions d'euros au 31 décembre 2016.

2. PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Comptes ordinaires débiteurs	26 415	25 880
Autres concours à la clientèle ⁽¹⁾	354 236	360 389
Opérations de location-financement ⁽¹⁾	29 195	29 562
Créances rattachées	1 901	1 611
Titres reçus en pension livrée	19 451	23 432
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciation	431 198	440 874
Dépréciation sur créances individualisées	(11 979)	(13 281)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(1 435)	(1 534)
Réévaluation des éléments couverts	378	442
Prêts et créances sur la clientèle	418 162	426 501

(1) Au 30 juin 2017, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 21 750 millions d'euros contre 23 639 millions d'euros au 31 décembre 2016.

NOTE 3.6 - DETTES

1. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Comptes ordinaires	13 765	14 337
Dettes au jour le jour	3 036	2 157
Dettes à terme	57 384	60 625
Dettes rattachées	99	86
Réévaluation des éléments couverts	178	235
Titres donnés en pension livrée	8 445	5 144
Total	82 907	82 584

2. DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Comptes d'épargne à régime spécial	91 774	87 253
<i>A vue</i>	66 394	62 091
<i>A terme</i>	25 380	25 162
Autres dépôts clientèle à vue ⁽¹⁾	218 122	211 228
Autres dépôts clientèle à terme ⁽¹⁾	82 438	98 102
Dettes rattachées	844	451
Réévaluation des éléments couverts	276	321
Total dépôts clientèle	393 454	397 355
Valeurs données en pension livrée à la clientèle	-	2
Titres donnés en pension livrée à la clientèle	12 735	23 645
Total	406 189	421 002

(1) Ces postes incluent les dépôts relatifs aux gouvernements et administrations centrales.

3. DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Bons de caisse	541	577
Emprunts obligataires	22 216	20 910
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	80 731	78 287
Dettes rattachées	532	808
Sous-total	104 020	100 582
Réévaluation des éléments couverts	1 272	1 620
Total	105 292	102 202
<i>Dont montant des dettes à taux variable</i>	<i>24 444</i>	<i>26 146</i>

NOTE 3.7 - PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

(En M EUR)	1er semestre 2017			2016			1er semestre 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	953	(702)	251	1 550	(1 161)	389	831	(596)	235
Comptes à vue et prêts/emprunts interbancaires	744	(644)	100	1 127	(1 107)	20	605	(521)	84
Titres et valeurs reçus/donnés en pension	209	(58)	151	423	(54)	369	226	(75)	151
Opérations avec la clientèle	6 015	(2 447)	3 568	11 957	(4 769)	7 188	6 000	(2 370)	3 630
Créances commerciales	105	-	105	531	-	531	264	-	264
Autres concours à la clientèle	5 455	-	5 455	10 638	(2)	10 636	5 360	(1)	5 359
Comptes ordinaires débiteurs	383	-	383	705	-	705	355	-	355
Comptes d'épargne à régime spécial	-	(465)	(465)	-	(875)	(875)	-	(473)	(473)
Autres dettes envers la clientèle	22	(1 954)	(1 932)	13	(3 861)	(3 848)	4	(1 840)	(1 836)
Titres et valeurs reçus/donnés en pension	50	(28)	22	70	(31)	39	17	(56)	(39)
Opérations sur instruments financiers	4 587	(3 721)	866	9 976	(9 263)	713	5 029	(4 551)	478
Actifs financiers disponibles à la vente	1 220	-	1 220	2 496	-	2 496	1 240	(25)	1 215
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	90	-	90	260	-	260	93	-	93
Dettes représentées par des titres	-	(967)	(967)	-	(2 033)	(2 033)	-	(1 058)	(1 058)
Dettes subordonnées	-	(291)	(291)	-	(557)	(557)	-	(259)	(259)
Prêts/emprunts de titres	9	(14)	(5)	9	(25)	(16)	4	(17)	(13)
Dérivés de couverture	3 268	(2 449)	819	7 211	(6 648)	563	3 692	(3 192)	500
Opérations de location-financement	570	-	570	1 177	-	1 177	582	-	582
Location-financement immobilier	102	-	102	225	-	225	115	-	115
Location-financement mobilier	468	-	468	952	-	952	467	-	467
Total produits/charges d'intérêts	12 125	(6 870)	5 255	24 660	(15 193)	9 467	12 442	(7 517)	4 925
<i>Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés</i>	<i>341</i>			<i>373</i>			<i>183</i>		

Ces charges d'intérêts intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat, dont les résultats sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments (cf. Note 3.1). Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

DÉTAIL DES PRODUITS D'INTÉRÊTS SUR LES AUTRES CONCOURS A LA CLIENTÈLE :

(En M EUR)	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Crédits de trésorerie	1 985	3 928	1 957
Crédits à l'exportation	136	280	132
Crédits d'équipement	869	1 843	927
Crédits à l'habitat	1 704	3 602	1 844
Autres crédits à la clientèle	761	985	500
Total	5 455	10 638	5 360

NOTE 3.8 - DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

1. DÉPRÉCIATIONS DES ACTIFS FINANCIERS

DÉTAIL DES DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS FINANCIERS

(En M EUR)	Stock au 31.12.2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2017
Établissements de crédit	35	7	(3)	4	-	-	39
Crédits à la clientèle	12 535	2 658	(2 151)	507	(1 723)	(73)	11 246
Créances de location-financement et assimilées	746	262	(233)	29	(60)	18	733
Groupes d'actifs homogènes	1 534	260	(338)	(78)		(21)	1 435
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾⁽²⁾	1 343	92	(206)	(114)	-	64	1 293
Autres ⁽¹⁾	764	(83)	(63)	(146)	(40)	(6)	572
Total	16 957	3 196	(2 994)	202	(1 823)	(18)	15 318

(1) Dont 25 millions d'euros de dotations nettes relatives au risque de contrepartie.

(2) Dont dotations aux dépréciations sur instruments de capitaux propres détenus hors activité assurance pour 24 millions d'euros et qui se décomposent comme suit :

- 2 millions d'euros : Perte de valeur sur titres non dépréciés au 31 décembre 2016;

- 22 millions d'euros : Perte de valeur complémentaire sur les titres déjà dépréciés au 31 décembre 2016.

2. PROVISIONS

DÉTAIL DES PROVISIONS

(En M EUR)	Stock au 31.12.2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2017
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	6	3	(3)	-	-	-	6
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	442	284	(198)	86	-	(18)	510
Provisions pour litiges	2 232	655	(120)	535	(752)	(68)	1 947
Autres provisions ⁽¹⁾	909	397	(458)	(61)	63	(46)	865
Provisions sur instruments financiers et litiges	3 589	1 339	(779)	560	(689)	(132)	3 328

(1) Dont reprises nettes relatives aux provisions PEL/CEL pour - 1 million d'euros au 30 juin 2017.

PROVISIONS POUR LITIGES

Le Groupe procède chaque trimestre à un examen détaillé des litiges en cours présentant un risque significatif. La description de ces litiges est présentée dans la Note 9 « Information sur les risques et litiges ».

Pour tenir compte de l'évolution d'un ensemble de risques juridiques liés à des litiges de droit public pour lesquels des enquêtes et procédures sont en cours avec des autorités américaines (telle l'*Office of Foreign Assets Control*) et européennes, ainsi qu'au litige relatif au précompte, le Groupe a comptabilisé une provision à son passif, figurant parmi les *Provisions pour litiges* ; cette provision, d'un montant de 2 050 millions d'euros au 31 décembre 2016, s'établit à 1 889 millions d'euros au 30 juin 2017, après, notamment, une utilisation partielle suite à l'accord transactionnel avec la *Libyan Investment Authority* et, par ailleurs, une dotation complémentaire pour refléter l'évolution des risques sur certains dossiers.

3. COÛT DU RISQUE

<i>(En M EUR)</i>	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Risque de contrepartie			
Dotations nettes pour dépréciation	(573)	(1 629)	(950)
Pertes non couvertes	(74)	(299)	(96)
<i>sur créances irrécouvrables</i>	(57)	(255)	(74)
<i>sur autres risques</i>	(17)	(44)	(22)
Récupérations	183	164	66
<i>sur créances irrécouvrables</i>	169	161	66
<i>sur autres risques</i>	14	3	-
Autres risques			
Dotations nettes aux autres provisions	96	(327)	(208)
Total	(368)	(2 091)	(1 188)

NOTE 3.9 - JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

1. ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances sur les établissements de crédit	59 110	59 772
Prêts et créances sur la clientèle	418 162	422 993
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 694	3 893
Total actifs financiers valorisés au coût amorti au bilan	480 966	486 658

<i>(En M EUR)</i>	31.12.2016	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances sur les établissements de crédit	59 502	60 777
Prêts et créances sur la clientèle	426 501	431 366
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 912	4 114
Total actifs financiers valorisés au coût amorti au bilan	489 915	496 257

2. PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	
	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes envers les établissements de crédit	82 907	82 398
Dettes envers la clientèle	406 189	406 923
Dettes représentées par un titre	105 292	107 414
Dettes subordonnées	13 876	14 116
Total passifs financiers valorisés au coût amorti au bilan	608 264	610 851

<i>(En M EUR)</i>	31.12.2016	
	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes envers les établissements de crédit	82 584	82 907
Dettes envers la clientèle	421 002	421 326
Dettes représentées par un titre	102 202	103 630
Dettes subordonnées	14 103	14 711
Total passifs financiers valorisés au coût amorti au bilan	619 891	622 574

NOTE 4 - AUTRES ACTIVITÉS

NOTE 4.1 - PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

(En M EUR)	1er semestre 2017			2016			1er semestre 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	67	(81)	(14)	128	(120)	8	67	(57)	10
Opérations avec la clientèle	1 489	-	1 489	2 661	-	2 661	1 294	-	1 294
Opérations sur instruments financiers	1 288	(1 164)	124	2 412	(2 139)	273	1 298	(1 128)	170
Opérations sur titres	321	(453)	(132)	601	(814)	(213)	315	(426)	(111)
Opérations sur marchés primaires	104	-	104	227	-	227	143	-	143
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	863	(711)	152	1 584	(1 325)	259	840	(702)	138
Engagements de financement et de garantie	374	(34)	340	745	(79)	666	372	(35)	337
Prestations de services	1 972	-	1 972	3 886	-	3 886	1 921	-	1 921
Autres	148	(606)	(458)	284	(1 079)	(795)	162	(544)	(382)
Total	5 338	(1 885)	3 453	10 116	(3 417)	6 699	5 114	(1 764)	3 350

NOTE 4.2 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

(En M EUR)	1er semestre 2017			2016			1er semestre 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de promotion immobilière	42	(2)	40	96	(3)	93	45	(2)	43
Activités de location immobilière	30	(40)	(10)	83	(59)	24	72	(33)	39
Activités de location mobilière	4 363	(3 086)	1 277	8 309	(5 770)	2 539	4 009	(2 761)	1 248
Autres activités ⁽¹⁾⁽²⁾	7 863	(9 242)	(1 379)	12 292	(12 959)	(667)	6 466	(6 731)	(265)
<i>Dont activités d'assurance</i>	6 629	(6 461)	168	11 685	(11 391)	294	6 163	(5 999)	164
Total	12 298	(12 370)	(72)	20 780	(18 791)	1 989	10 592	(9 527)	1 065

(1) Précédemment présentés parmi les Produits et charges des autres activités, les charges et produits afférents aux stocks physiques de matières premières détenus par le Groupe dans le cadre de ses activités de mainteneur de marché sur les instruments dérivés sur matières premières sont, depuis le 31 décembre 2016, présentés parmi les Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (cf. Note 3.1.3). Au 30 juin 2016, ces produits et charges s'élevaient respectivement à 10 376 millions d'euros et -10 335 millions d'euros.

(2) Au premier semestre 2017, les charges relatives aux autres activités incluent, pour 963 millions d'euros, la contrepartie de l'indemnité de 813,26 millions de livres sterling découlant de l'accord transactionnel conclu par Société Générale et la Libyan Investment Authority (cf. Note 9).

NOTE 4.3 - AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

1. AUTRES ACTIFS

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Dépôts de garantie versés ⁽¹⁾	43 180	48 745
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	9 636	8 353
Charges payées ou comptabilisées d'avance	916	775
Autres débiteurs divers ⁽²⁾	25 397	27 137
Total brut	79 129	85 010
Dépréciation	(246)	(254)
Total net	78 883	84 756

(1) Il s'agit principalement de dépôts de garantie versés sur instruments financiers, leur juste valeur est présumée correspondre à leur valeur comptable nette, le cas échéant, des dépréciations pour risque de crédit avéré.

(2) Les débiteurs divers incluent notamment les montants de primes échelonnées restant à recevoir sur des instruments dérivés conditionnels évalués en juste valeur au bilan parmi les instruments financiers à la juste valeur par résultat ou les instruments dérivés de couverture, ainsi que les créances liées aux activités d'assurance.

2. AUTRES PASSIFS

(En M EUR)	30.06.2017	31.12.2016
Dépôts de garantie reçus ⁽¹⁾	45 316	50 378
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	11 299	7 357
Autres opérations sur titres	1	2
Charges à payer sur engagements sociaux	2 204	2 560
Produits constatés d'avance	1 693	1 642
Autres créditeurs divers ⁽²⁾	32 152	32 273
Total	92 665	94 212

(1) Il s'agit principalement de dépôts de garantie reçus sur instruments financiers, leur juste valeur est présumée correspondre à leur valeur comptable.

(2) Les créditeurs divers incluent notamment les montants de primes échelonnées restant à payer sur des instruments dérivés conditionnels évalués en juste valeur au bilan parmi les instruments financiers à la juste valeur par résultat ou les instruments dérivés de couverture, ainsi que les dettes liées aux activités d'assurance.

NOTE 5 - CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

1. FRAIS DE PERSONNEL

(En M EUR)	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Rémunérations du personnel	(3 411)	(6 812)	(3 371)
Charges sociales et fiscales	(796)	(1 567)	(794)
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	(341)	(705)	(334)
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	(57)	(97)	(59)
Participation, intéressement, abondement et décote	(137)	(274)	(130)
Total	(4 742)	(9 455)	(4 688)
<i>Dont charges nettes au titre des plans d'avantages en actions</i>	<i>(71)</i>	<i>(189)</i>	<i>(65)</i>

2. DÉTAIL DES PROVISIONS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL

(En M EUR)	Stock au 31.12.2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Ecart actuariels	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2017
Provisions sur avantages du personnel	1 850	137	(147)	(10)	-	(71)	7	1 776

3. DESCRIPTION DES PLANS 2017 D'AVANTAGES EN ACTIONS

PLAN 2017 D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ⁽¹⁾

Autorisation des actionnaires	18.05.2016
Décision du Conseil d'administration	15.03.2017
Nombre d'actions attribuées	901 477
Nombre d'actions restantes au 30.06.2017	899 149
Période d'acquisition des droits	15.03.2017 - 31.03.2020
Conditions de performance ⁽²⁾	oui
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	87,4%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Hors actions attribuées dans le cadre de la politique spécifique de fidélisation et de rémunération des catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence sur le profil de risque du Groupe et définie en conformité avec la Directive européenne CRD4 applicable depuis le 1er janvier 2014 (dite population régulée).

(2) Pour l'ensemble du Groupe, les conditions sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du groupe Société Générale.

PLAN 2017 D'ATTRIBUTION D' ACTIONS DE PERFORMANCE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ⁽¹⁾

Date d'Assemblée	18.05.2016	
Date du Conseil d'administration	15.03.2017	
Nombre total d'actions attribuées	895 282	
Périodes d'acquisition des droits		
<i>Sous-plan 1</i>	1 ^{ère} tranche	15.03.2017 – 29.03.2019
	2 ^{nde} tranche	15.03.2017 – 31.03.2020
<i>Sous-plan 2</i>	1 ^{ère} tranche	15.03.2017 – 31.03.2021
	2 ^{nde} tranche	15.03.2017 – 31.03.2023
<i>Sous-plan 3</i>	15.03.2017 – 31.03.2022	
Dates de fin de période de conservation		
<i>Sous-plan 1</i>	1 ^{ère} tranche	30.09.2019
	2 ^{nde} tranche	02.10.2020
<i>Sous-plan 2</i>	1 ^{ère} tranche	01.04.2022
	2 ^{nde} tranche	01.04.2024
<i>Sous-plan 3</i>	02.10.2022	
Conditions de performance ⁽²⁾	oui	
Juste Valeur (en EUR) ⁽³⁾		
<i>Sous-plan 1</i>	1 ^{ère} tranche	42,17
	2 ^{nde} tranche	40,33
<i>Sous-plan 2</i>	1 ^{ère} tranche	27,22
	2 ^{nde} tranche	26,34
<i>Sous-plan 3</i>	43,75	

(1) Au titre du plan annuel d'intéressement à long terme des collaborateurs et des attributions dans le cadre de la politique spécifique de fidélisation et de rémunération des populations régulées au sens de la réglementation bancaire (y compris mandataires sociaux et membres du comité exécutif).

(2) Pour l'ensemble du Groupe, les conditions sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du groupe Société Générale.

(3) La méthode de valorisation utilisée pour le calcul de la juste valeur est l'arbitrage.

NOTE 6 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

1. DÉTAIL DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(En M EUR)</i>	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Charge fiscale courante	(676)	(1 313)	(725)
Charge fiscale différée	(15)	(656)	(286)
Total de la charge d'impôt	(691)	(1 969)	(1 011)

RÉCONCILIATION ENTRE LE TAUX D'IMPÔT NORMATIF DU GROUPE ET LE TAUX D'IMPÔT EFFECTIF

<i>(En M EUR)</i>	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Résultat avant impôt, hors résultat des sociétés mises en équivalence et pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	2 737	6 178	3 556
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution sociale de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	4,52%	7,15%	6,07%
Différentiel sur titres exonérés ou imposés à taux réduit	(3,31)%	(1,93)%	(5,22)%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	(10,26)%	(6,83)%	(5,87)%
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	(0,13)%	(0,96)%	(0,98)%
Taux effectif Groupe	25,25%	31,86%	28,43%

2. PROVISIONS FISCALES

<i>(En M EUR)</i>	Stock au 31.12.2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2017
Provisions fiscales	248	16	(25)	(9)	(1)	(19)	219

NOTE 7 - CAPITAUX PROPRES

NOTE 7.1 - ACTIONS PROPRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS

1. ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES PAR SOCIÉTÉ GÉNÉRALE S.A.

(En nombre d'actions)	30.06.2017	31.12.2016
Actions ordinaires	807 713 534	807 713 534
<i>Dont actions détenues en propre avec droits de vote⁽¹⁾</i>	6 865 176	8 251 751
<i>Dont actions détenues par le personnel</i>	51 985 135	55 769 100

(1) Ne comprend pas les actions Société Générale détenues à des fins de transaction ou dans le cadre du contrat de liquidité.

Au 30 juin 2017, le capital de Société Générale S.A. entièrement libéré s'élève à 1 009 641 917,5 euros et se compose de 807 713 534 actions d'une valeur nominale de 1,25 euro.

2. TITRES AUTODÉTENUS

Au 30 juin 2017, les 7 905 261 actions détenues par les sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle, de transaction ou de gestion active des fonds propres représentent 1% du capital de Société Générale S.A.

Le montant porté en déduction de l'actif net relatif à l'acquisition par le Groupe de ses propres instruments de capitaux propres, fermes ou dérivés, est de 305 millions d'euros, dont 34 millions d'euros au titre des activités de transaction.

L'ÉVOLUTION DE L'AUTOCONTRÔLE SUR 2017 S'ANALYSE COMME SUIT :

(En M EUR)	Contrat de liquidité	Activités de transaction	Autocontrôle et gestion active des fonds propres	Total
Cessions nettes d'achats	-	41	25	66
Plus-values nettes d'impôts sur actions propres et dérivés sur actions propres imputées sur les capitaux propres	-	-	(22)	(22)

3. INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS

Au 30 juin 2017, le montant des instruments de capitaux propres émis par le Groupe est de 9 029 millions d'euros. L'évolution au premier semestre 2017 s'explique par le remboursement de deux émissions super subordonnées en dollar américain du 5 avril 2007 pour un montant global de 651 millions d'euros.

NOTE 7.2 - RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

1. RÉSULTAT PAR ACTION

<i>(En M EUR)</i>	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Résultat net part du Groupe	1 805	3 874	2 385
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés et super subordonnés	(254)	(465)	(224)
Frais d'émissions relatifs aux Titres subordonnés et super subordonnés		(7)	4
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 551	3 402	2 165
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	800 355 055	798 767 869	798 386 732
Résultat par action ordinaire (en EUR)	1,94	4,26	2,71
Nombre moyen de titres ordinaires retenu au titre des éléments dilutifs ⁽²⁾	83	19 154	31 766
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action	800 355 138	798 787 023	798 418 498
Résultat dilué par action ordinaire (en EUR)	1,94	4,26	2,71

(1) Hors actions d'autocontrôle.

(2) Le nombre d'actions retenu dans les éléments dilutifs est calculé selon la méthode du « rachat d'actions » et prend en compte les attributions d'actions gratuites et les plans d'options de souscription d'actions. Les plans d'options de souscription d'actions ont un effet dilutif dépendant du cours moyen de l'action Société Générale qui s'élève au 30 juin 2017 à 46,74 euros. Dans ce contexte, au 30 juin 2017, il n'existe pas de plan d'option de souscription d'actions, attribuées sans condition de performance, au titre des éléments dilutifs.

2. DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Le montant de dividendes distribués au 1^{er} semestre 2017 par le Groupe s'élève à 2 389 millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

<i>(En M EUR)</i>	1er semestre 2017			2016		
	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Actions ordinaires	(1 762)	(238)	(2 000)	(1 596)	(258)	(1 854)
<i>Dont payé en actions</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Dont payé en numéraire</i>	(1 762)	(238)	(2 000)	(1 596)	(258)	(1 854)
Autres instruments de capitaux propres	(356)	(33)	(389)	(693)	(33)	(726)
Total	(2 118)	(271)	(2 389)	(2 289)	(291)	(2 580)

NOTE 8 - AUTRES INFORMATIONS

NOTE 8.1 - INFORMATION SECTORIELLE

	Groupe Société Générale			Banque de détail en France			Hors Pôles ⁽¹⁾		
	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
<i>(En M EUR)</i>									
Produit net bancaire	11 673	25 298	13 159	4 108	8 403	4 184	(1 237)	14	467
Frais de gestion ⁽²⁾	(8 813)	(16 817)	(8 403)	(2 850)	(5 522)	(2 765)	(80)	(135)	3
Résultat brut d'exploitation	2 860	8 481	4 756	1 258	2 881	1 419	(1 317)	(121)	470
Coût du risque	(368)	(2 091)	(1 188)	(275)	(704)	(348)	101	(340)	(191)
Résultat d'exploitation	2 492	6 390	3 568	983	2 177	1 071	(1 216)	(461)	279
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	50	129	68	20	51	24	11	11	5
Gains nets sur autres actifs	245	(212)	(12)	6	(12)	(3)	207	(282)	(11)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	2 788	6 307	3 624	1 009	2 216	1 092	(998)	(732)	273
Impôts sur les bénéfices	(691)	(1 969)	(1 011)	(331)	(730)	(361)	317	(156)	(169)
Résultat net	2 097	4 338	2 613	678	1 486	731	(681)	(888)	104
Participations ne donnant pas le contrôle	292	464	228	-	-	-	75	158	88
Résultat net part du Groupe	1 805	3 874	2 385	678	1 486	731	(756)	(1 046)	16

(1) Les produits ou charges ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le résultat du Hors Pôles. Ainsi, le Produit Net Bancaire inclut les écarts de réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre (-199 millions d'euros au 30 juin 2017) et l'indemnité découlant de l'accord transactionnel conclu par Société Générale et la Libyan Investment Authority pour 963 millions d'euros.

Par ailleurs, les Gains nets sur autres actifs de l'exercice 2016 enregistrent une dépréciation de -235 millions d'euros sur les moins-values latentes des actifs non courants destinés à être cédés de la banque de détail en Croatie.

Le Produit Net Bancaire du premier semestre 2016 et de l'exercice 2016 inclut 725 millions d'euros de plus-value sur la cession des titres Visa Europe.

Banque de détail et Services Financiers Internationaux

	Banque de détail à l'International			Services Financiers Spécialisés aux Entreprises			Assurances			Total		
	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
<i>(En M EUR)</i>												
Produit net bancaire	2 595	5 012	2 472	908	1 677	803	484	883	441	3 987	7 572	3 716
Frais de gestion ⁽²⁾	(1 592)	(3 109)	(1 579)	(445)	(825)	(409)	(197)	(339)	(183)	(2 234)	(4 273)	(2 171)
Résultat brut d'exploitation	1 003	1 903	893	463	852	394	287	544	258	1 753	3 299	1 545
Coût du risque	(148)	(721)	(378)	(22)	(58)	(25)	-	-	-	(170)	(779)	(403)
Résultat d'exploitation	855	1 182	515	441	794	369	287	544	258	1 583	2 520	1 142
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5	18	7	13	19	17	-	-	-	18	37	24
Gains nets sur autres actifs	33	58	13	-	-	-	-	-	-	33	58	13
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Résultat avant impôts	894	1 258	535	454	813	386	287	544	258	1 635	2 615	1 179
Impôts sur les bénéfices	(215)	(293)	(122)	(119)	(230)	(108)	(97)	(174)	(82)	(431)	(697)	(312)
Résultat net	679	965	413	335	583	278	190	370	176	1 204	1 918	867
Participations ne donnant pas le contrôle	196	280	128	6	5	2	1	2	1	203	287	131
Résultat net part du Groupe	483	685	285	329	578	276	189	368	175	1 001	1 631	736

Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs

	Activités de Marché et Services aux Investisseurs		Financement et Conseil			Gestion d'Actifs et Banque Privée			Total			
	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
<i>(En M EUR)</i>												
Produit net bancaire	3 174	5 936	3 093	1 124	2 372	1 209	517	1 001	490	4 815	9 309	4 792
Frais de gestion ⁽²⁾	(2 394)	(4 390)	(2 230)	(798)	(1 539)	(779)	(457)	(958)	(461)	(3 649)	(6 887)	(3 470)
Résultat brut d'exploitation	780	1 546	863	326	833	430	60	43	29	1 166	2 422	1 322
Coût du risque	(39)	(4)	(8)	19	(247)	(236)	(4)	(17)	(2)	(24)	(268)	(246)
Résultat d'exploitation	741	1 542	855	345	586	194	56	26	27	1 142	2 154	1 076
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2	4	2	(2)	(2)	-	1	28	13	1	30	15
Gains nets sur autres actifs	-	-	-	(1)	28	(12)	-	(4)	1	(1)	24	(11)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	743	1 546	857	342	612	182	57	50	41	1 142	2 208	1 080
Impôts sur les bénéfices	(201)	(327)	(154)	(29)	(53)	(8)	(16)	(6)	(7)	(246)	(386)	(169)
Résultat net	542	1 219	703	313	559	174	41	44	34	896	1 822	911
Participations ne donnant pas le contrôle	11	14	7	2	3	1	1	2	1	14	19	9
Résultat net part du Groupe	531	1 205	696	311	556	173	40	42	33	882	1 803	902

(2) Ces montants regroupent les Frais de personnel, les Autres frais administratifs et les Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

	Groupe Société Générale		Banque de détail en France		Hors Pôles ⁽⁴⁾	
	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016
<i>(En M EUR)</i>						
Actifs sectoriels	1 350 222	1 382 241	222 559	217 971	116 881	129 635
Passifs sectoriels ⁽³⁾	1 285 725	1 316 535	230 674	224 222	93 017	97 495

	Banque de détail et Services Financiers Internationaux							
	Banque de détail à l'International		Services Financiers Spécialisés aux entreprises		Assurances		Total	
	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016
<i>(En M EUR)</i>								
Actifs sectoriels	116 750	115 844	36 696	35 455	146 092	126 271	299 538	277 570
Passifs sectoriels ⁽³⁾	89 698	88 616	10 719	11 057	137 881	119 311	238 298	218 984

	Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs							
	Activités de Marché et Services aux Investisseurs		Financement et Conseil		Gestion d'Actifs et Banque Privée		Total	
	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016	30.06.2017	31.12.2016
<i>(En M EUR)</i>								
Actifs sectoriels	578 785	614 228	92 561	102 613	39 898	40 224	711 244	757 065
Passifs sectoriels ⁽³⁾	664 509	714 244	28 421	30 468	30 806	31 122	723 736	775 834

(3) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

(4) Les actifs ou passifs ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le bilan du Hors Pôles. Ainsi, les écarts de réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre et les écarts de réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de prêts et créances sont rattachés au Hors Pôles.

NOTE 8.2 - AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS

(En M EUR)	1er semestre 2017	2016	1er semestre 2016
Loyers	(542)	(1 102)	(551)
Impôts et taxes	(755)	(802)	(649)
Informatiques et télécom (hors loyers)	(1 095)	(2 126)	(1 034)
Honoraires et recours externes (hors informatiques et télécom)	(657)	(1 294)	(613)
Autres*	(541)	(1 099)	(412)
Total	(3 590)	(6 423)	(3 259)

* La réduction par la Commission européenne de l'amende imposée à Société Générale en 2013 dans l'affaire Euribor a été enregistrée au 1er semestre 2016 et au 31 décembre 2016, en diminution des « Autres frais administratifs » (sur la ligne « Autres ») pour un montant de 218 millions d'euros.

CONTRIBUTION AUX MÉCANISMES DE RÉOLUTION BANCAIRE

Au 1^{er} semestre 2017, la contribution du Groupe au Fonds de Résolution Unique (FRU) a été effectuée :

- pour 85%, sous la forme d'une cotisation en espèces d'un montant de 303 millions d'euros (245 millions d'euros en 2016, dont 228 enregistrés au 1^{er} semestre 2016), non déductible fiscalement en France et comptabilisée dans le compte de résultat dans les *Autres frais administratifs* sur la ligne *Impôts et taxes* ;
- pour 15%, sous la forme d'un engagement de paiement irrévocable sécurisé par le versement d'un dépôt de garantie en espèces pour un montant de 63 millions d'euros (35 millions d'euros en 2016), comptabilisé à l'actif du bilan parmi les *Autres actifs*.

NOTE 8.3 - PROVISIONS

1. DÉTAIL DES PROVISIONS

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Provisions sur instruments financiers et litiges (cf. Note 3.8)	3 328	3 589
Provisions sur avantages du personnel (cf. Note 5.2)	1 776	1 850
Provisions fiscales (cf. Note 6)	219	248
Total	5 323	5 687

2. PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2017	31.12.2016
Provisions techniques des contrats d'assurance-vie en unités de compte	28 122	22 449
Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	89 151	79 705
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	1 276	1 262
Participation aux bénéfices différée passive	10 232	9 361
Total	128 781	112 777
Part des réassureurs	(693)	(274)
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	128 088	112 503

NOTE 9 - INFORMATION SUR LES RISQUES ET LITIGES

Le Groupe procède chaque trimestre à un examen détaillé des litiges présentant un risque significatif. Ces litiges peuvent donner lieu à l'enregistrement de provisions s'il s'avère probable ou certain que leur règlement donnera lieu à une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Aucune information détaillée n'est fournie sur la constitution éventuelle de provisions individuelles ni sur le montant de ces dernières dans la mesure où une telle communication serait de nature à porter préjudice à la résolution des litiges concernés.

Par ailleurs, pour tenir compte de l'évolution d'un risque global de sortie de ressources afférent à certaines enquêtes et procédures en cours avec des autorités américaines (telle l'*Office of Foreign Assets Control*) et européennes, ainsi qu'au litige relatif au précompte, le Groupe a inscrit à son passif une provision pour litiges qui est présentée dans la Note 3.8 de ses états financiers consolidés.

- Entre 2003 et 2008, Société Générale avait des lignes de « *gold consignment* » avec le groupe turc Goldas. En février 2008, Société Générale a été alertée sur un risque de fraude et de détournement des stocks d'or détenus par Goldas. Ces soupçons ont été rapidement confirmés par la non-restitution et le non-paiement de l'or (466,4 millions d'euros). Société Générale a engagé des actions civiles contre ses assureurs et contre plusieurs entités du groupe Goldas. Goldas a de son côté introduit des actions judiciaires en Turquie et au Royaume-Uni contre Société Générale. Dans l'action intentée par Société Générale contre Goldas au Royaume-Uni, Goldas a sollicité son rejet sans examen au fond (*strike out*) et a formé à titre reconventionnel une demande de dommages-intérêts. Le 3 avril 2017, le tribunal anglais a fait droit aux deux demandes de Goldas et se prononcera après enquête sur le montant des dommages-intérêts qui seront le cas échéant dus à Goldas. Société Générale a demandé l'autorisation à la Cour d'appel d'interjeter appel de ce jugement. Société Générale et Goldas se sont accordés sur un sursis à statuer de l'enquête pour dommages-intérêts dans l'attente de la décision de la Cour d'appel sur la demande de faire appel de Société Générale et, le cas échéant, sur l'appel. Cet accord a été homologué par le tribunal anglais le 6 juin 2017. Le 16 février 2017, Société Générale a par ailleurs été déboutée par le Tribunal de Commerce de Paris de ses demandes contre ses assureurs. Société Générale a interjeté appel de ce jugement.
- Le 24 octobre 2012, la cour d'appel de Paris a confirmé la décision rendue le 5 octobre 2010 par le tribunal correctionnel de Paris déclarant J. Kerviel coupable d'abus de confiance, d'introduction frauduleuse de données dans un système informatique, de faux et d'usage de faux et le condamnant à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis ainsi qu'au versement de 4,9 milliards d'euros à titre de dommages-intérêts à Société Générale. Le 19 mars 2014, la Cour de cassation a confirmé la responsabilité pénale de J. Kerviel. L'arrêt de la Cour de cassation clôt ainsi ce dossier sur le plan pénal. Sur le plan civil, la Cour de cassation a décidé de modifier sa jurisprudence traditionnelle sur l'indemnisation de victimes d'atteintes aux biens et a renvoyé l'affaire devant la cour d'appel de Versailles pour qu'elle statue à nouveau sur le montant des dommages-intérêts. Le 23 septembre 2016, la cour d'appel de Versailles a rejeté la demande d'expertise de J. Kerviel et a confirmé ainsi le montant de la perte nette comptable de 4,9 milliards d'euros de la banque résultant des agissements frauduleux de J. Kerviel. Elle a également déclaré J. Kerviel partiellement responsable du préjudice causé à Société Générale et l'a condamné à payer à Société Générale 1 million d'euros. Société Générale et J. Kerviel n'ont pas formé de pourvoi en cassation. Société Générale considère que cette décision est sans effet sur sa situation fiscale. Toutefois, comme indiqué par le Ministre de l'Economie et des Finances, l'Administration fiscale a examiné les conséquences fiscales de cette perte comptable. La position de l'administration fait l'objet d'échanges qui se poursuivent et un litige reste possible sur ce sujet devant les juridictions compétentes.
- Au début des années 2000, la profession bancaire a adopté, en France, le principe du passage à la compensation électronique des chèques afin d'en rationaliser le traitement.

Pour accompagner cette réforme (connue sous le nom d'EIC pour « Échange d'Images Chèques ») qui a contribué à la sécurisation du traitement des paiements par chèque et à la lutte contre la fraude, les banques ont créé plusieurs commissions interbancaires (dont la CEIC qui a été abandonnée en 2007). Ces commissions ont été décidées sous l'égide des autorités de tutelle du secteur, les pouvoirs publics étant tenus informés.

Le 20 septembre 2010, après plusieurs années d'instruction, l'Autorité française de la concurrence a considéré que la mise en place et la fixation en commun du montant de la CEIC et de deux autres commissions pour services connexes étaient contraires au droit de la concurrence. Elle a condamné l'ensemble des banques ayant participé à la mise en place de ces commissions (Banque de France comprise) à un montant total d'environ 385 millions d'euros d'amendes. Société Générale a été sanctionnée à hauteur de 53,5 millions d'euros, Crédit du Nord, sa filiale, à hauteur de 7 millions d'euros.

Dans son arrêt du 23 février 2012, la cour d'appel, saisie par l'ensemble des banques concernées à l'exception de la Banque de France, conclut à l'absence d'infraction au droit de la concurrence, permettant aux banques d'obtenir le remboursement des amendes qu'elles avaient payées. Le 14 avril 2015, la Cour de cassation a cassé et annulé l'arrêt de la cour d'appel au motif que cette dernière n'avait pas examiné les arguments de deux intervenants volontaires. L'affaire a été renvoyée devant la cour d'appel de Paris, dont l'audience s'est tenue les 3 et 4 novembre 2016. La décision de la cour d'appel de renvoi est attendue le 28 septembre 2017.

- Société Générale et d'autres institutions financières ont reçu des demandes d'information notamment de la part du *US Department of Justice* et de la *US Commodities Futures Trading Commission* dans le cadre d'enquêtes portant, d'une part, sur des soumissions présentées à la *British Bankers Association* en vue de la détermination de certains taux LIBOR (*London Interbank Offered Rates*) ainsi que les soumissions présentées à la Fédération Bancaire Européenne en vue de la détermination du taux EURIBOR (*Euro Interbank Offered Rate*) et portant, d'autre part, sur des opérations de dérivés indexés sur différents taux BOR. Société Générale coopère avec ces autorités. Des réunions récentes ont eu lieu avec les autorités concernées.

Dans une procédure relative à USD LIBOR, Société Générale, ainsi que d'autres institutions financières, ont été assignés devant la *US District Court* de Manhattan dans cinq actions de groupe et plusieurs actions individuelles (hors groupe) en relation avec l'activité de fixation du taux USD LIBOR d'une part et, d'opérations de dérivés indexés sur ce taux d'autre part. Il leur est notamment reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence, le *Commodity Exchange Act américain* (« CEA ») et différentes lois étatiques. Le 5 mars 2015, Société Générale a été exclue volontairement d'une des actions de groupe. Le tribunal a rejeté les demandes formulées contre Société Générale dans le cadre de deux actions de groupe et de toutes les actions individuelles. En juin et juillet 2017, le tribunal a rendu une décision partielle définitive sur le rejet des demandes formulées contre Société Générale par les groupes de demandeurs et demandeurs individuels sur le fondement du droit de la concurrence. Ces demandeurs ont interjeté appel de la décision devant la Cour d'Appel Fédérale du *Second Circuit*. Les deux autres actions de groupe ont fait l'objet d'un sursis à statuer dans l'attente d'une décision dans la procédure d'appel. Le tribunal n'a pas encore statué sur le rejet des autres demandes formulées contre Société Générale.

Dans une procédure relative à JPY LIBOR, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont également été assignées dans deux actions de groupe devant la *US District Court* de Manhattan en relation avec l'activité de fixation des taux Yen LIBOR et des échanges de produits dérivés indexés sur l'Euroyen. Le 10 mars 2017, le tribunal a rejeté l'action intentée par les acheteurs d'instruments dérivés de gré à gré Euroyen qui ont interjeté appel devant la Cour d'Appel Fédérale du *Second Circuit* le 3 avril 2017. Dans l'autre procédure initiée par des acheteurs ou vendeurs de produits dérivés indexés sur l'Euroyen sur le *Chicago Mercantile Exchange* (« CME »), le tribunal a rejeté ou débouté certaines des demandes formulées par les demandeurs (en matière du droit américain de la concurrence, du CEA, du *Racketeer Influenced Corrupt Organization Act* (« loi RICO »), entre autres) mais a permis à certaines demandes contre Société Générale fondées sur le CEA ainsi que les lois étatiques, de suivre leur cours. Le 16 mai 2016, Société Générale a déposé ses conclusions en réponse à l'assignation modifiée et la phase *discovery* est toujours en cours. Le délai pour que les demandeurs déposent une requête visant à la certification du groupe expire le 17 octobre 2018.

Dans une procédure relative à EURIBOR, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont également été assignées dans une action de groupe devant la *US District Court* de Manhattan par des acheteurs d'instruments financiers de change à terme et de gré à gré liés à l'Euro, en relation avec l'activité de Société Générale de fixation des taux EURIBOR et d'échanges de produit dérivés indexés sur l'EURIBOR. Il lui est notamment reprochée d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence, le CEA, la loi RICO et des lois étatiques. Le 21 février 2017, le tribunal a rejeté l'ensemble des demandes formées contre Société Générale (et les autres banques étrangères). Le 17 mars 2017, le tribunal a rejeté la requête des demandeurs visant à déposer une assignation modifiée afin de combler les carences dans leur argumentaire.

En Argentine, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action intentée par une association de consommateurs pour le compte de consommateurs argentins qui détenaient des obligations du gouvernement ou d'autres instruments dont les intérêts à payer étaient liés au USD LIBOR. Il leur est reproché d'avoir enfreint les dispositions protectrices du droit de la consommation argentin lors de la fixation du taux USD LIBOR. Le 25 août 2016, la cour d'appel en Argentine a rendu une décision ordonnant la jonction des actions initiées à l'encontre des différentes institutions financières (y compris l'action initiée contre Société Générale) devant un seul juge. L'assignation dans ce dossier n'a pas encore été signifiée à Société Générale.

- Le 7 mars 2014, la *Libyan Investment Authority* (« LIA ») avait assigné Société Générale devant les juridictions anglaises au titre des conditions dans lesquelles celle-ci avait souscrit certains investissements auprès du groupe Société Générale. La LIA soutenait que Société Générale et d'autres parties ayant participé à la conclusion des investissements s'étaient notamment rendus coupables de corruption. Le 3 mai 2017, Société Générale et la LIA ont conclu un accord transactionnel pour un montant de 813,26 millions de livre sterling, mettant un terme définitif au différend les opposant. Par ailleurs, le 8 avril 2014, le *Department of Justice* américain a adressé à Société Générale une demande de production de documents concernant des transactions avec diverses entités et individus libyens, dont la LIA. Le 4 octobre 2016, la SEC a adressé à Société Générale une demande ayant le même objet. Société Générale coopère avec les autorités américaines. Des réunions récentes ont eu lieu avec les autorités concernées.
- Société Générale, ainsi que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre d'une action de groupe dans laquelle il leur est reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA s'agissant de son implication sur le marché de Londres de fixation du prix de l'or. L'action a été initiée pour le compte de personnes ou entités ayant vendu de l'or physique, ayant vendu des contrats de futures indexés sur l'or sur le CME, vendu des ETF sur l'or, vendu des options d'achat d'or négociées sur le CME, acheté des options de vente d'or négociées sur le CME, vendu de l'or de gré à gré ou des contrats à terme ou des options d'achat d'or, ou acheté de gré à gré des options de vente d'or. L'action est pendante devant la *US District Court de Manhattan*. Des actions sollicitant le rejet de ces demandes ont été rejetées par décision du 4 octobre 2016 et la *discovery* a commencé. Société Générale ainsi que certaines filiales et d'autres institutions financières ont également été assignées dans le cadre d'une action de groupe au Canada (*Ontario Superior Court* à Toronto et la Cour Supérieure à Québec) pour des demandes similaires.
- *SG Americas Securities LLC* (« SGAS ») ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre de plusieurs actions de groupe dans lesquelles il leur est reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA s'agissant de son activité de *US Primary Dealer*, achetant et vendant des titres du Trésor des États-Unis. Les affaires ont été jointes devant la *US District Court* de Manhattan. Le délai de réponse imparti à SGAS n'a pas encore été fixé.
- Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action de groupe dans laquelle il leur est reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA relativement à des opérations de change au comptant et de commerce de dérivés. L'action a été initiée par des personnes ou entités ayant conclu certaines transactions de gré à gré et échangé des instruments de change. L'affaire est pendante devant la *US District Court* de Manhattan. Les demandes de rejet de l'action ont été refusées et la *discovery* est en cours. Des actions de groupe indépendantes ont également été initiées pour le compte d'acheteurs indirects. Les demandes de rejet de ces actions devraient être déposées le 4 août 2017.
- Société Générale et certaines filiales ainsi que d'autres institutions financières ont également été assignées dans le cadre de deux actions de groupe au Canada (devant la *Ontario Superior Court* à Toronto et la *Quebec Superior Court* dans la ville de Québec) pour des demandes similaires. Les défendeurs Société Générale ont trouvé un accord transactionnel pour un montant de 1,8 millions de dollars canadiens qui doit encore être approuvé par le Tribunal. Les audiences d'homologation sont prévues le 18 septembre 2017 à Ontario et le 22 septembre 2017 à Québec.
- Dans le prolongement d'une mission de contrôle qui s'est déroulée du 8 septembre au 1^{er} décembre 2015 au sein du groupe Société Générale et ayant pour objet l'analyse des pratiques en matière de déclarations de soupçons au sein du groupe, l'ACPR a notifié l'ouverture d'une procédure disciplinaire à son encontre par courrier du 26 juillet 2016. Par décision du 19 juillet 2017, la Commission des sanctions de l'ACPR a prononcé à l'encontre de Société Générale un blâme ainsi qu'une sanction pécuniaire d'un montant de 5 millions d'euros.

4.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

DELOITTE & ASSOCIÉS
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Société Générale

Société Anonyme
17, cours Valmy
92972 Paris-La Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de Société Générale, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 3 août 2017

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

DELOITTE & ASSOCIÉS

Isabelle SANTENAC

José-Luis GARCIA

5 - Chapitre 7 : Action, capital et éléments juridiques

5.1 Répartition du capital et des droits de vote

Répartition du capital et des droits de vote ⁽¹⁾	Situation au 30.06.2017 ⁽²⁾					
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre droits de vote ⁽³⁾	% des droits de vote ⁽³⁾	% des droits de vote exerçables en AG ⁽³⁾	
Plan mondial d'actionnariat salarié	51 985 135	6,43%	101 474 097	11,51%	11,60%	
Actionnaires détenant plus de 1,5 % du capital ou des droits de vote	26 864 221	3,33%	38 824 535	4,40%	4,44%	
	<i>CDC</i>	<i>20 599 627</i>	<i>2,55%</i>	<i>26 295 347</i>	<i>2,98%</i>	<i>3,01%</i>
	<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	<i>6 264 594</i>	<i>0,78%</i>	<i>12 529 188</i>	<i>1,42%</i>	<i>1,43%</i>
Public	722 183 207	89,39%	734 715 888	83,31%	83,96%	
Autodétention	6 885 176	0,85%	6 885 176	0,78%	0,00%	
Autocontrôle	0	0,00%	0	0,00%	0,00%	
Total		100,00%		100,00%	100,00%	
Base de référence		807 917 739		881 899 696	875 034 520	

(1) Y compris droits de vote double (article 14 des statuts de Société Générale).

(2) Au 30 juin 2017, la part des actionnaires institutionnels européens dans le capital est estimée à 44%.

(3) Conformément à l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions d'autocontrôle et d'auto-détention pour le calcul du nombre total de droits de vote, mais ces actions sont dépourvues de droit de vote en Assemblée générale.

NB : Les statuts de Société Générale comprennent des seuils déclaratifs à intervalle de 0,5% à partir de 1,5%.

Par ailleurs, durant le premier semestre 2017 :

- la société BlackRock, Inc. a déclaré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers avoir franchi à la hausse et à la baisse les seuils de 5% des droits de vote de Société Générale. Pour la dernière fois au cours du premier semestre 2017, la société BlackRock, Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré, avoir franchi en hausse, le 2 juin 2017, le seuil de 5% des droits de vote de Société Générale et détenir 45 245 174 actions Société Générale représentant autant de droits de vote, soit 5,60% du capital et 5,12% des droits de vote Société Générale ;
- la société The Capital Group Companies, Inc. a déclaré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers avoir franchi à la hausse et à la baisse les seuils de 5% des droits de vote de Société Générale. Pour la dernière fois au cours du premier semestre 2017, la société The Capital Group Companies, Inc., agissant en qualité d'« investment adviser » pour le compte de fonds, a déclaré, avoir franchi en baisse, le 19 juin 2017, le seuil de 5% des droits de vote de Société Générale et détenir 43 659 304 actions Société Générale représentant autant de droits de vote, soit 5,40% du capital et 4,95% des droits de vote Société Générale.

5.2 Liste des informations réglementées publiées au cours des 6 derniers mois

COMMUNIQUES DE PRESSE PUBLIES AU TITRE DE L'INFORMATION PERMANENTE

- 18/04/2017 – Rapport Société Générale sur les politiques et pratiques de rémunération 2016
- 23/05/2017 – Assemblée générale annuelle et Conseil d'administration du 23 mai 2017

DOCUMENT DE REFERENCE ET ACTUALISATIONS – RAPPORT FINANCIER ANNUEL

- 08/03/2017 – Document de référence 2017
- 08/03/2017 – Mise à disposition du Document de référence 2017
- 08/03/2017 – Mise à disposition du Rapport financier annuel
- 04/05/2017 – Mise à disposition de la première actualisation du Document de référence 2017 déposé le 4 mai 2017
- 04/05/2017 – Première actualisation du Document de référence 2017 déposée le 4 mai 2017

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE

- 04/05/2017 – Résultats du 1^{er} trimestre 2017

DECLARATIONS MENSUELLES DU NOMBRE TOTAL DE DROITS DE VOTE ET D' ACTIONS

- 5 formulaires de déclaration

DESCRIPTIFS DES PROGRAMMES DE RACHAT D' ACTIONS ET BILANS DU CONTRAT DE LIQUIDITE

- 12/05/2017 – Descriptif du programme de rachat d'actions
- 05/07/2017 – Bilan du contrat de liquidité

RAPPORTS SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LES PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE

- 08/03/2017 – Mise à disposition du rapport sur le gouvernement d'entreprise, le contrôle interne et la gestion des risques

HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX

- 08/03/2017 – Honoraires des contrôleurs légaux des comptes

COMMUNIQUES DE MISE A DISPOSITION OU DE CONSULTATION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX ASSEMBLEES D' ACTIONNAIRES

- 21/04/2017 – Mise a disposition ou consultation des informations relatives a l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 23 mai 2017

6 - Chapitre 8 : Responsable de l'actualisation du Document de référence

6.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDÉA, Directeur général de Société Générale

6.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de référence 2017 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 7.2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de référence 2017 et de son actualisation A-02.

Fait à Paris, le 3 août 2017

M. Frédéric OUDÉA
Directeur général de Société Générale

6.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Nom : Société Deloitte & Associés
représentée par M. José-Luis Garcia

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1^{ère} nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 195, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte & Associés sont enregistrées comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

7 - Chapitre 9 : Table de concordance

7.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} Actualisation	2 ^{ème} Actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	520	66	119
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	521	67	120
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES			
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	Chiffres clés p. 9	3-28	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		4-29
4. FACTEURS DE RISQUE	132-151 ; 154-240	57-63	49-60
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR			
5.1. Histoire et évolution de la Société	8 ; 504		
5.2. Investissements	62		42-43
6. APERÇU DES ACTIVITÉS	28-29		
6.1. Principales activités	9 ; 50-55	10-31	4-43
6.2. Principaux marchés	9-12 ; 14-24 ; 28-29 ; 397-400		
6.3. Événements exceptionnels	NA		
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA		
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	20-21
7. ORGANIGRAMME			
7.1. Description sommaire du Groupe	9 ; 28-29		30
7.2. Liste des filiales importantes	32-49 ; 406-421 ; 476-486		30 ; 78
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS			
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	63 ; 403-404		38
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	242-297		
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT			
9.1. Situation financière	56-61		11 ; 36-41
9.2. Résultat d'exploitation	30-49	3-28	4-29
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX			
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	302-307 ; 393-395		67-68 ; 117
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	308		69
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	58-61	30-31	39-41
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	505		
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	59-61 ; 63		
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA		
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	13		43
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	NA		
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE			
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	68-95	32	44-48
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	78		
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES			

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} Actualisation	2 ^{ème} Actualisation
15.1.	Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	96-127	33-55
15.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	383	
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
16.1.	Date d'expiration du mandat actuel	69-75	
16.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA	
16.3.	Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	89-90 ; 92	
16.4.	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	81	
17.	SALARIÉS		
17.1.	Nombre de salariés	275-289	
17.2.	Participations et stock-options des administrateurs	69-75 ; 96-127	55-56 101-102
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	284	64
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
18.1.	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	495 ; 497	117
18.2.	Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	495 ; 497 ; 505	117
18.3.	Contrôle de l'émetteur	495 ; 497 ; 499	
18.4.	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA	
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES		
		128-131 ; 382-383 ; 476-486	
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
20.1.	Informations financières historiques	116-117 ; 158-159 ; 169 ; 179 ; 181 ; 183-187 ; 195-198 ; 201-206 ; 208-210 ; 221-222 ; 224-226 ; 301-426 ; 429-487 ; 525	
20.2.	Informations financières proforma	NA	
20.3.	États financiers	116-117 ; 158-159 ; 169 ; 179 ; 181 ; 183-187 ; 195-198 ; 201-206 ; 208-210 ; 221-222 ; 224-226 ; 301-426 ; 429-487	
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	152-153 ; 427-428 ; 488-489	
20.5.	Date des dernières informations financières	302 ; 430	61
20.6.	Informations financières intermédiaires	NA	3-28 4-29 ; 61-114
20.7.	Politique de distribution des dividendes	493-494	44
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	237 ; 423-426	63 60 ; 112-114
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	62	
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
21.1.	Capital social	495-505	65 117
21.2.	Acte constitutif et statuts	506-510	
22.	CONTRATS IMPORTANTS		
		63	29 43
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS		
		NA	
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC		
		505	
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS		
		28-29 ; 406-421 ; 476-486	

7.2 Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2017	61-114
Rapport semestriel d'activité	4-43
<input type="checkbox"/> Évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	4-43
<input type="checkbox"/> Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	43
<input type="checkbox"/> Principales transactions intervenues entre parties liées	NA
Attestation du responsable	119
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière du 1 ^{er} semestre de l'exercice 2017	115-116